



ÉVALUATION DU PAM



Programme
Alimentaire
Mondial

SAUVER
DES VIES
CHANGER
LES VIES

Évaluation du Plan stratégique de pays du PAM en RDC 2020-2024

Rapport d'évaluation centralisée – Volume II

OEV/2023/013
Janvier 2025

Table des matières

Annexe 1: Résumé des termes de référence.....	1
Annexe 2: Calendrier de l'évaluation.....	4
Annexe 3: Méthodologie	6
Annexe 4: Matrice d'évaluation	11
Annexe 5: Outils de collecte de données	35
Annexe 6: Calendrier des activités de terrain.....	48
Annexe 7: Cartographie des constatations, des conclusions et des recommandations.....	50
Annexe 8: Liste des personnes interrogées.....	54
Annexe 9: Bibliographie	56
Annexe 11: Indicateurs contextuels de la RDC.....	58
Annexe 12: Données complémentaires	60
Annexe 13: Théorie du changement	105
Annexe 14: Comparaison assistance PAM / personnes IPC3+	114
Annexe 15: Analyse de la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du PSPP.....	115

Annexe 1: Résumé des termes de référence

Les évaluations des plans stratégiques de pays (PSP) portent sur la totalité des activités menées par le Programme alimentaire mondial (PAM) dans un pays et pendant une période donnée. Leur objectif est double: 1) collecter des éléments de preuve et des enseignements concernant la performance des décisions stratégiques du PAM à l'échelle du pays, particulièrement en vue d'élaborer le prochain PSP; et 2) permettre de rendre compte des résultats aux parties prenantes du PAM.

Sujet et orientation de l'évaluation

Cette évaluation couvrira le PSP actuel du PAM en République Démocratique du Congo (2021-2024) ainsi que l'année finale du PSP provisoire (2020). Ce PSP 2021-2024 a été conçu à la suite de l'examen stratégique de la sécurité alimentaire et de la nutrition de 2019 et suit le PSP provisoire de 2018-2020, qui a été évalué en 2019.

Dans le premier effet direct stratégique (EDS), le PSP se concentre sur la réponse aux crises récurrentes alimentaires et nutritionnelles en RDC, qui émergent à la suite de conflits, au changement climatique, et à un système alimentaire inefficace. Les autres effets directs stratégiques positionnent le PAM pour faire des contributions à un statut nutritionnel amélioré, la résilience des petits producteurs, les capacités du gouvernement, et la mise à disposition des services communs pour le système humanitaire.

Selon la dernière révision budgétaire, le budget du PSP total est de 2,338 milliards USD, duquel environ 50 pour cent ont été financés jusqu'en juin 2023. 79 pour cent des ressources ont été réservés pour la réponse aux crises et 10 pour cent chacun pour les piliers de résilience et de la mise à disposition des services communs.

Le PSP vise à cibler plus de 7 millions de bénéficiaires chaque année et les rapports annuels du bureau de pays montrent que le PAM a atteint un numéro de bénéficiaires annuel entre 6,2 et 7,2 millions depuis 2020.

L'évaluation mesurera les contributions apportées par le PAM aux EDS du PSP, en

déterminant les relations de cause à effet susceptibles d'unir les produits des activités du PAM, le processus de mise en œuvre, le contexte opérationnel et les changements observés au niveau des effets, y compris les effets non intentionnels. Elle sera également axée sur le respect des principes humanitaires, d'égalité des sexes, de protection et de redevabilité envers les populations affectées.

L'évaluation sera fondée sur les critères d'évaluation standard du Groupe des Nations Unies pour l'Évaluation (UNEG) et du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, à savoir: la pertinence, l'efficacité, l'efficacités, la cohérence, la durabilité, l'interdépendance et la couverture des activités.

Objectifs et parties prenantes de l'évaluation

Les évaluations du PAM servent le double objectif de redevabilité et d'apprentissage. L'évaluation cherchera les perspectives d'être utile pour une série de parties prenantes internes et externes au PAM, et fournira l'occasion de tirer des enseignements à l'échelle nationale, régionale et institutionnelle. Le bureau de pays du PAM et ses parties prenantes sont les principaux utilisateurs des constatations et des recommandations de l'évaluation, lesquelles éclaireront la conception du nouveau plan stratégique de pays.

Le rapport d'évaluation sera présenté lors de la session du Conseil d'administration du PAM en novembre de 2025.

Principales questions de l'évaluation

L'évaluation répondra aux quatre questions principales suivantes:

QUESTION 1: Dans quelle mesure le programme du PAM s'est-il fondé sur des données factuelles et est-il orienté de façon stratégique pour répondre aux besoins des plus vulnérables?

L'évaluation appréciera à quel degré le PSP a été éclairé par des données concernant la sécurité alimentaire et nutritionnelle pour assurer la pertinence, le degré de pertinence du PSP par rapport aux politiques, plans, stratégies et

objectifs nationaux, et aux objectifs de développement durable et si le PSP est cohérent et s'est axé sur une théorie du changement articulant le rôle du PAM et son positionnement stratégique tout au long du PSP dans un contexte dynamique avec des crises récurrentes, en considérant l'évolution des besoins et des capacités nationales et les ressources disponibles.

QUESTION 2: Quelles sont l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux résultats stratégiques du PSP pour la RDC et le UNSDCF?

L'évaluation vise à examiner à quel degré l'ampleur de la couverture des besoins des plus vulnérables a été satisfaite. L'évaluation appréciera la mesure dans laquelle les activités et produits du PAM ont contribué aux résultats escomptés du PSP, y inclut les résultats inattendus. Ainsi, l'évaluation analysera la réalisation des objectifs transversaux (principes humanitaires, protection, redevabilité envers les populations affectées, égalité des sexes et autres). En outre, il sera jugé si les réalisations du PSP sont susceptibles d'être durables, du point de vue financier, social, institutionnel, et environnemental, si ces plans ont facilité des liens plus stratégiques entre les activités humanitaires, de développement et de consolidation de la paix, et si la mise en œuvre était sensible aux conflits dans le pays.

QUESTION 3: Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficiente pour contribuer à l'obtention des produits escomptés et à la réalisation des effets directs stratégiques définis dans le PSP

L'évaluation visera à examiner la livraison des produits dans les délais prévus; l'efficacité de la fourniture d'assistance par rapport à son coût; et si le Bureau de pays a priorisé ses interventions pour optimiser l'utilisation des ressources, la pertinence et l'efficacité face à des écarts financiers; et comment le PAM a géré les risques opérationnels.

QUESTION 4: Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure il a effectué le virage stratégique attendu du PSP?

L'évaluation appréciera la mesure dans laquelle le PAM a réussi à mobiliser des ressources financières adéquates, prévisibles et flexibles; si le PAM a réussi à exploiter des partenariats stratégiques et opérationnels; l'adéquation du

soutien du bureau régional et du siège pour gérer les réponses consécutives aux urgences en RDC, et le rôle d'autres facteurs comme le système de suivi et rapportage, les capacités et efforts du PAM pour la négociation de l'accès humanitaire, l'intégration des activités, l'innovation, et la capacité des ressources humaines.

Portée, méthodologie et considérations éthiques

L'unité d'analyse principale est le PSP 2021-2024, ainsi que l'année opérationnelle 2020 sous le PSP provisoire de 2018-2020. Cela permettra une appréciation dans quelle mesure la planification stratégique a pu effectuer le virage stratégique envisagé par l'introduction de la planification stratégique au niveau du pays. L'évaluation portera sur l'ensemble des activités menées par le PAM, et inclus les résultats transversaux de 2020 jusqu'en 2023.

L'évaluation adoptera une approche mixte en s'appuyant sur des méthodes et sources primaires et secondaires variées, notamment des examens documentaires, des entretiens avec des informateurs clés, des observations directes sur le terrain, des enquêtes et des groupes de discussion. Une triangulation systématique des différentes sources et méthodes sera effectuée afin de valider les constatations et d'éviter tout biais dans le jugement évaluatif.

L'évaluation sera conforme aux normes éthiques du PAM et du UNEG. Cela comprend, sans s'y limiter, la garantie d'un consentement éclairé, la protection de la vie privée, le respect de la confidentialité et de l'anonymat des participants, la sensibilité aux réalités culturelles, le respect de l'autonomie des participants, l'engagement équitable des participants (notamment des femmes et des groupes socialement exclus) et la garantie que l'évaluation ne cause aucun préjudice aux participants ou à leurs communautés.

Rôles et responsabilités

ÉQUIPE D'ÉVALUATION: L'évaluation sera effectuée par une équipe d'évaluateurs indépendants dotés d'une expertise dans divers domaines pertinents liés à l'évaluation du PSP pour le RDC (notamment, la politique humanitaire, la nutrition et la sécurité alimentaire, les déplacements forcés, la chaîne d'approvisionnement humanitaire, les cantines scolaires, le soutien aux contreparties nationales, le renforcement de la résilience, le genre et les

principes humanitaires).

GESTION DE L'ÉVALUATION: L'évaluation sera gérée par Christoph Waldmeier, chargée d'évaluation au Bureau de l'évaluation du PAM. Il sera l'interlocuteur principal entre l'équipe d'évaluation, représentée par son chef d'équipe, et les homologues du PAM. L'assurance qualité de deuxième niveau sera prise en charge par Michael Carbon, chargé d'évaluation principal au Bureau de l'évaluation du PAM. Aboh Anyangwe, analyste au Bureau de l'évaluation du PAM, soutiendra la recherche et l'analyse des données tout au long du processus. Anne-Claire Luzot, la Directrice du Bureau de l'évaluation, approuvera les versions finales de tous les produits de l'évaluation.

Un **GROUPE DE RÉFÉRENCE INTERNE**, composé de parties prenantes du PAM sélectionnées au sein du bureau de pays, du bureau régional et du siège, sera consulté tout au long du processus d'évaluation pour examiner et commenter les produits de l'évaluation.

PARTIES PRENANTES: Les parties prenantes du PAM aux niveaux national, régional et du siège participeront tout au long du processus d'évaluation afin de garantir un degré élevé d'utilité et de transparence. Les parties prenantes externes, telles que les bénéficiaires, le gouvernement, les donateurs, les partenaires de mise en œuvre et d'autres institutions des Nations Unies, seront consultées pendant le processus d'évaluation.

Communication

Les constatations préliminaires seront partagées avec les parties prenantes du PAM à l'occasion d'une réunion de bilan organisée à l'issue de l'étape de la collecte de données. Un atelier d'apprentissage national sera organisé en octobre 2024 pour garantir un processus d'évaluation transparent et promouvoir l'appropriation des constatations et des recommandations préliminaires par les parties prenantes nationales et pour éclairer le processus de l'élaboration du nouveau PSP.

Les constatations de l'évaluation seront activement diffusées et le rapport d'évaluation final sera mis à la disposition du public sur le site Internet du PAM.

Chronologie et étapes importantes

Phase de démarrage: janvier-avril 2024

Collecte de données: mai-juin 2024

Bilan de sortie: juin 2024

Rapport: juillet — octobre 2024

Atelier d'apprentissage: octobre 2024

Présentation auprès du Conseil d'administration: 2025

Annexe 2: Calendrier de l'évaluation

Phase 2 — Démarrage			
Version provisoire 0	Préparation de l'équipe et analyse documentaire	Équipe d'évaluation	févr. 2020 - mars 2024
	Séance de présentation au Siège et au bureau régional	Gestionnaire OEV, chef d'équipe, évaluateur national	22/01-02/02/2024
	Mission de démarrage incluant séances de briefing avec l'ensemble des parties prenantes pertinentes du Bureau de pays	Gestionnaire de l'évaluation + chef d'équipe	11/03 - 15/03/2024
	Soumission du rapport de démarrage provisoire	Chef d'équipe	05/04/2024
Version provisoire 1	Soumission au Bureau de pays pour commentaires (avant le 22/05/2024)	Gestionnaire de l'évaluation/DEA	08/05/2024
	Soumission du rapport de démarrage révisé	Chef d'équipe	25/05/2024
	Contrôle de la qualité et validation du rapport de démarrage	Gestionnaire de l'évaluation/DEA	30/05/2024
Version finale	Circulation de la version finale du rapport initial aux principales parties prenantes du PAM pour information et publication sur l'intranet.	Gestionnaire de l'évaluation	31/05/2024
Phase 3 — Collecte de données, y compris concernant les activités sur le terrain ¹			
	Analyses quantitatives des données secondaires du PAM, notamment des PDM	Équipe d'évaluation	02 - 19/06/2024
	Collecte de données dans le pays/à distance	Équipe	02 - 19/6/2022
	Bilan «à chaud» de sortie (PPT)	Chef d'équipe/EE	19/06/2024
	Réunion de restitution en ligne avec le GRI	Chef d'équipe/GRI	30/07/2024
Phase 4 — Élaboration des rapports			
Version provisoire 0	Analyse et préparation du rapport préliminaire (draft) 0. Envoi d'une version provisoire de qualité du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation	Équipe d'évaluation & Chef d'équipe	09/08/2024
	Retours sur la qualité du Bureau de l'évaluation transmis au chef d'équipe	Gestionnaire de l'évaluation	02/09/2024
Version provisoire 1	Révision du rapport préliminaire par l'EE basée sur les commentaires du Bureau de l'évaluation (v1 et v2)	Équipe d'évaluation & Chef d'équipe	22/09/2024
	Contrôle de la qualité par le Bureau de l'évaluation et soumission au DEA pour revue	Gestionnaire de l'évaluation	fin sept. 2024

¹ La présentation du rapport et le lancement de l'étape de collecte de données doivent être séparés d'au moins six semaines.

	Obtention de l'autorisation requise avant la transmission du rapport d'évaluation au Groupe de référence interne (GRI)	Directrice de l'évaluation (DE)/DEA	oct. 2024
	Transmission au GRI de la version provisoire du rapport d'évaluation pour avis par le Bureau de l'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation/GRI	15 oct. 2024
	Atelier d'apprentissage (dans le pays ou à distance)		nov. 2024
	Rassemblement des commentaires du PAM et diffusion à l'équipe	Gestionnaire de l'évaluation	mi-nov. 2024
	Envoi de la version révisée (s'appuyant sur les commentaires du PAM) du rapport d'évaluation au Bureau de l'évaluation, avec les réponses de l'équipe sur la matrice de commentaires	Équipe d'évaluation	déc. 2024
Version provisoire 3	Examen de la version provisoire finale	Gestionnaire de l'évaluation	mi-déc. 2024
	Recueil de l'approbation finale de la DE/du DEA	DE/DEA	fin déc. 2024
Rapport succinct d'évaluation	Version provisoire du rapport succinct d'évaluation	Gestionnaire de l'évaluation	fin janv. 2025
	Obtention de l'autorisation de la DE/du DEA à transmettre le rapport succinct d'évaluation	DE/DEA	fin fév. 2025
	Après autorisation par sa direction, transmission par le Bureau de l'évaluation de la synthèse du rapport succinct d'évaluation à la haute direction du PAM pour avis	DE/DEA	fin mars 2025
Phase 5 — Conseil d'administration et suivi			
	Envoi du rapport succinct d'évaluation/des recommandations à la Division de la planification et de la performance institutionnelles (DPP) pour la réponse de la direction + envoi du rapport succinct d'évaluation au secrétariat du Conseil d'administration pour révision et traduction	Gestionnaire de l'évaluation	avril 2025
	Dernières actions, publication sur les sites du Bureau de l'évaluation, table ronde du Conseil d'administration, etc.	Gestionnaire de l'évaluation	avril-sept. 2025
	Présentation du rapport succinct d'évaluation au Conseil d'administration	DE/DEA	nov. 2025
	Présentation de la réponse de la direction au Conseil d'administration	DE/DPP	nov. 2025

Annexe 3: Méthodologie

Cette annexe expose en détail l'ensemble des aspects méthodologiques adoptés par l'équipe d'évaluation. Elle débute par un tableau récapitulatif des problèmes d'évaluabilité ainsi que des stratégies mises en place pour les atténuer. Elle décrit ensuite de manière approfondie l'approche générale basée sur la théorie qui a été utilisée. Enfin, l'annexe aborde les méthodes de collecte de données, les techniques d'analyse employées, ainsi que les considérations éthiques.

Étude d'évaluabilité

Tableau 1 — Résumé des enjeux d'évaluabilité identifiés

Enjeux	Description et mesures d'atténuation
Base documentaire disponible	Une large quantité de documents et de données secondaires sont disponibles pour mener à bien cette évaluation: les données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN), les mouvements des populations, les analyses contextualisées des facteurs sous-jacents, les évaluations des interventions du PAM, les rapports d'audits (2020, 2023), la revue à mi-parcours (2023), les rapports des missions d'appui par le siège et le Bureau régional de Johannesburg (RBJ) dans les domaines clés du PSP et les procédures opérationnelles standards (POS). L'EE a été en mesure de collecter les documents relatifs aux processus politiques clés relevant du mandat du PAM. L'étendue de la documentation secondaire disponible rend globalement le PSP largement évaluable. Néanmoins, les données fournies ne sont pas regroupées de façon cohérente et l'EE avait peu de visibilité sur la documentation disponible au niveau des BT en amont de la phase de démarrage. L'EE a profité des entretiens dans les BT pour essayer de récupérer de la documentation supplémentaire.
Cohérence du cadre de suivi-évaluation	Le cadre de suivi-évaluation adopté pour le suivi des interventions du PAM depuis 2020 a fait l'objet de trois versions successives de cadre logique (2019, 2022 et 2023). Dans l'ensemble, on retrouve une certaine cohérence dans les indicateurs suivis: sur les 23 indicateurs au niveau résultat, un nouvel indicateur a été adopté et sur les 10 indicateurs transversaux, un a été ajouté. Au niveau des produits, les indicateurs ont largement évolué entre le PSPP et le PSP, puis légèrement entre les deux versions du cadre logique. Comme présenté en annexe 4, la majorité des indicateurs de résultats et transversaux ont été renseignés de façon continue dans les ACR 2020-2022.
Indicateurs et données d'évaluation sur la programmation de résilience	L'EE a noté avec intérêt les efforts interagences dans le domaine du suivi et de l'évaluation des résultats des programmes de résilience, y compris l'élaboration d'une TdC et d'un cadre logique commun en 2022. Les indicateurs collectés à travers les programmes conjoints résilience ainsi que les évaluations passées ont été exploitées par l'EE dans la mesure de leur disponibilité pour illustrer les contributions du PAM et de ses partenaires aux différents changements escomptés dans ce domaine.
Changements attendus non mesurés	Certains changements attendus du PSP n'ont pas été traduits dans la ligne de mire et le cadre logique comme reflété dans le travail de reconstruction de la TdC. Les changements attendus dans les domaines du renforcement des capacités, de l'approche transformatrice en matière de genre, de la cohésion sociale et de la programmation sensible aux conflits n'ont pas été mesurés, ou du moins pas de

	façon systématique. L'évaluation s'est concentrée sur l'illustration des progrès réalisés dans ces domaines, via les méthodes de collecte de donnée primaires.
Défis pour évaluer l'efficacité, la qualité et l'efficience des réponses d'urgence, ainsi que les liens entre programmation d'urgence et résilience	La mission de démarrage a mis en exergue la difficulté pour le BP d'appréhender ces deux thèmes d'intérêt, du fait de l'ampleur des opérations et des multiples contextes couverts par les différentes interventions d'urgence menées en RDC. L'EE s'est donc efforcée de collecter des données auprès des SB sur ces différentes interventions et les leçons apprises sur leur mise en œuvre. L'analyse des données disponibles à ce stade et la diversité des contextes/interventions indiquent qu'il sera difficile de collecter des informations exhaustives sur ces différentes interventions et d'en comparer les éléments d'efficience pour les différentes opérations d'urgence. L'EE a donc suggéré des méthodes de collecte de données spécifiques pour combler cette lacune.
Défis en termes de couverture des zones d'intervention	Afin de répondre au défi de l'envergure des zones à couvrir, l'EE a réparti le travail de collecte de données entre plusieurs équipes et a conduit deux enquêtes en ligne en amont de la phase de collecte de données. La situation sécuritaire et sa volatilité peuvent impacter fortement le déroulé de la mission de collecte de données: ce risque a été identifié et des mesures d'atténuation ont été proposées (c.-à-d. adaptation du calendrier des visites de terrain, appui sur des consultants nationaux, notamment deux basés à Goma).
Défis en termes de disponibilité des intervenants	L'analyse des parties prenantes suggère qu'il existe certaines contraintes pour accéder aux informateurs clés, telles que i) la dispersion des intervenants sur une large partie du territoire, ii) la rotation des acteurs étatiques, iii) les rotations au sein du BP du PAM, notamment au niveau des sous-bureaux et du BP, dont certaines étaient imminentes. L'EE a priorisé les échanges avec les agents du PAM qui ont suivi la mise en œuvre du PSP depuis son démarrage ainsi qu'avec les partenaires collaborant avec le PAM depuis 2020. Enfin, l'EE s'est attachée à mener des entretiens approfondis avec les personnes sur le départ pendant la mission de démarrage.

Approche méthodologique

L'approche méthodologique pour cette évaluation a été élaborée de façon collaborative avec le Bureau de l'évaluation, le RBJ et le BP, d'abord lors de séances de travail et d'entretiens menés à distance avec le Bureau de l'évaluation et le RBJ, puis lors de la mission de démarrage qui s'est déroulée à Kinshasa du 11 au 15 mars 2024. Le point de départ a été le mandat de l'évaluation, alors que les échanges suivants ont permis d'identifier les enjeux relatifs à cette évaluation, et d'en déduire les principes clés de l'approche méthodologique.

Les principaux enjeux pris en considération pour l'élaboration de l'approche, et découlant notamment de l'analyse approfondie de l'évaluabilité étaient:

- la couverture d'une large diversité de contextes et de modalités d'intervention sur un territoire d'envergure,
- la volatilité du contexte, les contraintes sécuritaires et la densité des opérations d'urgence,
- la diversité des activités menées et des changements attendus, depuis 2020, dont certains n'ont pas été clairement intégrés dans la logique d'intervention du PSP ni dans ses adaptations successives.

La méthodologie de l'évaluation s'inscrit dans une approche basée sur la TdC (permettant le recours à une approche analytique à la fois déductive² et inductive³, soutenue par des méthodes mixtes d'analyse et de collecte de données primaires et secondaires. Cette méthodologie permettra à l'équipe de développer i) une compréhension stratégique de la conception du PSP (y compris la manière dont il s'est inspiré des expériences passées), ii) une analyse de sa performance telle qu'elle se reflète dans l'étendue des réalisations du PAM depuis 2020, en tenant compte des hypothèses sous-jacentes reflétées dans les lignes de questionnement, y compris en interaction avec ses partenaires, et iii) une réflexion sur les perspectives et progrès à venir, afin de nourrir les réflexions en cours sur la formulation du nouveau PSP.

Collecte de données

L'EE a utilisé des méthodes de collecte et d'analyse des données mixtes, à la fois qualitatives et quantitatives.

L'EE a d'abord utilisé des données secondaires pour réaliser autant d'analyses que possible en amont de la collecte de données. La revue documentaire a débuté lors de la phase de démarrage, afin de contribuer à la construction d'une première version de la théorie du changement, d'alimenter la réflexion préliminaire autour des thèmes d'intérêt prioritaires et des questions d'évaluation, et de cerner des lacunes en matière d'évaluabilité.

Elle s'est poursuivie tout au long de l'évaluation. L'ensemble de la documentation pertinente a été utilisée dans la phase d'analyse et de triangulation des données, afin de nourrir la rédaction du rapport d'évaluation.

En complément, des analyses des données quantitatives fournies par le PAM ont été menées en collaboration avec le Bureau de l'évaluation, notamment les données sur les bénéficiaires, les indicateurs issus de COMET, les données financières issues d'IRM Analytics et les données des rapports de suivi post-distribution (PDM). De manière générale, les données disponibles sont systématiquement ventilées par genre quand cela est pertinent et possible.

En amont de la phase de terrain, l'EE a réalisé deux enquêtes à distance. La première enquête était interne et a porté sur le renforcement des capacités institutionnelles (CCS) à destination des membres des équipes de programme (EDS 1, 2 et 3) et chaîne d'approvisionnement (EDS 4) basées au BP et dans les sous-bureaux. L'enquête a permis de capitaliser sur les efforts réalisés dans ce domaine de façon systématique, et d'identifier des points d'entrée prioritaires pour l'avenir en fonction des leçons apprises. Alors qu'elle visait entre 70 et 100 répondants, l'enquête a permis à l'équipe d'évaluation d'obtenir 11 réponses. Cela s'explique par une stratégie de dissémination plus restreinte lors de la phase de collecte de données, en raison de la charge de travail des employés du BP.

Afin de donner la possibilité aux PC de participer à l'évaluation, l'EE a lancé une enquête en ligne auprès des PC, ciblant en priorité les PC nationaux et internationaux qui ont eu un partenariat avec le PAM pendant une durée significative entre 2020 et 2024. Alors que l'enquête visait 50 réponses, elle aura permis de collecter seulement 13 réponses. Plusieurs rappels ont été effectués, mais le taux de réponse n'a pas augmenté. Bien que l'ET se soit servi des données collectées, ces dernières ont systématiquement été triangulées avec les données des entretiens avec les PC.

Sans compter le temps passé à Goma et à Kinshasa, l'EE s'est rendu dans les sous-bureaux de l'Ituri, du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, du Tanganyika, du Kasai Central et du Nord-Ubangi. La sélection s'est faite sur la base de quatre critères principaux: 1. choix des zones d'intervention avec un portefeuille d'activité pertinent et divers pour couvrir les thèmes et questions d'évaluation, 2. les zones où le nombre de

² La méthodologie sera déductive, en ce sens qu'elle utilisera la TdC reconstruite pour tester les hypothèses et déterminer la contribution aux effets stratégiques attendus.

³ Les cas particuliers ou les exemples spécifiques collectés dans les données primaires et secondaires contribueront à déduire des tendances générales, des modèles ou des principes. Cela permettra de laisser suffisamment de place pour capter des changements non escomptés (et pas nécessairement inclus dans la TdC ou les lignes de questionnement), d'analyser les facteurs endogènes et exogènes ayant affecté la performance, et d'étudier la capacité d'adaptation et d'innovation du PAM.

ménages/d'individus assistés par type d'activité est le plus important, 3. les zones où le BP a manifesté son intérêt pour une visite de l'EE, et 3. le planning des vols de l'UNHAS. Il est important de noter que l'EE a dû réduire le temps passé à Goma par rapport aux temps initialement prévus, en raison du contexte sécuritaire. Toutefois, la réduction du temps passé sur place n'a pas eu d'impact sur le nombre d'entretiens menés.

Cent soixante-treize entretiens semi-structurés avec des informateurs clés (KII) ont été conduits pour une cible prévue de 160 entretiens, ciblant différentes catégories d'acteurs: des membres de l'équipe du PAM (niveau national, décentralisé et siège/RBJ) et des représentants des partenaires gouvernementaux, opérationnels, techniques et financiers nationaux, régionaux et locaux, ainsi qu'une liste plus précise des interlocuteurs conçue conjointement par le BP, le Bureau de l'évaluation et l'EE. [L'annexe 8](#) résume les catégories principales de parties prenantes interrogées dans le cadre de cette évaluation.

L'EE a consulté les bénéficiaires des interventions du PAM en organisant 59 groupes de discussion (GDC)⁴. Les bénéficiaires ont été séparés par sexe. En parallèle, l'équipe d'évaluation a veillé au maximum à ce que les groupes de discussion soient inclusifs. Pour cela, l'EE a tenu compte autant que possible d'autres facteurs sociaux dans la constitution des groupes (âge, handicap, statut, etc.). [L'annexe 8](#) résume la répartition des GDC en fonction des zones des activités du PAM.

L'EE a mené 2 mini-ateliers d'une durée de 2,5 heures avec les équipes de programme du PAM et une sélection de partenaires clés (10 participants maximum) pour les SB de Kalémie et du Kananga. Afin de les faciliter, l'EE a préparé des analyses désagrégées d'une sélection d'indicateurs de résultats du PAM relatifs à ses principaux domaines d'intervention et à leur évolution qui ont été présentées au début de ces ateliers. L'objectif de ces rencontres a été de recueillir les perspectives des participants sur i) les résultats des indicateurs et les tendances et hypothèses associées, ii) les facteurs internes et externes contribuant à l'atteinte/la non-atteinte des résultats, et iii) les enseignements tirés, notamment en termes d'intégration entre programmation d'urgence et résilience. L'EE a dû annuler les 2 ateliers prévus à Bukavu, par manque de disponibilité des équipes du BT, et à Goma, à cause de la réduction de la durée de la mission de l'EE en lien avec le contexte sécuritaire.

L'EE a conduit 1 atelier (appelé Atelier Intervention Urgence) à Bunia, dont le but a été pour 4 interventions d'urgence étudiées en détail, de retracer le calendrier de l'intervention entre l'alerte, le positionnement du PAM sur l'intervention, la conception (choix de la modalité et ciblage), la mise en œuvre (distribution) et le suivi; et de déterminer les facteurs internes et externes impactant l'efficacité de la mise en œuvre. L'atelier de Béni a quant à lui été annulé à cause d'activités de distribution en cours mobilisant les partenaires et employés du PAM.

Analyse des données

L'EE a réalisé une phase d'analyse à l'aide d'une **matrice de codage**, en suivant un processus d'analyse rigoureux et logique. Les données pour chaque question, sous-question, puis domaine d'analyse ont été codées⁵, analysées et **triangulées**. Les données des bénéficiaires ont été systématiquement désagrégées et analysées par genre.

À l'issue de cette phase d'analyse, **un atelier de deux jours** a eu lieu à Paris avec l'EE, le responsable de l'évaluation au Bureau de l'évaluation et la personne en charge du contrôle qualité, en amont de la phase de rédaction. Cet atelier a permis de discuter et de valider les analyses des différents thèmes et indicateurs, et a contribué à l'émergence de conclusions et de recommandations. Cet atelier a aussi permis de préparer la restitution des résultats préliminaires qui a eu lieu le 31 juillet avec le BP.

La première version du rapport (VO) a été soumise le 9 août. Quatre vagues de commentaires et de révisions du rapport d'évaluation final sont prévues: i) série 1, par l'assurance qualité au sein de Key Aid/IRAM; ii) Série 2, par les gestionnaires d'évaluation et l'assurance qualité de deuxième niveau, iii) Série 3,

⁴ Sur la base d'une cible de 40-50 groupes de discussion.

⁵ Une feuille de codage distincte a été élaborée pour chaque source de données (revue documentaire, KII, GDC) en prenant en compte les désagréments pertinentes. Pour garantir la rigueur des résultats, chaque indicateur de la matrice d'évaluation sera alimenté par plusieurs sources.

par la direction du Bureau de l'évaluation sur la base des révisions effectuées suite à la Série 2, iv) Série 4, avec toutes les parties prenantes internes avant l'atelier interne à Kinshasa. L'assurance qualité au sein de Key Aid/IRAM reverra aussi le rapport avant sa nouvelle soumission pour les vagues de commentaires consécutives.

Après la troisième vague de commentaires, **un atelier de présentation des résultats et des recommandations** sera organisé à Kinshasa, suivi d'un atelier de partage de résultats avec les parties prenantes externes à Kinshasa. Ces ateliers permettront de s'assurer que tous les éléments de l'évaluation ont bien été capturés, de valider les résultats et d'opérationnaliser et de nuancer les recommandations. Les commentaires fournis par le groupe de référence interne de l'évaluation sur le rapport d'évaluation seront intégrés et les résultats de l'atelier de cocréation des recommandations seront incorporés dans la version finale du rapport d'évaluation intégré.

Considérations éthiques

L'évaluation a été réalisée en conformité avec les Directives éthiques du PAM, celles du Groupe des Nations Unies pour l'évaluation (GNUE) publiées en 2020, ainsi que les Directives sur l'intégration des droits humains et de l'égalité de genre dans les évaluations (2014). Chaque membre de l'équipe d'évaluation (EE) a signé: i) un Engagement formel à adopter une conduite éthique tout au long du processus d'évaluation; et ii) une Déclaration d'engagement à respecter la confidentialité, la sécurité des données et une conduite responsable sur Internet. Les membres de l'EE ont collecté les données en tenant compte des coutumes et traditions de la RDC, notamment en matière de présentation, d'interactions sociales et de genre, ainsi que des dynamiques spécifiques lors des entretiens individuels et des discussions de groupe.

L'IRAM/Key Aid Consulting et l'ensemble des membres de l'EE étaient responsables de garantir le respect des normes éthiques à chaque étape de la collecte et de l'analyse des données. Cela incluait, sans s'y limiter, l'assurance d'un consentement éclairé, la protection de la vie privée, le respect de la confidentialité et de l'anonymat des participants, la prise en compte des sensibilités culturelles, le respect de l'autonomie des participants, une sélection équitable et diversifiée des participants (en particulier des femmes et des groupes socialement marginalisés), ainsi que la garantie que l'évaluation n'entraîne aucun préjudice pour les participants ou leur communauté. Sur ce dernier point, l'EE a suivi des principes d'anonymat dès la conception, en ne collectant aucun des noms des membres de la communauté interrogée.

Les membres de l'EE n'ont pas été impliqués dans la conception, la mise en œuvre ou le suivi du PSP du PAM en RDC et n'ont aucun conflit d'intérêt, réel ou perçu, en lien avec ce projet. Afin d'éviter tout conflit d'intérêts, ils se sont abstenus d'accepter tout autre engagement professionnel avec le Bureau de pays ou le RBJ pendant la durée de cette évaluation et n'ont pas discuté de futures opportunités de travail avec ces bureaux.

En outre, IRAM/Key Aid Consulting a identifié divers problèmes éthiques potentiels, des questions, des risques, ainsi que des mesures d'atténuation pendant la phase de démarrage, qui ont ensuite été mis en place. Ces enjeux incluent: i) le consentement éclairé; ii) la protection de la vie privée, de la confidentialité, et de l'anonymat des participants; iii) la prise en compte de la diversité et des différences culturelles; iv) le respect de l'autonomie des participants; et v) le respect du principe «ne pas nuire» par tous les participants aux différentes méthodes de collecte de données, tout particulièrement les bénéficiaires du PAM. Ces préoccupations ont été surveillées et gérées tout au long des différentes étapes de l'évaluation.

Annexe 4: Matrice d'évaluation

La présente matrice d'évaluation (ME) a été élaborée sur la base du mandat de l'évaluation, de la revue de la documentation, de la mission de démarrage, et des priorités en termes de thèmes et lignes de questionnement qui ont été recueillis et validés pendant cette mission, puis priorisés par l'EE pour s'assurer que le champ couvert par l'évaluation reste cohérent avec les ressources disponibles. Par rapport aux questions et sous-questions proposées dans le mandat, la ME a été légèrement revue afin de s'adapter aux priorités du BP et pour éviter d'éventuelles duplications :

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
QE1: Dans quelle mesure le PSP est-il fondé sur des données factuelles et orientées de façon stratégique pour répondre aux besoins des personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle?				
1.1 Dans quelle mesure la conception du PSP et ses révisions budgétaires se sont-elles appuyées sur des données crédibles concernant la sécurité alimentaire et la situation nutritionnelle dans le pays?				
1.1.1 Existence, couverture et qualité des données sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN)	Mesure dans laquelle le PAM et les autres acteurs disposent d'une information complète, actualisée et de qualité avec un niveau de désagrégation géographique suffisant concernant l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et ses causes Contributions du PAM à la génération de données de qualité et preuves sur la situation SAN et les analyses des causes sous-jacentes	Documentation clé: * IPC; enquêtes SMART; études FNG (2021) * Revue Faim zéro * Enquêtes et analyses VAM, IPC et mVAM (dont EFSA) * Analyses des différentes sections programme du PAM sur les facteurs de la situation SAN (dont analyse intégrée du contexte ICA, genre, protection, conflits, etc.) * Analyses des clusters SA (y compris sur les déplacements), Nutrition, Éducation, Protection et des acteurs clés de la SAN, dont les rapports d'apprentissage	Entretiens semi-structurés: * Gouvernement/Services déconcentrés (MINAGRI, INS, PRONANUT) * PAM/BP et SB (RAM/VAM, équipes de programme) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé: clusters (SA, Nutrition, Éducation); agences de l'ONU (OCHA, HCR, UNICEF, FAO); ONG internationales	Analyse documentaire, croisement entre les données disponibles et leur utilisation Codage thématique des entretiens (dont phase de démarrage) Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens
1.1.2 Utilisation des données et preuves relatives aux besoins des plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	Mesure dans laquelle la programmation du PAM s'est basée sur des données de qualité et des preuves sur la situation SAN et les causes sous-jacentes, ainsi que leur	Documentation clé: * Analyses SAN (voir ci-dessus) * PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; CR d'ateliers/de retraites annuelles programme/RAM	Entretiens semi-structurés: * PAM/BP et SB (direction, RAM/VAM, équipes de programme) * RBj	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	évolution, pour éclairer le PSP et ses révisions budgétaires (RB) consécutives Hypothèse 4.A	* Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège	(y compris les personnes qui étaient là au moment de l'élaboration du PSP)	Prise en compte des différents niveaux géographiques
1.1.3 Pertinence du ciblage et de l'assistance fournie aux plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle	Mesure dans laquelle les bénéficiaires ciblés par le PAM correspondent à ceux identifiés par les évaluations de la vulnérabilité et de la sévérité menées par la communauté humanitaire Mesure dans laquelle l'assistance fournie par le PAM correspond aux besoins prioritaires des populations affectées	*Évaluations IPC et VAM et cartes de vulnérabilité * Analyses de la situation du pays et évaluations des besoins par d'autres partenaires humanitaires et de développement * Rapports du PAM et des partenaires coopérants: SPR; rapports d'évaluation, CSP pour la RDC et révisions budgétaires ultérieures * Propositions pour la mobilisation des ressources	Entretiens semi-structurés: * PAM/BP et SB (direction, RAM/VAM, équipes de programme) * RBJ (y compris les personnes qui étaient là au moment de l'élaboration du PSP) * Bailleurs de fonds * Partenaires coopérants Groupe de discussion/bénéficiaires et non-bénéficiaires ⁶ (femmes et hommes, personnes en situation de handicap)	
1.1.4 Intégration des principes de programmation sensible au genre, à l'inclusivité, aux conflits TP2. Genre et TP3. Sensibilité aux conflits	Mesure dans laquelle les besoins spécifiques au genre et à l'inclusivité, et les besoins des populations indigènes ont été analysés et pris en compte dans la conception du PSP et des activités du PAM Mesure dans laquelle la conception du PSP et ses activités se sont appuyées sur une bonne compréhension des conflits et des besoins en termes de cohésion sociale Perception par les parties prenantes du degré d'intégration des thématiques genre/inclusivité et sensibilité aux conflits dans la programmation du PAM	Documentation clé: * Analyses genre et analyses sensibles aux conflits dans les différentes provinces * Analyses des besoins des populations indigènes (Goma) * Approches/stratégies genre, sensibilité aux conflits * PSP et RB, ACR, revue à mi-parcours * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège	Entretiens semi-structurés: * PAM/BP et SB (RAM/VAM, équipes de programme, unité chargée des approches transversales) * RBJ (y compris les personnes qui étaient là au moment de l'élaboration du PSP)	

⁶ Sous réserve d'accès aux non-bénéficiaires, notamment pour les activités d'urgence.

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
1.2 Dans quelle mesure le PSP est-il aligné sur les priorités nationales, le cadre de coopération des Nations Unies, les plans de réponse humanitaire (PRH) et les ODD?				
1.2.1 Alignement du PSP avec les politiques, stratégies et plans nationaux et provinciaux	Degré d'implication du Gouvernement (agriculture, santé, affaires sociales, genre, éducation, plan, environnement, etc.) dans l'élaboration du PSP, la définition de ses priorités et ses réorientations Niveau d'alignement des résultats et activités stratégiques du PSP avec les priorités et objectifs nationaux et des provinces où le PAM est le plus présent (Ituri, NK, SK, Tanganyika, Kasai) Mesure dans laquelle l'alignement de la stratégie du PAM pour la RDC sur les politiques, stratégies et plans nationaux s'est amélioré pendant la durée du PSP, et par rapport à l'ICSP, prenant en compte les priorités ou orientations stratégiques politiques ayant émergé tout au long de sa mise en œuvre Perception par les parties prenantes de la pertinence du positionnement et de la valeur ajoutée du PAM (capacités logistiques, présence et capacités décentralisées, capacité de la mise en échelle des activités) par rapport aux politiques, stratégies et plans nationaux et dans certaines provinces pendant la durée du PSP et écarts éventuels Hypothèse 1.A	Documentation clé: * Documents politiques et stratégiques au niveau national et provincial (Plan national stratégique de développement [PNSD]; Plan national stratégique multisectoriel de nutrition de la RDC [PNSMN]; Politique nationale de sécurité alimentaire et nutritionnelle [PNSAN]; Politique de l'agriculture durable [PNAD]; Plan national d'adaptation aux changements climatiques; Protocole national de prise en charge intégrée de la malnutrition aiguë [PCIMA]; Stratégie nationale de lutte contre les VBG; Plans provinciaux de développement, etc.) * PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; état des lieux ACR/CCS; évaluation ICSP * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège * Documents relatifs aux partenariats avec le Gouvernement	Entretiens avec personnes clés: * Gouvernement/services déconcentrés (MINAGRI, MINAS, PRONANUT, Ministère du genre, de la famille et de l'enfant, MINEDUC, MINPLAN, Ministère du dev. rural, Ministère de l'env. et du dev. durable, etc.); * PAM/BP et SB (direction, équipes de programme dont responsable CCS); * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé: agences de l'ONU (HCT, UNICEF, FAO, HCR, etc.); bailleurs de fonds (BHA, coordination du financement humanitaire, Groupe interbailleurs [GIB] Résilience Enquête en ligne CCS	Croisement des analyses documentaire et des orientations stratégiques des plans du BP Codage thématique des entretiens Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens semi-structurés Analyse à différents niveaux (décentralisé, national) Analyse descriptive des données de l'enquête CCS
1.2.2 Alignement du PSP avec les ODD	Niveau d'adéquation entre les objectifs stratégiques du PSP et les objectifs et cibles nationaux des ODD 2 et ODD 17 tels que posés dans le plan quinquennal de développement	Documentation clé: * Documents politiques et stratégiques (Plan national stratégique de développement [PNSD]; paquet	Entretiens avec personnes clés: * Gouvernement (MINPLAN, MINAGRI, Ministère du dev. rural, MINAS, PRONANUT, Ministère du genre, de la	Analyse par EDS

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	Perception par les parties prenantes du positionnement du PAM dans le cadre national des ODD, en tenant compte de la valeur ajoutée du PAM (capacités logistiques, présence et capacités décentralisées, capacité de la mise en échelle des activités)	national priorisé des cibles ODD et leurs indicateurs) * Rapport d'examen national volontaire des ODD * PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; Plan stratégique global du PAM; évaluation ICSP	famille et de l'enfant, Ministère de l'env. et du dév. durable, etc.) * PAM/BP (direction)	
1.2.3 Alignement, synergies, et cohérence du PSP avec l'UNSDCF et les plans de réponse humanitaire (PRH)	Mesure dans laquelle le PSP et la programmation du PAM prennent en compte le Bilan commun de pays (CCA) et sont alignés et conçus pour contribuer à l'UNSDCF, aux planifications des besoins humanitaires et au PRH en coordination avec les autres agences de l'ONU, et conformément aux avantages comparatifs du PAM (en particulier dans les zones géographiques de convergence du triple nexus [Grand Kasai et Tanganyik])a Perception par les parties prenantes que le PAM a mis à disposition les ressources et capacités suffisantes pour contribuer à l'UNSDCF et au PRH Perception par les parties prenantes que la programmation du PAM est complémentaire, sans duplication, et a permis de créer des synergies pertinentes avec les interventions des autres agences de l'ONU dans les zones ciblées.	Documentation clé: * UNSDCF, CCA et autres documents relatifs à la mise en œuvre de l'UNSDCF * HNO/PRH * Documents de partenariats avec les agences de l'ONU (mémoire d'accord ou tout autre document cadrant les partenariats entre agences de l'ONU) * PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; évaluation du PSPP	Entretiens avec personnes clés: * Agences de l'ONU (HCT, OCHA, UNICEF, FAO, HCR, FNUAP, PNUD, MONUSCO) * Clusters (SA, Nutrition, Logistique, Protection, Éducation, etc.); coordination intercluster * Bailleurs de fonds humanitaires (BHA, Suède, GFFO, coordination du financement humanitaire, etc.) * PAM/BP et SB (direction, équipes de programme)	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
1.3 Dans quelle mesure la conception du PSP est-elle cohérente sur le plan interne et repose-t-elle sur une TdC claire avec des hypothèses réalistes?				
1.3.1 Alignement avec les politiques, stratégies et lignes directrices internes du PAM	Degré de prise en compte des stratégies au niveau régional (RBJ) et du siège dans le PSP du PAM Mesure dans laquelle le PSP s'est adapté aux évolutions des orientations internes, en particulier sur les stratégies programmatiques et les thématiques transversales	Documentation clé: * Politiques et stratégies du PAM/Orientations stratégiques RBJ sur les thématiques clés (EPR, SAN, nutrition, résilience/SAMS/FFA, alimentation scolaire, genre, protection/redevabilité, sensibilité aux conflits, CCS, CBT, changement climatique, environnement, etc.)	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP (direction, équipes de programme, responsables des projets spéciaux, équipes d'appui) * RBJ * Siège (points focaux sur des thématiques particulières/à identifier en fonction des réorganisations en cours)	Croisement des orientations stratégiques du PSP avec celles des stratégies PAM du siège et du RBJ Codage thématique des entretiens et des ateliers
1.3.2 Programmation basée sur une approche de type «TdC» avec des hypothèses réalistes TP6. Liens entre programmation d'urgence et résilience TP4. Renforcement des capacités (CCS)	Mesure dans laquelle la conception du PSP s'est appuyée sur une approche théorique, définissant clairement les changements prévus et la marche à suivre pour y parvenir, ainsi que les hypothèses relatives aux conditions nécessaires à ces changements. Mesure dans laquelle le cadre de programmation est propice à la création de synergies programmatiques et la réalisation des changements escomptés (<i>intégration de la nutrition, d'une approche résilience dans les réponses aux crises, d'une approche de CCS correspondant aux besoins, et d'autres sujets transversaux</i>) Mesure dans laquelle la conception du PSP et les RB intègrent les enseignements tirés des expériences antérieures du PAM en RDC Degré de réalisme des hypothèses sous-jacentes à la théorie du changement dans le contexte de la RDC pendant la période évaluée	Documentation clé: * PSP et RB * TdC Programme conjoint de résilience (2022); TdC Évaluation de l'alimentation scolaire en situation d'urgence (2020); TdC Transition internationale/Rapport programmation réponse aux conflits Kasai (2020) * Documents de conception des projets * POS par activité ou tout autre document décrivant la stratégie adoptée par activité * Résultats des précédentes évaluations (dont évaluation du PSPP) et audits (2020) * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP (équipes de programme dont sujets transversaux, RAM/VAM); (y compris, personnes présentes lors de l'élaboration du PSP) Mini-ateliers SB/PC Atelier TdC (phase de démarrage)	Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens semi-structurés et des ateliers

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
1.4 Dans quelle mesure le positionnement stratégique et la définition des priorités du PAM sont-ils restés pertinents tout au long de la mise en œuvre du PSP, compte tenu de l'évolution du contexte, des capacités et des besoins nationaux, et des ressources disponibles? En particulier en réponse aux crises consécutives en RDC?				
1.4.1 Capacité à anticiper et à s'adapter à un contexte dynamique et aux crises et chocs consécutifs en RDC	Exemples/preuves que le PAM a conduit des analyses visant à anticiper les crises et leurs impacts possibles sur la SAN Exemples/preuves d'ajustements cohérents et opportuns des priorités et de flexibilité (révisions budgétaires du CSP et autres révisions) dans la mise en œuvre du PSP pour s'adapter à l'évolution des besoins humanitaires du pays (y compris des déplacements massifs) face aux crises et chocs successifs et simultanés (conflits, insécurité et violence notamment à l'Est; chocs sanitaires [COVID-19, Ebola, choléra, tuberculose, HIV/SIDA]; effets du changement climatique [inondations, éruption volcanique, etc.]) Hypothèse 4.A	Documentation clé: * IPC; enquêtes SMART/SNSAP * Analyses du cluster Alimentation (y compris sur les déplacements), nutrition et acteurs clés de la SAN; aperçu des besoins humanitaires (HNO) * Enquêtes et analyses VAM et mVAM (dont EFSA); analyse des foyers de famine et alerte précoce/intervention précoce * Analyses anticipatoires du BP/SB * PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; POS par activité; évaluation du PSPP	Entretiens avec personnes clés: * Gouvernement/services déconcentrés (MINAGRI, MINAS, PRONANUT, etc.); * PAM/BP et SB (direction, RAM/VAM, équipes de programme); * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé: agences de l'ONU (HCT, UNICEF, FAO, HCR, etc.); bailleurs de fonds (BHA, coordination du financement humanitaire, Groupe interbailleurs [GIB] Résilience); clusters; ONG internationales Enquête en ligne auprès des PC	Codage thématique des entretiens Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens semi-structurés Analyse descriptive des données de l'enquête avec les PC
1.4.2 Pertinence de l'évolution du positionnement politique/stratégique du PAM	Exemple/Preuves que le positionnement politique et stratégique du PAM a évolué au cours du PSP en réponse aux changements contextuels Perception par les parties prenantes clés de la valeur ajoutée et de l'évolution du positionnement stratégique du PAM en RDC vis-à-vis du Gouvernement et des acteurs du système humanitaire et développement, de sa capacité d'adaptation, et de sa capacité à gérer les risques dans un environnement opérationnel complexe	Documentation clé: * PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; évaluation du PSPP et réponse de la direction; CR d'ateliers/de retraits annuelles programme * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège * Documents relatifs aux partenariats avec les agences de l'ONU et le Gouvernement	Entretiens avec personnes clés: * Gouvernement/services déconcentrés (MINAGRI, MINAS, PRONANUT, etc.) * PAM/BP et SB (direction, équipes de programme, équipes des partenariats) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé: agences de l'ONU (HCT, OCHA, UNICEF, FAO, HCR); bailleurs de fonds (BHA, coordination du financement humanitaire, Groupe interbailleurs [GIB] Résilience, BM); clusters; ONG internationales Enquête en ligne auprès des PC	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	Niveau de prise en compte des recommandations de l'évaluation du PSPP dans la conception et la mise en œuvre du PSP Hypothèse 1.A			
QE2: Quelles sont l'étendue et la qualité de la contribution spécifique du PAM aux résultats stratégiques du PSP (aligné avec l'UNSDCF) en RDC?				
2.1 Dans quelle mesure la profondeur et l'étendue de la couverture et la définition des cibles garantissent-elles que les personnes les plus vulnérables à l'insécurité alimentaire et nutritionnelle bénéficient du programme?				
2.1.1 Couverture du programme par rapport au nombre de personnes dans le besoin/vulnérables à l'IAN en RDC	Atteinte de la couverture prévue dans le PSP et de la couverture du PAM des besoins alimentaires et nutritionnels dans le pays Nombre de personnes ayant bénéficié des interventions du PAM par rapport aux objectifs, et aux besoins et à leur évolution à l'échelle de la RDC Preuves que les groupes les plus vulnérables à l'IAN ont été inclus (p. ex., populations indigènes, personnes handicapées, groupes ethniques minoritaires, groupes spécifiques identifiés par la communauté) Niveau d'adéquation entre la couverture du PAM, les cibles opérationnelles et les besoins identifiés dans le contexte congolais, étant donné l'ampleur et la sévérité des besoins et les contraintes opérationnelles du PAM	Documentation clé: * IPC, SMART, PRH * ACR 2020-2023, Plans basés sur les besoins (PBB) et plans de distribution Base de données du PAM: * COMET, cadre logique/ rapport sur les indicateurs de produits par activité * PDM * Rapports TPM	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (équipes de programme, RAM, coordination d'urgence) * Sélection de partenaires clés: cluster (SA, Nutrition, Éducation); agences de l'ONU (OCHA, HCR, UNICEF, FAO) Mini-ateliers SB/PC Groupe de discussion avec des bénéficiaires (femmes et hommes, personnes en situation de handicap)	Analyse de données quantitatives (couverture vs besoins) Codage thématique des entretiens, groupes de discussion bénéficiaires et ateliers Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens semi-structurés, ateliers et groupes de discussion
2.1.2 Pertinence des stratégies de priorisation et de ciblage TP1. Efficacité et qualité de la réponse d'urgence	Mesure dans laquelle les décisions en matière de ciblage et de priorisation étaient basées sur une collecte et une analyse des données pertinentes Exemples d'arbitrages entre profondeur/qualité de l'aide vs étendue de l'aide	Documentation clé: * PSP et RB, documentation liée au <i>Corporate Scale Up</i> * POS Ciblage, audits PSP 2020 et 2023 * Résultats de l'analyse d'impact sur le ciblage mené par le PAM dans le Tanganyika (notamment, erreurs	Entretiens avec personnes clés: * Gouvernement/services déconcentrés * PAM/BP et SB (direction, RAM/VAM en charge du ciblage, SCOPE, biométrie, équipes de programme) * Bureau de l'évaluation/responsable de l'analyse d'impact sur le ciblage	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	Perception par les parties prenantes et les bénéficiaires de l'adéquation du ciblage et de la priorisation/couverture du PSP par rapport aux besoins des personnes les plus vulnérables à l'IAN, y compris les personnes handicapées, les personnes âgées et les femmes allaitantes Perception par les parties prenantes (gouvernements, PC, autres acteurs humanitaires) du degré de leur participation aux décisions de ciblage et de priorisation [Lien avec la sous-question 2.3.2 CFM/redevabilité]	d'inclusion/exclusion en fonction de l'approche ciblage retenue) Base de données du PAM: * PDM * Rapports TPM * CFM (dont rapports d'inclusion/exclusion) * SCOPE	* Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé: agences de l'ONU (HCT, OCHA, UNICEF, FAO, HCR); bailleurs de fonds (BHA); clusters; ONG internationales * UNHCR-WFP Targeting Hub Groupe de discussion avec des bénéficiaires (femmes et hommes, personnes en situation de handicap) Enquête en ligne auprès des PC	Analyse descriptive des données de l'enquête avec les PC
2.2 Dans quelle mesure les objectifs de résultats prévus ont-ils été atteints et quelles ont été les contributions du PAM aux résultats escomptés du PSPP (2020) et du PSP? Y a-t-il eu des résultats inattendus, positifs ou négatifs?				
2.2.1 Niveau de réalisation des produits attendus (analyse par EDS/activité)	Nombre de bénéficiaires directs par EDS par année, attendus et réalisés Niveau d'atteinte des indicateurs de produits clés sur la période 2020-2024 Perception par les parties prenantes, y compris les bénéficiaires, de la qualité des produits réalisés par le PAM	Documentation clé: * PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; POS par activité * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège * PBB et plans de distributions Base de données du PAM: * COMET * Cadre logique/rapport sur les indicateurs de produits par activité * PDM * Rapports TPM Données PAM/partenaires pour programmes conjoints: * Programme conjoint résilience et nutrition, cadre logique/ rapports sur	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (RAM/VAM; responsables des activités, équipes de programme, chaîne d'approvisionnement, UNHAS, clusters) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé (dont PC directement impliqués dans les activités) * Gouvernement/services déconcentrés (autorités locales, MINAGRI, MINAS, PRONANUT, etc.) Enquête en ligne CCS Groupes de discussion avec des bénéficiaires (femmes [via recueil participatif d'histoires mettant en	Analyse documentaire Analyse de données quantitatives/qualitatives (indicateurs produits et effets, PDM, TPM) Codage thématique des entretiens et ateliers et groupes de discussion

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
		les indicateurs de produits, rapports et évaluation de projets * Résultats de l'évaluation décentralisée du programme conjoint résilience BMZ (Nord-Kivu et Sud-Kivu)	lumière les expériences des femmes] et hommes, personnes en situation de handicap) Études de cas/illustrations (projet N-Sele Kinshasa, autres projets intégrant résilience/urgence)	Analyse des facteurs par thème Triangulation entre analyse documentaire, analyse quantitative et données qualitatives issues des entretiens semi-structurés, ateliers, groupes de discussion
2.2.2 Contributions du PAM aux effets/changements escomptés de la TdC et qualité de la performance (analyse par EDS/activité) et facteurs TP1. Efficacité et qualité de la réponse d'urgence TP6. Lien entre programmation d'urgence et résilience	Progrès par rapport aux indicateurs du cadre de résultats et de la TdC du PSP sur la période 2020-2024 pour les 4 EDS Perception par les parties prenantes, y compris les bénéficiaires, de la qualité des résultats soutenus par le PAM et des leçons apprises (y compris pour les différents modèles de réponse d'urgence illustrés, et l'intégration programmation d'urgence/résilience) Facteurs externes et internes en lien avec les hypothèses de la TdC ayant facilité ou entravé l'efficacité de l'action du PAM/la réalisation ou/non des changements escomptés (dont les mécanismes de coordination externes, l'intégration des volets urgence-résilience, etc.) [Pour les domaines du portefeuille où des preuves substantielles existent grâce à des évaluations indépendantes, notamment dans le domaine de la résilience, la collecte de données primaires sera moins intense.] Hypothèses 1.D, 3.A, 5.B	Documentation clé: * PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; POS par activité ou tout autre document décrivant la stratégie adoptée par activité; évaluation du PSPP et réponse de la direction; CR d'ateliers/de retraites annuelles programme * Présentations et rapports aux bailleurs de fonds * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège * Documentation liée au <i>Corporate Scale Up</i> Base de données du PAM: * COMET (indicateurs 2020-2023) * Cadre logique/rapport sur les indicateurs de produits, ACR lorsque l'information est plus complète * PDM * Rapports TPM Données et évaluations PAM/partenaires pour programmes conjoints:	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (RAM/VAM; direction, équipes de programme, chaîne d'approvisionnement, UNHAS, clusters, responsables des projets spéciaux; CAM) * RBJ * Équipe d'évaluation du programme conjoint résilience BMZ NK/SK * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé * Gouvernement/services déconcentrés (autorités locales, MINAGRI, MINAS, PRONANUT, etc.) Mini-ateliers SB/PC Groupes de discussion avec des bénéficiaires et des non-bénéficiaires ⁷ (femmes [via recueil participatif d'histoires mettant en lumière les expériences des femmes] et hommes, personnes en situation de handicap) Études de cas/illustrations (projet N-Sele Kinshasa, projets intégrant	Analyse descriptive des données de l'enquête CCS

⁷ Sous réserve d'accès aux non-bénéficiaires, notamment pour les activités d'urgence.

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
		* Programmes conjoints résilience et nutrition: rapports et évaluation de projets/programmes conjoints * Évaluation du programme pays FAO (2023) * Résultats de l'évaluation décentralisée du programme conjoint résilience BMZ (NK/SK)	résilience/urgence, modèles de réponse d'urgence)	
2.2.3 Réalisations en termes de renforcement des capacités institutionnelles (CCS) TP4. Renforcement des capacités (CCS)	Exemples de résultats rapportés par le personnel du BP concernant la contribution du PSP au renforcement des capacités: ii) au niveau organisationnel/institutionnel; et iii) au niveau de l'environnement SAN favorable (y compris plaidoyer, politiques, systèmes d'information, coordination, investissements financiers) Facilitateurs et obstacles aux réalisations en matière de renforcement des capacités institutionnelles [Évolution des capacités internes du PAM dans le domaine CCS (RH, budget), cf. sous-questions 4.1.1 et 4.5] Hypothèses 1.B, 1.D, 5.B	Documentation clé: * Examen stratégique Faim zéro, PSP et RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; évaluation du PSPP et réponse de la direction * PAM 2023/2024. Synthesis of Key takeaways from the WFP Global Meeting on CCS, and Consultation with WFP DRC Colleagues on CCS; ToR CCS; extrait de l'ACR * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège * Mémoire d'accord avec le Gouvernement * Processus politiques auxquels le PAM a contribué, SABER * Projet INTPA F3/PROACT, appui au système d'information MINAGRI Base de données du PAM: * COMET (Outcome Indicator: # of national FSN policies, programmes and system components enhanced as a result of WFP CS & CCS output indicators)	Enquête en ligne CCS Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (équipes de programme dont personnes en charge des activités CCS) (entretiens groupés) * Sélections de membres du Gouvernement/partenaires ayant bénéficié d'un appui au renforcement des capacités (à identifier à l'issue de l'enquête en ligne) * Bailleurs de fonds et partenaires soutenant le travail de CCS (p. ex. INTPA F3, FAO, UNICEF, PNUD) Études de cas/illustrations (projet N-Sele Kinshasa/lien protection sociale adaptative, autres processus particulièrement avancés dans le domaine du CCS)	Analyse de données quantitatives/qualitatives du PAM Codage thématique des entretiens Triangulation entre analyse documentaire, questionnaires et entretiens semi-structurés Analyse descriptive des données de l'enquête CCS
2.2.4 Effets inattendus positifs ou négatifs	Types et exemples de résultats positifs/négatifs non planifiés	Documentation clé: * Rapport d'évaluations disponibles internes et externes au PAM	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (équipes de programme; coordination d'urgence)	Analyse qualitative des effets

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	[Les effets inattendus en matière de protection et redevabilité, genre et inclusion, VBG, conflits, et environnement seront ensuite traités aux sous-questions 2.3 et 2.5.]	* Documents de capitalisation * CR d'ateliers/de retraites annuelles programme	* Gouvernement/services déconcentrés Mini-ateliers SB/PC Groupes de discussion avec des bénéficiaires (femmes [via le recueil participatif d'histoires mettant en lumière les expériences des femmes] et hommes, personnes en situation de handicap)	positifs/négatifs par activité et/ou par province
2.3 Dans quelle mesure le PAM a-t-il contribué à la réalisation des objectifs transversaux (protection, responsabilité à l'égard des populations touchées, égalité des sexes, équité et inclusion, changement climatique et autres questions pertinentes) et adhéré aux principes humanitaires?				
2.3.1 Protection	Existence et temporalité de l'analyse des risques de protection Adéquation des mesures d'identification et d'atténuation des risques de protection Mesure dans laquelle les protocoles de gestion des incidents de protection qui existent au sein du PAM et des partenaires (PSEA, mécanisme interne d'alerte, etc.) sont connus et fonctionnels [Cf. sous-questions 1.1.3 et 1.3.2 sur les analyses et l'intégration dans le développement du PSP] [Évolution des capacités internes du PAM dans le domaine de la protection (RH), cf. question 4.5]	Documentation clé: * PSP; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; POS par activité ou tout autre document décrivant la stratégie adoptée par activité; évaluation du PSPP et réponse de la direction * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège * Documentation liée <i>au Corporate Scale Up</i> * Rapports du cluster Protection, rapports de mission de haut niveau des Nations Unies (IASC) * FLA, comptes-rendus de formation Base de données du PAM: * COMET (CC Indicator C2) * PDM * Rapports TPM * CFM (Sugar CRM et MODA) et rapports	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, équipes de programme; point focal protection/redevabilité, coordination d'urgence) * Sélection de partenaires clés (partenaires protection dont HCR, PNUD, FNUAP, cluster Protection, sous-groupe VBG, groupe de travail protection/PSEA, PC, Human Right Watch) * Leaders communautaires Groupes de discussion avec des bénéficiaires (femmes et hommes, personnes en situation de handicap)	Analyse documentaire Analyse de données quantitatives/qualitatives du PAM Analyse qualitative des réponses apportées dans les groupes de discussion désagrégées par sexe Codage thématique des entretiens
2.3.2 Redevabilité à l'égard des populations touchées	Niveau de satisfaction des populations affectées par rapport aux informations reçues	Documentation clé: * PSP; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; POS par activité ou tout autre	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (équipes de programme; point focal	Triangulation entre les

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	Niveau de satisfaction des populations affectées par rapport à leur participation à la planification, à la mise en œuvre et au suivi des interventions du PAM Connaissance et utilisation des mécanismes de plaintes par les populations affectées et perception par les populations affectées de la facilité d'utilisation de ces mécanismes Mesure dans laquelle le PAM réagit et prend des décisions basées sur des retours via les mécanismes de plaintes et de retour d'information mis en place par le PAM, y compris pour une meilleure gestion des risques Perception par les parties prenantes de la prise en compte par le PAM de la redevabilité envers les populations affectées	document décrivant la stratégie adoptée par activité; évaluation du PSPP et réponse de la direction * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège * Documentation liée au <i>Corporate Scale Up</i> Base de données du PAM: * COMET (CC Indicator C1) * PDM * Rapports TPM * CFM (Sugar CRM & MODA) et rapports	protection/redevabilité, coordination d'urgence, RAM, CAM) * TPM du PAM * Sélection de partenaires clés (ONGI/ONGN, PC, UNICEF, FAO, HCR, PNUD, FNUAP, groupe de travail AAP, Search for Common Ground) * Leaders communautaires Groupes de discussion avec des bénéficiaires (femmes et hommes, personnes en situation de handicap) Études de cas/illustrations (collaboration avec Search for Common Ground/ Tanganyika information des bénéficiaires)	réponses apportées par les bénéficiaires, les informateurs clés et les données des sources secondaires Analyse descriptive des données de l'enquête avec les PC (volet PH) Création d'un recueil de récits illustrant l'impact transformatif des interventions du PAM
2.3.3 Genre et inclusion TP2. Genre	Mesure dans laquelle le PAM prend systématiquement en compte l'intégration du genre dans sa planification et mise en œuvre Atteinte des indicateurs transversaux genre et inclusion Exemples de changements dans le cadre d'approches transformatrices en matière de genre et d'inclusion dans le cadre de la programmation résilience («gender-transformatrice») via les interventions du PAM	Documentation clé: * Analyses genre [<i>cf. 1.1.3</i>] * PSP; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; POS par activité ou tout autre document décrivant la stratégie adoptée par activité; évaluation du PSPP et réponse de la direction * Plan d'action genre du BP 2018-2020 * Rapports de mission/supervision du RBJ et siège * Stratégie genre de l'équipe humanitaire de pays (version préliminaire 2022), Stratégie nationale sur les violences sexuelles et basées sur le genre (SGBV)	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (équipes de programme; points focaux genre; coordination d'urgence; CAM; RH, BPU) * RBJ (point focal genre) * Sélection de partenaires clés au niveau national & décentralisé (bailleurs résilience + ECHO, UNICEF, FAO, PNUD, FNUAP, groupes ONU/cluster Genre, sous-groupe VBG, PC, Human Right Watch, Action Aid, etc.) * Gouvernement/services déconcentrés (Ministère du genre, de la famille et de l'enfant)	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	Exemples d'atténuation des risques de VBG dans les contextes d'urgence («gender-responsive») via les interventions du PAM Exemples de renforcement des capacités des PC dans le domaine du genre, de l'inclusion et de la VGG Mesure dans laquelle la mise en œuvre a éliminé les barrières d'accès à l'aide pour les personnes handicapées [Cf. sous-questions 1.1.3 et 1.3.2 sur les analyses et l'intégration dans le développement du PSP] [Évolution des capacités internes du PAM dans le domaine du genre (RH, budget), cf. sous-questions 4.5 et 4.1.1]	* Rapports des groupes ONU/cluster Genre/VBG * FLA, comptes-rendus de formation Base de données du PAM: * COMET - Indicateurs transversaux genre (<u>CC Indicator C3</u>) et marqueurs genre * PDM * Données RH et financières Données et évaluations PAM/partenaires pour programmes conjoints avec un volet «gender-transformatif»: * Programmes conjoints résilience et nutrition: cadre logique/ rapport sur les indicateurs de produits, rapports et évaluation de projets/programmes conjoints * Résultats de l'évaluation décentralisée du programme conjoint résilience BMZ (Nord-Kivu, Sud-Kivu)	Groupes de discussion avec des bénéficiaires dédiés, méthode participative (femmes [via le recueil participatif d'histoires mettant en lumière les expériences des femmes] et hommes, personnes en situation de handicap) en priorité dans le cadre de la programmation résilience, et intégrée dans les autres groupes de discussion dans le cadre de la programmation d'urgence Études de cas/illustrations (projet Goma/Action Aid sur l'atténuation des risques de VBG via le renforcement des moyens d'existence des femmes)	
2.3.4 Environnement et changement climatique (focus EDS 3)	Mesure dans laquelle l'adhérence aux standards environnementaux du PAM est un des critères de sélection des partenaires du PAM Proportion d'activités pour lesquelles les risques environnementaux et contributions au changement climatique ont été examinés et, si nécessaire, des mesures d'atténuation ont été identifiées (en particulier pour l'EDS 3/Activité 6)	Documentation clé: * PSP; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; évaluation du PSPP et réponse de la direction * Rapports d'activité/résilience Activité 6 * FLA, comptes-rendus de formation * Politique de l'environnement du PAM et lignes directrices correspondantes * Documents approche 3PA Base de données du PAM: * COMET (<u>CC Indicator C4</u>)	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (équipes résilience, chaîne d'approvisionnement, PC) * Équipe d'évaluation du programme conjoint résilience BMZ NK/SK * Sélection de partenaires clés des activités résilience au niveau national et décentralisé (FAO, FIDA, PC Activités résilience) * Gouvernement/services déconcentrés Agriculture/environnement	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
		Données et évaluations PAM/partenaires pour programmes conjointes résilience: * Programmes conjoints résilience; rapports & évaluation de projets/programmes conjoints * Résultats de l'évaluation décentralisée du programme conjoint résilience BMZ (Nord-Kivu, Sud-Kivu)		
2.3.5 Adhésion aux principes humanitaires (PH) TP1. Efficacité et qualité de la réponse d'urgence	Perception par les parties prenantes internes et externes, et les populations affectées que l'assistance du PAM respecte les PH (humanité, neutralité, indépendance et impartialité) et perception de la stratégie d'acceptation du PAM par les populations assistées Niveau de compromis entre ces principes et la réalité de la mise en œuvre Mesure dans laquelle les décisions liées aux compromis ont été documentées et comment les décisions ont affecté l'adhérence aux PH Niveau d'appui et de direction reçu de la part du Bureau régional/siège sur la prise de décisions difficiles concernant les compromis entre principes humanitaires Mesure dans laquelle l'adhérence aux PH est un des critères de sélection des partenaires du PAM et mesure dans laquelle les capacités des PC dans le domaine des PH sont renforcées	Documentation clé: * PSP; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; évaluation du PSPP et réponse de la direction * Stratégie d'accès du PAM (est) * Rapports de mission/supervision du RBJ et du siège * Documentation liée au <i>Corporate Scale Up</i> * FLA, comptes-rendus de formation	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (coordination d'urgence, responsable de l'accès/PH à l'est, UNHAS) * TPM du PAM * Sélection de partenaires clés (OCHA, NRC, MONUSCO) * Leaders communautaires Groupes de discussion avec des bénéficiaires (femmes et hommes, personnes en situation de handicap) Enquête en ligne auprès des PC	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	[Évolution des capacités internes du PAM dans le domaine des PH (RH, budget), cf. sous-questions 4.5 et 4.1.1]			
2.3.6 Capacité du PAM à obtenir et à maintenir l'accès aux zones pour la mise en œuvre de ses activités TP1. Efficacité et qualité de la réponse d'urgence	Adoption de stratégies d'accès pour les zones difficiles d'accès (pas seulement l'est) appropriées au contexte par le PAM et ses PC Perception par les parties prenantes du niveau d'accès du PAM et de ses partenaires et du rôle du PAM dans la négociation pour l'accès humanitaire des acteurs humanitaires en RDC Mesure dans laquelle les équipes du PAM et des PC ont été formées sur les principes fondamentaux de l'accès humanitaire et de la sécurité personnelle Niveau d'appui et de direction reçu de la part du Bureau régional/siège sur la prise de décisions difficiles en termes d'accès et de sécurité du personnel [Évolution des capacités internes du PAM dans le domaine de l'accès (RH, budget), cf. sous-questions 4.1.1 et 4.5] Hypothèses 5.A, 5.B	Documentation clé: * Stratégie d'accès du PAM (est) * Carte de zones d'exclusion aérienne/contrôlées par la M23 * TdR et CR groupe de travail accès * Analyses et données de contraintes d'accès * Résolution MONUSCO * PAM – Note sur l'accès humanitaire et ses implications pour le PAM * Mission SAM 2023 Base de données du PAM: * KPI Sécurité (% de formation de sécurité pour le personnel/formations BSAFE et SSAFE; % analyses sécurité et contextuelles fournies)	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (responsable de la sécurité, coordinateurs d'urgence, responsables de l'accès à l'est, UNHAS, RH) * TPM du PAM * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé (cluster Logistique, OCHA, MONUSCO, INSO, NRC, HULO, HI et autres ONGI) * Groupe de travail accès * Transporteurs PAM et privés locaux * Acteurs étatiques dans les zones difficiles d'accès Enquête en ligne auprès des PC	
2.4 Dans quelle mesure les résultats obtenus dans le cadre du PSP sont-ils susceptibles d'être durables, d'un point de vue financier, social, institutionnel et environnemental?				
2.4.1 Bénéfices des activités des EDS 2 et 3 susceptibles de perdurer et effets sur l'EDS 1 TP6. Liens entre programmation urgence et résilience	Intégration des enjeux de durabilité et stratégies de sortie dans les approches stratégiques pour les activités des EDS 2 et 3 Perceptions des parties prenantes et exemples d'activités du PAM ayant conduit à	Documentation clé: * PSP; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; évaluation du PSPP et réponse de la direction * CR d'ateliers/retraites annuelles programme	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, équipes de programme, chaîne d'approvisionnement, UNHAS, clusters) * RBJ	Analyse documentaire Analyse qualitative des

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	des changements qui perdurent/perdureront une fois que le PAM se sera retiré (changements de comportement, évolution des pratiques au niveau des écoles, alimentation des écoles fournie par des producteurs locaux, utilisation des actifs créés, etc.) Perception par les parties prenantes que i) l'intégration des volets urgence-résilience a contribué à la réduction des besoins humanitaires à moyen/long terme et ii) que l'intégration des activités de résilience rend les effets du PSP plus durable Mesure dans laquelle les choix du PAM en matière de modalité (transferts d'espèces versus vivres, y compris en termes de qualité des vivres distribués) ont contribué à l'efficacité de la réponse d'urgence, notamment en matière de résilience Exemples d'intégration d'activités/éléments de résilience pendant ou à la suite des interventions d'urgence (p. ex., alimentation scolaire d'urgence) Hypothèses 3.A, 3.B	* Rapports d'activité/alimentation scolaire Activité 4, nutrition Activité 5, résilience Activité 6 Données et évaluations PAM/partenaires pour programmes conjoints: * Programmes conjoints Résilience et Nutrition, Alimentation scolaire: rapports et évaluation de projets/programmes conjoints * Résultats de l'évaluation décentralisée du programme conjoint résilience BMZ (NK/SK)	Groupes de discussion avec des bénéficiaires Méthode participative genre Mini-ateliers SB/PC	données du PAM Analyse qualitative des réponses apportées dans les groupes de discussion Codage thématique des entretiens Triangulation entre les réponses apportées par les bénéficiaires, les informateurs clés et les données des sources secondaires Analyse descriptive des données de l'enquête avec les PC et CCS
2.4.2 Appropriation, engagement et capacités de certains acteurs à contribuer aux interventions et à les poursuivre après l'achèvement du PSP	Perception par les acteurs étatiques (niveau national et décentralisé) des capacités du Gouvernement à poursuivre certaines actions du PAM à l'issue du PSP et exemples tangibles d'appropriation/d'engagement Perception par les PC de leurs capacités à poursuivre les actions du PAM à l'issue du	Documentation clé: * PSP; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; évaluation du PSPP et réponse de la direction * PAM 2023/2024. Synthesis of Key takeaways from the WFP Global Meeting on CCS, and Consultation with	Entretiens avec personnes clés: * Sélection de PC * Sélection d'acteurs étatiques dans les domaines où les actions de renforcement des capacités ont été les plus importantes Enquête en ligne auprès des PC	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
(TP4. Renforcement des capacités [CCS])	PSP et exemples tangibles d'appropriation/engagement Hypothèses 1.B, 1.C	WFP DRC Colleagues on CCS; ToR CCS; extrait ACR 2023 * SABER * Mémoire d'accord avec le Gouvernement * Processus politiques auxquels le PAM a contribué * Rapport de formations et rapports des PC	Enquête en ligne CCS	
2.5 Dans quelle mesure la mise en œuvre du PSP a-t-elle été sensible et contribué à la cohésion sociale et la minimisation des conflits?				
2.5.1 Sensibilité aux conflits et contributions à la cohésion sociale TP3. Sensibilité aux conflits	Adoption des recommandations issues des analyses institutionnelles et conduites en amont et en termes de sensibilité aux conflits Exemples de contribution à la réduction des conflits et des tensions et/ou à la cohésion sociale via les interventions du PAM [programmation résilience et urgence] Perception par les parties prenantes de la prise en compte d'une approche sensible aux conflits à l'égard des populations touchées par le PAM [Cf. sous-questions 1.1.3 et 1.3.2 sur les analyses et l'intégration dans le développement du PSP] [Évolution des capacités internes du PAM dans le domaine de la programmation sensible aux conflits [RH], cf. sous- question 4.5]	Documentation clé: * Analyses et recommandations sur la sensibilité aux conflits [cf. 1.1.3] * PAM Minimum Standards for Conflict Sensitive Programming * WFP 2023. Evaluation of the Policy on WFP's Role in Peacebuilding in Transition Settings * Cadres élaborés dans le cadre du partenariat PAM-SIPRI Données et évaluations PAM/partenaires pour programmes conjointes avec un volet cohésion sociale: * Programmes conjoints résilience & nutrition: cadre logique/ rapport sur les indicateurs de produits, rapports et évaluation de projets/programmes conjointes * Résultats de l'évaluation décentralisée du programme conjoint résilience BMZ [N/S Kivu] * Résultats de l'analyse d'impact sur le ciblage mené par le PAM dans le	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB [équipes de programme; points focaux sensibilité aux conflits; coordination d'urgence] * RBJ [point focal sensibilité aux conflits] * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé [Bailleurs de fonds, notamment PBF, ECHO, UNICEF, FAO, HCR, World Vision, ACF, etc.] * Partenaires de recherche [SIPRI, ILC - UNICEF] * Gouvernement/services déconcentrés Groupes de discussion avec des bénéficiaires [femmes et hommes, personnes en situation de handicap] Études de cas/illustrations [projet résilience avec un accent sur la cohésion sociale, réponse d'urgence avec un accent sur la réduction des tensions]	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
		Tanganyika [réduction des tensions en fonction de l'approche ciblage retenue]		
QE3: Dans quelle mesure le PAM a-t-il utilisé ses ressources de manière efficiente pour contribuer à la réalisation des produits et des effets directs stratégiques du PSP?				
3.1 Dans quelle mesure les produits ont-ils été fournis conformément au calendrier visé?				
3.1.1 Respect des délais de mise en œuvre des activités [analyse par activité] TP1. Efficacité, qualité et efficience des réponses d'urgence	Preuves que l'exécution des activités et des résultats a respecté le calendrier du PSP [2020 à 2024] Respect des calendriers de livraison et de transferts monétaires prévus dans les plans opérationnels annuels pour les activités de réponses d'urgence [A1] Temps de réponse aux urgences [A1] entre l'alerte et la distribution aux bénéficiaires [A1] et conséquence pour les ménages ciblés par les réponses d'urgence Mesure dans laquelle les activités ont été délivrées en alignement avec les contributions des autres partenaires, en particulier les PC	Documentation clé: * PSP et RB, ACR 2020-2023, rapports internes, audits * Plans de distribution mensuels/trimestriels * Rapports d'activité des PC * Rapports internes du PAM sur les aspects de logistique et de chaîne d'approvisionnement. Base de données du PAM: * PDM * Données RH et financières * COMET	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB [direction, services d'appui et responsables des activités — équipes de programme, PC, responsable de la planification, chaîne d'approvisionnement, achats, logistique, BPU, RH, UNHAS, clusters, RAM/M&E, responsable de l'accès] * Membre du cluster Logistique et SA Enquête en ligne auprès des PC Atelier Intervention d'urgence Groupes de discussion avec des bénéficiaires	Analyse documentaire, croisement entre les données disponibles et leur utilisation Codage thématique des entretiens [dont ceux de la phase de démarrage] Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens
3.1.2 Facteurs affectant les délais TP1. Efficacité, qualité et efficience des réponses d'urgence	Principaux facteurs externes qui ont influencé la capacité du PAM à mettre en place les activités dans les temps impartis [y compris la pandémie de COVID-19, les infrastructures, les mécanismes de mise à l'échelle de la réponse d'urgence] Principaux facteurs internes qui ont influencé la capacité du PAM à mettre en place les activités dans les temps impartis Mesures/outils/Innovations qui ont permis d'améliorer le respect des délais	Documentation clé: * RB, ACR 2020-2023, rapports internes, audits * Rapports d'activité des PC * Plans de distribution mensuels/trimestriels * Rapports internes du PAM sur les aspects de logistique et de chaîne d'approvisionnement.	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB [direction, services d'appui, équipes de programme, responsable de la planification, chaîne d'approvisionnement, achats, logistique, BPU, RH, UNHAS, clusters, RAM/M&E] * Membre des clusters Logistique et Sécurité alimentaire * Acteurs étatiques (Ministère des finances, Office congolais de contrôle [OCC]) Enquête en ligne auprès des PC Atelier Intervention d'urgence	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
3.2 Dans quelle mesure les activités du PAM ont-elles été délivrées de façon «rentable» dans la fourniture de son assistance?				
3.2.1 Coût-efficience des activités du PAM TP1. Efficacité, qualité et efficience des réponses d'urgence	Coût par bénéficiaire par activité par année, planifié versus réalisé Coût par bénéficiaire des modalités d'urgence (vivres vs transferts d'espèces) pour l'activité A1 Perception par les équipes du PAM, des partenaires et des bailleurs de fonds que les mêmes activités auraient pu être mises en œuvre à des coûts moindres Principaux facteurs influençant les coûts et l'efficience des activités du PAM, et plus particulièrement des activités d'urgence Existence d'analyses comparatives des différentes options d'intervention par type d'activité pour les activités d'urgence et justification en cas d'absence Exemple de mesures alternatives potentiellement moins chères et/ou plus rapides qui ont été envisagées et raisons de leur (non-)adoption pour l'activité A1	Documentation clé: * RB, ACR 2020-2023, rapports internes, audits * Rapports d'activité des PC * Plans de distribution mensuels/trimestriels Base de données du PAM: * PDM * Données RH et financières * COMET * IRM Analytics	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, services d'appui, équipes de programme, responsable de la planification, chaîne d'approvisionnement, achats, logistique, BPU, RH, UNHAS, clusters, RAM/M&E) Atelier Intervention d'urgence]	Analyse documentaire, croisement entre les données disponibles et leur utilisation Analyse de données financières du PAM Codage thématique des entretiens Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens
3.3 Comment le PAM a-t-il géré les risques liés à ses opérations?				
3.3.1 Gestion des risques et contrôle interne	Mesure dans laquelle le système de gestion des risques a été revu pour tenir compte des conclusions et des recommandations de l'évaluation du PSPP, des demandes des bailleurs de fonds et du contexte opérationnel du pays Mesure dans laquelle le BP du PAM avec l'appui du RBJ et du siège a mis en place des	Documentation clé: * Présentation du BP de la RDC au BHA sur le cadre d'assurance et de gestion des risques (14/02/2024) * Rapports de formations à la gestion des risques * Évaluation du PSPP	Entretiens avec personnes clés: * PAM BP et SB (direction, services d'appui, équipes de programme, coordination d'urgence, chaîne d'approvisionnement, finances, RH, responsable de la planification) * Siège du PAM: division de la gestion des risques, urgence * Direction au niveau des PC	Analyse qualitative des réponses apportées lors des entretiens, triangulée avec l'analyse documentaire.

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	approches ou mécanismes d'identification, analyse et gestion/atténuation des risques de diverses natures (stratégiques, opérationnels, fiduciaires, financiers), y compris les risques liés aux opérations d'urgence Mesures mises en place par le PAM pour limiter les risques de fraudes au cours du processus de ciblage (de l'identification à l'élaboration des listes) et de la distribution Hypothèse 4.E	* Examen par la direction des risques et des problèmes de contrôle majeurs, 2022 * Plan de travail chiffré, 2024 * Catégorisation des risques, 2018 * Briefing sur le plan de réassurance du PAM (2023) * Mise à jour du plan de réassurance (2023) * Plan d'action corrective, T3 2023 * POS * AAP/registre de risques	* BHA	Analyse globale, focus sur les partenaires coopérants pour la mise en œuvre
QE4: Quels sont les facteurs qui expliquent la performance du PAM et dans quelle mesure a-t-il effectué le changement stratégique attendu par le PSP?				
4.1 Dans quelle mesure le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates, opportunes, prévisibles et flexibles pour financer le PSP? En particulier, pallier d'éventuels déficits de financement?				
4.1.1 Mobilisation de ressources financières adéquates pour financer le PSP et pallier d'éventuels déficits de financement	Couverture des besoins financiers des différents EDS et activités du PSP Évolution de la stratégie de mobilisation des ressources du PAM pour répondre aux besoins tout en tenant compte des exigences des bailleurs de fonds et mesure dans laquelle le PAM a diversifié ses sources de financement Mesure dans laquelle le PAM a anticipé les risques de ruptures de financement et a revu sa planification et sa priorisation en conséquence et/ou a adopté des mesures alternatives pour pallier d'éventuels déficits de financement Perception par les parties prenantes de l'efficacité du PSP pour mobiliser des	Documentation clé: * PSP; RB * ACR (2020-2023) * Rapports financiers * Contrats, documentation stratégique avec les bailleurs de fonds * Documents BPU * Documents sur les partenariats * Plan de mobilisation des ressources Base de données du PAM: * FACTory et IRM Analytics * Données BPU	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, BPU, CAM, PPR, finances, équipes de programme) * RBJ (BPU, CAM, PPR) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé (bailleurs de fonds clés: BHA, ECHO, Coopérations) * IFI: BAD, CAFI, BM * Secteur privé	Analyse documentaire, croisement entre les données disponibles et leur utilisation Analyse de données financières du PAM Codage thématique des entretiens (dont ceux de la phase de démarrage)

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	ressources adéquates, notamment pour les activités liées à la résilience et les objectifs transversaux <i>Hypothèses 2.A, 2.B, 4.B</i>			Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens
4.1.2 Prévisibilité et flexibilité des ressources tout au long du PSP	Niveau d'affectation (earmarking), de flexibilité, et de prévisibilité des financements mobilisés au fil du temps pour les différentes activités du PSP Identification des écarts entre les financements attendus, alloués et effectivement reçus Perception par les parties prenantes de l'efficacité du PSP pour répondre aux contraintes et aux manques de financement	Documentation clé: * PSP; RB * ACR (2020-2023) * Rapports financiers * Contrats, documentation stratégique avec les bailleurs de fonds * Documents BPU Base de données du PAM: * FACTory et IRM Analytics * Données BPU	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, BPU, CAM, PPR, finances, équipes de programme) * RBJ (BPU, CAM, PPR) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé (Bailleurs de fonds clés: BHA, ECHO, Coopérations) * IFI: BAD, CAFI, BM	Prise en compte des différents EDS
4.2 Dans quelle mesure le PAM a-t-il tiré parti des partenariats stratégiques et opérationnels et de la collaboration avec d'autres acteurs pour renforcer sa contribution aux objectifs stratégiques et aux objectifs transversaux?				
4.2.1 Partenariats stratégiques (financiers, ONU, ONGI, autres [secteur privé, recherche, Sud-Sud])	Mesure dans laquelle le PAM a identifié et mis en œuvre des partenariats pertinents pour atteindre les objectifs du PSP Degré d'évolution des partenariats du PAM en réponse aux changements contextuels pendant la période du PSP Perception par les parties prenantes de la qualité de la relation et de la communication entre le PAM et ses partenaires stratégiques Contributions des partenariats stratégiques développés/maintenus aux différents résultats/objectifs du PSP tout en maximisant l'avantage comparatif du PAM	Documentation clé: * Revue stratégique Faim zéro * PSP, RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; audit * POS/Stratégie partenariats ou documents assimilés * Mémoires d'accord, documentation sur les partenariats stratégiques	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, BPU, PPR) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé (Bailleurs de fonds, agences de l'ONU, partenaires privés) * IFI: BAD, CAFI, BM * Secteur privé: Master Card, TMB, Vodacom, etc. * Instituts de recherche, universités	Analyse documentaire, croisement entre les données disponibles et leur utilisation Analyse quantitative des données de partenariat du PAM Codage thématique des entretiens (dont

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	Hypothèses 1.C, 2.A			ceux de la phase de démarrage)
4.2.2 Partenariats de mise en œuvre/opérationnels TP5. Partenariats pour la mise en œuvre	Perception par les membres du BP et des partenaires coopérants de l'adéquation du processus de sélection et de l'appui pendant la mise en œuvre Évolution du nombre de PC gérés par le PAM par localité et par type de partenariats Appréciation du niveau de satisfaction des partenaires opérationnels/locaux vis-à-vis du PAM Exemples d'engagement/de collaboration avec des PC tout au long du cycle du projet Hypothèses 1.C, 5.A	Documentation clé: * PSP, RB; ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; audit 2023 * Documentation unité programme (rapports des partenaires) * Documentation des comités de sélection des partenaires * FLA et mémorandums d'accord avec les PC * Évaluations du PAM par les partenaires (WFP GO)	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (équipes de programme, sécurité/risque et conformité) * Sélection de PC et autres acteurs locaux mobilisés par le PAM au niveau national et décentralisé (en fonction du volume d'activité et des EDS couverts) Enquête en ligne auprès des PC	Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens Analyse descriptive des données de l'enquête auprès des PC Prise en compte des différents EDS
4.3 Dans quelle mesure les orientations et les structures du Bureau régional et du siège ont-elles été adéquates pour soutenir le Bureau national? En particulier dans la gestion des interventions d'urgence consécutives en RDC?				
4.3.1 Appui du siège et du RBJ à l'ensemble du portefeuille d'activité	Nature des appuis du BR et du siège en matière de conception et d'ajustements de la stratégie et de la programmation Perception par les membres du BP de l'efficacité et de l'adéquation des orientations fournies par le RBJ et le siège pour soutenir la mise en œuvre du PSP	Documentation clé: * ACR 2020-2023; revue à mi-parcours; audit 2023 * CR d'ateliers/retraites annuelles programme au niveau de la RDC et/ou du RBJ * Rapports de mission/supervision du RBJ et siège	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, équipes de programme, urgence) * RBJ (direction, conseillers au niveau régional) * Siège (Conseillers au niveau central)	Analyse documentaire, croisement entre les données disponibles et leur utilisation Codage thématique des entretiens (dont phase de démarrage)
4.3.2 Mécanismes centrés sur l'urgence (L3, Corporate Scale Up, System-Wide Scale Up)	Mesure dans laquelle le PAM a pu compter sur le siège et le RBJ pour faire face à la situation d'urgence	Documentation clé: * ACR 2020-2023 * Rapports financiers * Mémo d'extension	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, équipes de programme, urgence, chaîne	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnement Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	Adéquation des mécanismes d'urgence internes (L3, <i>Corporate Scale Up</i>, etc.) et externes (intensification opérationnelle du SNU) pour mobiliser des ressources additionnelles et répondre rapidement à la crise de façon coordonnée Hypothèses 4.B, 5.B	* Documentation liée au <i>Corporate Scale Up</i>/système d'alerte * Rapports annuels sur les mécanismes de préfinancement du PAM * Rapports de l'Operation Task Force, rapports et documents stratégiques et de planification liés aux opérations coordonnées au niveau central * Documentation liée au <i>System-Wide Scale Up</i> en RDC)	d'approvisionnement, risque et conformité, RH) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé: bailleurs de fonds clés (BHA, ECHO, Coopérations), agences de l'ONU; clusters, ONGI * RBJ (direction, urgence) * Siège (urgence)	Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives Prise en compte des différents niveaux géographiques
4.4 Quels autres facteurs ont influencé la performance du PAM?				
4.4.1 Utilisation des systèmes de suivi et de rapportage pour la prise de décision	Mesure dans laquelle les équipes RAM effectuent un suivi adéquat de toutes les composantes d'activités du portefeuille et des objectifs transversaux Pourcentage d'indicateurs institutionnels régulièrement mis à jour et rapportés sur la période 2020-2023 Perception par les parties prenantes de la disponibilité des résultats du suivi et de l'évaluation pour orienter la prise de décision Exemple/Preuves de l'utilisation efficace des données et de l'apprentissage issus du suivi et de l'évaluation pour orienter les décisions et les ajustements stratégiques Hypothèses 4.A, 4.D	Documentation clé: * MTR * Plan de suivi et d'évaluation et PDM * Plans de suivi opérationnel * ACR 2020-2023 * Documentation reflétant les enseignements tirés au niveau interne (y compris les différentes évaluations)	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, RAM/VAM, équipes de programme) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé: bailleurs de fonds clés (BHA, ECHO, coopérations), agences de l'ONU Mini-ateliers SB/PC	Analyse documentaire, croisement entre les données disponibles et leur utilisation Analyse quantitative et qualitative des données de suivi-évaluation et des données RH du PAM Codage thématique des entretiens (dont ceux de la phase de démarrage)
4.4.2 Capacité et structure des ressources humaines	Pourcentage de postes pourvus dans les sous-bureaux et au niveau du BP par unité opérationnelle	Documentation clé: * MTR, rapports d'audit * Organigrammes et autres documents de suivi RH * Documentation stratégique sur les RH	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, ressources humaines, points focaux genre, protection, sensibilité aux conflits) * RBJ (direction, RH)	

Dimensions de l'analyse Thème prioritaire (TP)	Indicateurs/lignes de questionnaire Hypothèses de la TdC	Sources de données secondaires qualitatives et quantitatives	Méthodes/Sources de collecte de données primaires	Analyse des données
	Preuves de l'adéquation des profils de personnel en réponse aux besoins du PSP (compétences, formation, rétention du personnel, types de contrats, genre, rotation, emplacement, charge de travail) Évolution des capacités internes du PAM dans les domaines transversaux et appui au PC dans ces domaines Facteurs principaux affectant la disponibilité, la performance et le bien-être des ressources humaines du PAM Hypothèses 4.B, 4.C	* Résultats de la réallocation des RH pour l'exercice Base de données du PAM: * Données quantitatives sur les ressources humaines	* Sélection de PC Enquête en ligne auprès des PC	Triangulation entre analyse documentaire et données qualitatives issues des entretiens Analyse descriptive des données de l'enquête auprès des PC Prise en compte des différents EDS
4.4.3 Innovation dans la conception et la mise en œuvre du PSP	Exemples de contributions des initiatives innovantes aux résultats et impacts visés par le PAM dans son PSP Perception par les parties prenantes de la pertinence, de la qualité de la conception et de la mise œuvre, ainsi que de l'adoptabilité des innovations du PAM Nombre de partenariats ou collaborations établis avec des acteurs externes pour stimuler l'innovation dans le PSP Hypothèse 4.B	Documentation clé: * Revue à mi-parcours, audits * Documentation liée aux innovations mises en œuvre * Mémoire d'accord avec des PC	Entretiens avec personnes clés: * PAM/BP et SB (direction, responsables des projets spéciaux) * Sélection de partenaires clés au niveau national et décentralisé * RBJ (direction, programme) * Secteur privé: Master Card, TMB, Vodacom	
4.4.4 Autres facteurs	Domaines à identifier a posteriori			

Annexe 5: Outils de collecte de données

Pour chacun des outils, une introduction détaillée était communiquée oralement aux participants afin de leur permettre de mieux comprendre les raisons et les enjeux de la collecte de données. Pour des questions de fluidité de cette section, seules les questions sont mentionnées ici. Les outils sont volontairement longs pour couvrir l'ensemble des domaines d'analyse et indicateurs de la matrice. Une priorisation des questions était effectuée avant chaque entretien en fonction des besoins de l'EE (faible niveau d'information) ou de la position du répondant.

Groupes de discussion communautaires

Populations bénéficiaires:

- Comment la situation a-t-elle évolué dans votre zone? Quels sont les priorités et principaux besoins d'assistance pour vous et votre communauté? Comment ont-ils évolué sur les quatre dernières années?
- Quelle assistance avez-vous reçue du PAM/ou de ses partenaires? Avez-vous reçu plusieurs appuis⁸ du PAM? [Merci de préciser les modalités (argent ou nourriture), la régularité et la quantité/valeur.]
- Depuis combien de temps recevez-vous cet/ces appuis du PAM ou de ses partenaires? Si plusieurs appuis ont été fournis dans le groupe, indiquez les périodes d'assistance.
- Pensez-vous que les biens et services fournis par le PAM et ses partenaires vont aux personnes qui en ont le plus besoin? Pourquoi pensez-vous cela?
- Y a-t-il des personnes ou des familles dans votre communauté qui sont très vulnérables (par exemple, les personnes âgées, les malades, les handicapés, les enfants [ndlr: ne pas mentionner les vulnérabilités; laisser les répondants faire des propositions] et qui n'ont pas reçu d'aide? Si oui, pourquoi pensez-vous qu'elles n'ont pas été aidées? (Collectez le maximum d'informations, ne vous contentez pas d'une réponse oui/non, il faut questionner les répondants pour comprendre ce qu'ils estiment injuste.)
- Avez-vous remarqué des actions prises par le PAM ou ses partenaires pour aider les personnes handicapées à recevoir de l'aide? Quelles étaient ces actions? Qu'en pensez-vous?
- Savez-vous comment le PAM et ses partenaires décident qui reçoit de l'aide et qui n'en reçoit pas? Que pensez-vous de cette méthode de sélection?
- L'aide que vous avez reçue répondait-elle à vos besoins prioritaires au moment de la distribution? Sinon, pouvez-vous expliquer quels étaient vos besoins prioritaires et comment vous avez fait pour les couvrir?
- Qu'avez-vous pensé de l'aide reçue? Était-elle de bonne qualité? Sur quoi vous basez-vous pour donner cet avis?
- URGENCE: Que pensez-vous de la manière (nourriture/argent) dont le PAM et ses partenaires vous ont fourni de l'aide? Diriez-vous que cette méthode était adaptée pour répondre à vos besoins alimentaires de base? Pourquoi?
- URGENCE: Les biens et services fournis par le PAM et ses partenaires sont-ils arrivés au bon moment? Pourquoi dites-vous cela? Si l'aide est arrivée en retard, quelles ont été les conséquences pour votre communauté?
- Quels sont les changements ou les effets que vous avez constatés après avoir reçu l'aide?
 - URGENCE: Dans quelle mesure estimez-vous que vos besoins alimentaires ont été couverts pendant cette période?
 - CANTINE SCOLAIRE: Depuis l'intervention du PAM, avez-vous constaté des changements

⁸ Appuis: transferts monétaires, vivres, produits nutritionnels, intrants/matériels agricoles, cantine scolaire, autre

- dans les pratiques de votre ménage ou à l'école? Avez-vous remarqué une amélioration de la fréquentation scolaire grâce à cette aide?
- NUTRITION + CHANGEMENT DE COMPORTEMENT: Depuis l'intervention du PAM, avez-vous observé des changements dans les pratiques alimentaires de votre ménage ou de votre communauté? Avez-vous pu vous rétablir et sortir de la malnutrition?
 - RÉSILIENCE: Avez-vous constaté une augmentation de votre production agricole grâce à l'appui du PAM et de ses partenaires?
 - Voyez-vous des changements durables dans votre vie ou dans votre communauté grâce à cette aide, même après le départ du PAM et de ses partenaires? Quels sont ces changements?
 - CANTINE SCOLAIRE: Avez-vous observé des changements dans les pratiques alimentaires à l'école? Utilisation de produits locaux?
 - NUTRITION + CHANGEMENT DE COMPORTEMENT: Depuis l'intervention du PAM, avez-vous constaté des changements dans les pratiques alimentaires de votre ménage?
 - RÉSILIENCE: Que faites-vous des outils ou matériels reçus? Les utilisez-vous toujours?
 - Depuis que vous recevez l'aide du PAM ou de ses partenaires, quelles sont les choses positives et/ou négatives qui se sont produites dans votre communauté? Pourquoi pensez-vous que ces choses sont arrivées?
 - Avez-vous été informé(e) avant et pendant les activités mises en œuvre par le PAM et ses partenaires?
 - Avez-vous déjà participé aux décisions, à la mise en œuvre, ou au suivi des biens et services humanitaires fournis par le PAM et ses partenaires? Savez-vous si d'autres membres de la communauté y ont participé? Si oui, pourquoi ne l'avez-vous pas fait, vous aussi? Auriez-vous souhaité le faire? Comment souhaiteriez-vous participer à l'avenir?
 - Lorsque vous avez un problème ou une question sur les activités du PAM ou de ses partenaires, comment faites-vous? Savez-vous s'il existe des moyens mis en place par le PAM pour vous permettre de poser des questions ou de signaler des problèmes? Si oui, quels sont-ils? Les utilisez-vous? Pourquoi?
 - Connaissez-vous les procédures mises en place par le PAM et ses partenaires pour signaler des incidents de protection, comme des situations dangereuses ou des abus? Est-ce que ces procédures sont faciles à comprendre et à utiliser? Pouvez-vous donner des exemples où vous les avez utilisées ou vues en action?
 - Avez-vous des exemples ou des anecdotes à partager, qui montrent que l'aide fournie a permis de réduire les conflits ou les tensions dans votre communauté, ou a contribué à améliorer l'entente entre les différents groupes de la communauté?

Populations non bénéficiaires

- Comment la situation a-t-elle évolué dans votre zone? Quels sont les priorités et principaux besoins d'assistance pour vous et votre communauté? Comment ont-ils évolué sur les quatre dernières années?
- Quelle assistance avez-vous reçue du PAM/ou de ses partenaires? Avez-vous reçu plusieurs appuis du PAM? [Merci de préciser les modalités (argent ou nourriture), la régularité et la quantité/valeur.]
- Depuis combien de temps recevez-vous cet/ces appuis du PAM ou de ses partenaires? Si plusieurs appuis ont été fournis dans le groupe, indiquez les périodes d'assistance.
- Pensez-vous que les biens et services fournis par le PAM et ses partenaires vont aux personnes qui en ont le plus besoin? Pourquoi pensez-vous cela?
- Depuis que vous avez reçu l'aide du PAM ou de ses partenaires, quelles sont les choses positives et/ou négatives qui se sont produites dans votre communauté? Pourquoi pensez-vous que ces choses sont arrivées?
- Avez-vous été informé(e) avant et pendant les activités mises en œuvre par le PAM et ses partenaires?
- Avez-vous déjà participé aux décisions, à la mise en œuvre, ou au suivi des biens et services humanitaires fournis par le PAM et ses partenaires? Savez-vous si d'autres membres de la communauté y ont participé? Si oui, pourquoi ne l'avez-vous pas fait vous aussi? Auriez-vous souhaité le faire? Comment souhaiteriez-vous participer à l'avenir?

- Lorsque vous avez un problème ou une question sur les activités du PAM ou de ses partenaires, comment faites-vous? Savez-vous s'il existe des moyens mis en place par le PAM pour vous permettre de poser des questions ou de signaler des problèmes? Si oui, quels sont-ils? Les utilisez-vous? Pourquoi?
- Connaissez-vous les procédures mises en place par le PAM et ses partenaires pour signaler des incidents de protection, comme des situations dangereuses ou des abus? Est-ce que ces procédures sont faciles à comprendre et à utiliser? Pouvez-vous donner des exemples où vous les avez utilisées ou vues en action?
- Avez-vous des exemples ou anecdotes à partager, qui montrent que l'aide fournie a permis de réduire les conflits ou les tensions dans votre communauté, ou a contribué à améliorer l'entente entre les différents groupes de la communauté?

GDC spécifiques au genre

- Comment la situation a-t-elle évolué dans votre zone? Quels sont les priorités et principaux besoins d'assistance pour vous et votre communauté? Comment ont-ils évolué sur les quatre dernières années?
- Quelle assistance avez-vous reçue du PAM/ou de ses partenaires? Avez-vous reçu plusieurs appuis du PAM? [Merci de préciser les modalités (argent ou nourriture), la régularité et la quantité/valeur.]
- Depuis combien de temps recevez-vous cet/ces appuis du PAM ou de ses partenaires? Si plusieurs appuis ont été fournis dans le groupe, indiquez les périodes d'assistance.
- Comment les interventions du PAM ont-elles influencé votre vie quotidienne dans votre ménage/foyer et votre autonomie en tant que femme? Pouvez-vous donner des exemples concrets où vous avez senti une amélioration ou une détérioration de votre situation grâce aux actions du PAM? [Mettre en gras le ou les changement(s) le(s) plus significatif(s) pour les femmes interrogées.]
- Pensez-vous que le processus de ciblage et de distribution des aides du PAM prend suffisamment en compte les besoins spécifiques des femmes? Avez-vous remarqué des inégalités ou des injustices dans ce processus? [Mettre en gras le ou les changement(s) le plus significatif(s) pour les femmes interrogées.]
- Comment les femmes de votre communauté sont-elles impliquées dans les activités du PAM? Avez-vous rencontré des obstacles ou des opportunités particulières dans le cadre de ces activités? [Mettre en gras le ou les changement(s) le(s) plus significatif(s) pour les femmes interrogées.]
- Depuis que le PAM intervient dans votre communauté, avez-vous remarqué des changements dans les relations de genre, par exemple dans la répartition des tâches domestiques ou l'accès aux ressources et le contrôle de celles-ci? Ces changements ont-ils été positifs ou négatifs? [Mettre en gras le ou les changement(s) le(s) plus significatif(s) pour les femmes interrogées.]
- Pouvez-vous partager des exemples où vous avez observé des actions spécifiques du PAM ou de ses partenaires qui visaient à minimiser les risques de violences basées sur le genre (VBG) dans les situations d'urgence? Comment ces actions ont-elles été mises en œuvre et quels ont été leurs impacts sur vous ou sur les autres femmes de votre communauté? [Mettre en gras le ou les changement(s) le(s) plus significatif(s) pour les femmes interrogées.]
- Pouvez-vous partager des récits ou des anecdotes qui illustrent comment les interventions du PAM ont affecté les femmes de votre communauté, que ce soit positivement ou négativement? [Mettre en gras le ou les changement(s) le(s) plus significatif(s) pour les femmes interrogées.]

Enquêtes en ligne

Les sauts logiques présents dans les questions ne sont pas mentionnés dans les deux outils ci-dessous.

Enquête en ligne sur les activités de renforcement des capacités institutionnelles

- 1. Êtes-vous:
 - [sex_m] Un homme
 - [sex_f] Une femme
 - [sex_other] Autre
 - [sex_no_answer] Je préfère ne pas répondre

- Si autre, merci de préciser:
- 2. À quel niveau est rattaché votre poste?
 - [base_co] Bureau de pays (niveau national)
 - [base_ao] Bureau de zone de Goma, Kalémie ou Kananga
 - [base_fo] Sous-bureau
- 3. Depuis combien de temps travaillez-vous avec le PAM?
 - [experience_less_3] Moins de 3 ans
 - [experience_3_5] 3-5 ans
 - [experience_6_10] 6-10 ans
 - [experience_more_10] Plus de 10 ans
 - [experience_no_answer] Je préfère ne pas répondre
- 4. Comment définiriez-vous votre poste actuel?
 - [P_unit] Chef(fe) d'unité
 - [P_office] Chef(fe) de sous-bureau ou chef(fe) de bureau de zone
 - [P_prog] Responsable de programme
 - [P_no_answer] Je préfère ne pas répondre
 - [P_other] Autre, merci de préciser
- Si autre, merci de préciser:
- 5. Quelle est votre connaissance de l'approche de renforcement des capacités institutionnelles du PAM en RDC dans le cadre du PSP en cours?
 - [contribution_1] Très bonne
 - [contribution_2] Bonne
 - [contribution_4] Assez bonne
 - [contribution_5] Aucune
 - [contribution_dnk] Je ne sais pas
- 6. Dans quels secteurs/domaines d'intervention avez-vous constaté les principaux efforts de renforcement des capacités institutionnelles? Pour chacun des secteurs sélectionnés, à quel niveau ces efforts ont-ils été menés?
 - **Sécurité alimentaire d'urgence (distributions)**
 - [level_non] Ce secteur n'a pas été une priorité pour les efforts de renforcement des capacités institutionnelles du Bureau de pays.
 - Détailler brièvement la nature des efforts réalisés:
 - Détailler brièvement les objectifs des efforts réalisés:
 - [level_central] Ce secteur a été une priorité au niveau central (ministères, institutions nationales).
 - Détailler brièvement la nature des efforts réalisés:
 - Détailler brièvement les objectifs des efforts réalisés:
 - [level_decentral] Ce secteur a été une priorité au niveau décentralisé (provinces, institutions provinciales).
 - **Préparation aux situations d'urgence**
 - Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
 - **Traitement de la malnutrition**
 - Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
 - **Prévention de la malnutrition**
 - Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
 - **Alimentation scolaire**
 - Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
 - **Résilience/soutien aux petits producteurs**
 - Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
 - **Services aériens (UNHAS)**
 - Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
 - **Services logistiques**
 - Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
 - **Collecte, gestion et exploitation des données en matière de sécurité alimentaire**

- Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
- **Si vous avez constaté des efforts dans un secteur non mentionné ci-dessus, merci de l'indiquer ici:**
 - Propositions identiques au secteur sécurité alimentaire plus haut
- 8. Êtes-vous en accord avec les déclarations suivantes à propos du PAM?
 - Les approches de renforcement des capacités mises en œuvre dans le cadre du PSP 2021-2025 sont pertinentes vis-à-vis des besoins et problématiques nationaux.
 - [likert_1] Tout à fait d'accord
 - [likert_2] Plutôt d'accord
 - [likert_3] Neutre
 - [likert_4] Plutôt pas d'accord
 - [likert_5] Pas du tout d'accord
 - [likert_dnk] Je ne sais pas
 - Les approches de renforcement des capacités nationales mises en œuvre dans le cadre du PSP 2021-2025 contribuent à la réalisation des objectifs visés par le PAM en RDC.
 - [likert_1] Tout à fait d'accord
 - [likert_2] Plutôt d'accord
 - [likert_3] Neutre
 - [likert_4] Plutôt pas d'accord
 - [likert_5] Pas du tout d'accord
 - [likert_dnk] Je ne sais pas
- 9. Pourriez-vous commenter vos réponses ci-dessous? Et donner des exemples?
- 10. Avez-vous observé des résultats tangibles obtenus sur la période par le PAM en termes de renforcement des capacités institutionnelles?
- Au niveau de l'environnement institutionnel du pays, sur la sécurité alimentaire et nutritionnelle (y compris plaidoyer, politiques, systèmes d'information, coordination, investissements financiers)?
 - [resultat_oui] Oui, j'ai observé des résultats tangibles
 - [resultat_non] Non, je n'ai pas observé de résultats tangibles
 - [resultat_dnk] Je ne sais pas
 - Si oui, merci de remplir les informations suivantes
 - Institution(s) concernée(s):
 - Période couverte:
 - Provinces/Villes/Sous-bureau:
 - Description des résultats obtenus:
- Au niveau de certaines organisations qui font partie/compose cet environnement institutionnel?
 - [resultat_oui] Oui, j'ai observé des résultats tangibles
 - [resultat_non] Non, je n'ai pas observé de résultats tangibles
 - [resultat_dnk] Je ne sais pas
 - Si oui, merci de remplir les informations suivantes
 - Institution(s) concernée(s):
 - Période couverte:
 - Provinces/Villes/Sous-bureau:
 - Description des résultats obtenus:
- 11. Quels sont les facteurs qui selon vous ont facilité l'action du PAM dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles?
 - [pos_factors_coop_gvt] L'engagement et la coopération des gouvernements nationaux et des partenaires institutionnels
 - [pos_factors_coop_loc] L'engagement et la coopération des autorités locales
 - [pos_factors_ressources] L'accès à des ressources financières, humaines et logistiques adéquates pour mettre en œuvre efficacement les programmes de renforcement des capacités
 - [pos_factors_collaboration] La collaboration avec d'autres organisations internationales, les ONG, les institutions académiques et le secteur privé qui peut accroître les efforts de renforcement des capacités et favoriser le partage des meilleures pratiques

- [pos_factors_adapt] Les programmes de renforcement des capacités sont adaptés aux besoins spécifiques du contexte congolais et prennent en compte les réalités socioéconomiques, culturelles et politiques.
- [pos_factors_particip] L'approche participative employée, qui permet d'impliquer activement les parties prenantes
- [pos_factors_suivi] La mise en place de mécanisme(s) de suivi et d'évaluation robuste(s), qui permettent de mesurer l'impact des initiatives de renforcement des capacités et d'apporter les ajustements nécessaires pour améliorer leur efficacité au fil du temps
- [pos_factors_other] Autre, merci de préciser
- [pos_factors_dnk] Je ne sais pas
- Si autre, merci de préciser:
- 12. Quels sont les facteurs qui ont limité l'action du PAM dans le domaine du renforcement des capacités institutionnelles?
 - [neg_factors_manque] Le manque de financement adéquat a limité la capacité du PAM à mettre en œuvre des programmes de renforcement des capacités à grande échelle et de manière efficace.
 - [neg_factors_pol] L'instabilité politique a créé un environnement difficile pour le développement de partenariats durables et la mise en œuvre de programmes de renforcement des capacités institutionnelles.
 - [neg_factors_coordo] Le manque de coordination entre les différents acteurs gouvernementaux et non gouvernementaux peut entraver la mise en œuvre efficace des programmes de renforcement des capacités et conduire à des duplications d'efforts.
 - [neg_factors_changement] La résistance au changement de certaines institutions en raison de la peur du changement ou de l'appréhension face à de nouvelles méthodes de travail.
 - [neg_factors_ress_PAM] Les ressources humaines et techniques nécessaires au niveau du PAM pour mettre en œuvre les programmes de renforcement des capacités étaient limitées.
 - [neg_factors_ress_orga] Les ressources humaines et techniques nécessaires au niveau des organisations recevant l'appui du PAM étaient insuffisantes ou indisponibles.
 - [neg_factors_interet] Le manque d'intérêt des entités bénéficiant des activités de renforcement des capacités institutionnelles
 - [neg_factors_suivi] L'absence de mécanismes de suivi et d'évaluation efficaces n'a pas permis l'identification des domaines nécessitant des améliorations.
 - [neg_factors_other] Autre, merci de préciser
 - [neg_factors_dnk] Je ne sais pas

Enquête en ligne à destination des partenaires coopérants

- 1. Êtes-vous:
 - [sex_m] Un homme
 - [sex_f] Une femme
 - [sex_other] Autre
 - [sex_no_answer] Je préfère ne pas répondre
- Si autre, merci de préciser:
- 2. Organisation pour laquelle vous travaillez:
 - [organisation_RDC] Un partenaire coopérant du PAM qui opère exclusivement en RDC
 - [organisation_inter] Un partenaire coopérant du PAM qui opère dans plusieurs pays en général, mais mes réponses s'appliquent spécifiquement à l'opération en RDC
 - [organisation_autre] Autre
 - Si autre, merci de préciser:
- 3. Pour quels sous-bureaux vos réponses s'appliquent-elles?
 - [FO_bunia] Bunia (Ituri)
 - [FO_gbadolite] Gbadolite (Nord-Ubangi)
 - [FO_beni] Béni (Nord-Kivu)
 - [FO_goma] Goma (Nord-Kivu)

- [FO_bukavu] Bukavu (Sud-Kivu)
 - [FO_uvira] Uvira (Sud-Kivu)
 - [FO_lubumbashi] Lubumbashi (Haut-Katanga)
 - [FO_kalemie] Kalemie (Tanganyika)
 - [FO_kananga] Kananga (Kasaï Central)
 - [FO_kinshasa] Kinshasa (Kinshasa)
 - [FO_all] Tout le pays
- 4. Quel est approximativement le budget annuel de votre organisation en RDC?
 - [budg_inf_250] Moins de 250 000 USD/an
 - [budg_inf_500] Entre 250 000 et 500 000 USD/an
 - [budg_inf_1000] Entre 500 000 et 1 000 000 USD/an
 - [budg_inf_2000] Entre 1 000 001 et 2 000 000 USD/an
 - [budg_inf_5000] Entre 2 000 001 et 5 000 000 USD/an
 - [budg_sup_5000] Plus de 5 000 000 USD/an
 - [budg_dnk] Je ne sais pas
- 5. Durée de la collaboration avec le PAM de votre organisation:
 - [experience_less_2] Moins de 2 ans
 - [experience_2_5] 2-5 ans
 - [experience_6_10] 6-10 ans
 - [experience_more_10] Plus de 10 ans
 - [experience_dnk] Je ne sais pas
- 6. Position actuelle du répondant:
 - [position_dir] Direction exécutive: les dirigeants et les cadres supérieurs qui prennent les décisions stratégiques et définissent la vision de l'organisation
 - [position_interim] Management intermédiaire: les gestionnaires de départements ou d'équipes qui supervisent les opérations quotidiennes et mettent en œuvre la stratégie définie par la direction exécutive
 - [position_ope] Personnel opérationnel: les travailleurs qui exécutent les tâches opérationnelles essentielles de l'organisation, souvent sans autorité décisionnelle significative
- 7. Domaine d'intervention du PSP (choix multiple):
 - [secteur_food] Sécurité alimentaire d'urgence (distributions)
 - [secteur_mal_tre] Traitement de la malnutrition
 - [secteur_mal_pre] Prévention de la malnutrition
 - [secteur_school] Alimentation scolaire
 - [secteur_resilience] Résilience/soutien aux petits producteurs
 - [secteur_unhas] Services aériens (UNHAS)
 - [secteur_log] Services logistiques
 - [secteur_other] Autre, préciser
- Si autre, merci de préciser:
- 8. Quel est votre niveau de satisfaction vis-à-vis du partenariat que vous avez actuellement avec le PAM par rapport aux aspects suivants?
 - Le processus de sélection des partenaires, qui est adapté au contexte de votre zone d'intervention
 - [satis_1] Tout à fait satisfait(e)
 - [satis_2] Plutôt satisfait(e)
 - [satis_3] Neutre
 - [satis_4] Peu satisfait(e)
 - [satis_5] Insatisfait(e)
 - [satis_dnk] Je ne sais pas
 - [satis_dwa] Je ne souhaite pas répondre
 - Les canaux de communication ouverts et transparents, qui permettent un échange fluide d'informations, de besoins et d'attentes entre le PAM et ses partenaires
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut

- Le niveau d'implication des partenaires dans la planification, la mise en œuvre et le suivi des programmes, renforçant ainsi leur sentiment de responsabilité et d'engagement envers les objectifs communs
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- La répartition claire des rôles et des responsabilités permettant une collaboration harmonieuse et évitant les chevauchements ou les conflits d'intérêts
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- La souplesse et l'adaptabilité du PAM par rapport aux changements de circonstances et aux besoins émergents
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- L'appui du PAM aux PC et sa disponibilité dans des domaines tels que la sécurité alimentaire, la logistique ou la nutrition
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- L'appui et la disponibilité du PAM pour former le personnel du PC sur les différentes attentes ou normes (par ex. genre, protection, redevabilité aux populations affectées, gestion des sites, etc.)
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- Les procédures et processus adaptés aux réalités du terrain et de la mise en œuvre et qui n'engendrent pas de coûts opérationnels supplémentaires pour les partenaires coopérants
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- La négociation des budgets adaptés aux enjeux des PC pour compléter la mise en œuvre sur le terrain conformément aux attentes du PAM
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- Les délais de remboursement et de paiement du PAM
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- Autre, merci de préciser plus bas
 - Propositions identiques au processus de sélection des partenaires plus haut
- Merci de préciser votre réponse si vous avez choisi «Autre»:
- 9. Pourriez-vous commenter votre réponse ci-dessus et donner des exemples positifs ou négatifs d'engagement/de collaboration?
- 10. Dans quelle mesure les déclarations suivantes à propos des principes humanitaires et de leur application sont-elles vraies pour le PAM?
 - Pour rappel, le PAM souscrit aux principes humanitaires d'humanité, d'impartialité, de neutralité et d'indépendance opérationnelle.
 - Humanité: le PAM s'emploie à prévenir et à atténuer les souffrances humaines en fournissant une assistance qui est conçue et délivrée de manière à respecter la dignité des personnes touchées par la crise (et non en les traitant comme des victimes impuissantes).
 - [often_1] Toujours
 - [often_2] Généralement
 - [often_3] Environ la moitié du temps
 - [often_4] Rarement
 - [often_5] Jamais
 - [often_dnk] Je ne sais pas
 - [often_dwa] Je ne souhaite pas répondre
 - Impartialité: l'assistance du PAM cible les populations les plus vulnérables, en se basant uniquement sur les besoins, sans faire de distinction sur la base de la nationalité, de l'origine ethnique, de la race, du genre, des croyances religieuses, de la classe sociale ou des opinions politiques.
 - Propositions identiques au principe d'humanité plus haut
 - Indépendance: le PAM veille à préserver son indépendance opérationnelle vis-à-vis d'objectifs politiques, économiques, militaires ou autres que tout acteur pourrait avoir.
 - Propositions identiques au principe d'humanité plus haut
 - Neutralité: le PAM s'abstient en toutes circonstances de prendre parti dans les conflits et

- de s'engager dans des controverses de nature politique, raciale, religieuse ou idéologique.
 - Propositions identiques au principe d'humanité plus haut
- Pouvez-vous donner des exemples de difficultés que le PAM rencontre dans son adhésion aux principes humanitaires, et les solutions mises en œuvre?
- 12. Est-ce que votre organisation est présente dans des zones où il est nécessaire de négocier l'accès à des populations avec des groupes armés?
 - [yes_no_yes] Oui
 - [yes_no_no] Non
- 13. Dans quelle mesure êtes-vous ou le PAM en mesure d'accéder physiquement à la majeure partie des populations vulnérables?
 - [often_1] Toujours
 - [often_2] Généralement
 - [often_3] Environ la moitié du temps
 - [often_4] Rarement
 - [often_5] Jamais
 - [often_dnk] Je ne sais pas
 - [often_dwa] Je ne souhaite pas répondre
- 14. Dans quelle mesure vous sentez-vous compétent(e) pour négocier l'accès humanitaire dans le cadre de vos fonctions?
 - [likert_c_1] Tout à fait compétent
 - [likert_c_2] Plutôt compétent
 - [likert_c_3] Neutre
 - [likert_c_4] Besoin d'amélioration
 - [likert_c_5] Nécessite une amélioration significative
 - [likert_c_rele] Question non pertinente à mes fonctions
 - [likert_c_dnk] Je ne sais pas
 - [likert_c_dwa] Je ne souhaite pas répondre
- 15. Avez-vous bénéficié d'activités de renforcement des capacités sur les principes humanitaires par les équipes du PAM sur la période?
 - [appui_prin_oui] Oui, j'ai reçu personnellement un appui de la part des équipes du PAM sur les principes humanitaires.
 - [appui_prin_colleague] Non, mais des activités ont été réalisées pour des collègues au sein de mon organisation.
 - [appui_prin_non] Non, aucune activité de renforcement des capacités sur ce sujet n'a été effectuée par le PAM.
 - [appui_prin_dnk] Je ne sais pas
- 16. Avez-vous bénéficié d'activités de renforcement des capacités sur la sécurité personnelle par les équipes du PAM sur la période?
 - [appui_secu_oui] Oui, j'ai reçu personnellement un appui de la part des équipes du PAM sur les principes humanitaires.
 - [appui_secu_colleague] Non, mais des activités de renforcement des capacités ont été réalisées pour des collègues au sein de mon organisation.
 - [appui_secu_non] Non, aucune activité de renforcement des capacités sur ce sujet n'a été effectuée par le PAM.
 - [appui_secu_dnk] Je ne sais pas
- 17. Pourriez-vous commenter votre réponse ci-dessus et donner des exemples?
- 18. Comment évaluez-vous le degré d'intégration des thématiques transversales suivantes dans la programmation du PAM?
- Le PAM intègre l'égalité femmes-hommes dans l'ensemble de sa programmation?
 - Le PAM intègre la thématique de la sensibilité aux conflits dans l'ensemble de sa programmation (compréhension du contexte et des interactions entre les activités et le contexte, efforts de réduction des effets négatifs et maximisation des effets positifs sur les conflits).
 - [inte_systema] Systématiquement intégrée à toutes les étapes de la

- programmation (de la conception initiale des projets à leur évaluation)
 - [inte_general] Généralement intégrée dans la plupart des étapes de la programmation
 - [inte_partiel] Partiellement intégrée pour certaines étapes spécifiques de la programmation
 - [inte_rare] Rarement intégrée pour un nombre limité d'étapes de sa programmation
 - [inte_non] Non intégrée à aucune étape de la programmation
 - [inte_dnk] Je ne sais pas
 - [inte_dwa] Je ne souhaite pas répondre
 - Le PAM intègre les thématiques de l'inclusion et de la prise en compte des besoins des personnes avec des vulnérabilités spécifiques dans l'ensemble de sa programmation.
 - Propositions identiques à l'intégration de l'égalité femmes-hommes plus haut
 - Le PAM implique les populations affectées dans la conception et la mise en place des programmes (y compris en intégrant les mesures correctrices à la programmation).
 - Propositions identiques à l'intégration de l'égalité femmes-hommes plus haut
- Pourriez-vous commenter votre réponse ci-dessus et donner des exemples?
- 19. Avez-vous bénéficié d'activités de renforcement des capacités sur ces thématiques transversales (égalité femmes-hommes, inclusion et diversité, approche sensible aux conflits) par les équipes du PAM sur la période? Si oui, merci de cocher pour quel(s) domaine(s) votre réponse s'applique?
 - Égalité femmes-hommes
 - [appui_oui] Oui, j'ai reçu personnellement un appui de la part des équipes du PAM sur ce sujet.
 - [appui_colleague] Non, mais des activités de renforcement des capacités ont été réalisées pour des collègues au sein de mon organisation.
 - [appui_non] Non, aucune activité de renforcement des capacités sur ce sujet n'a été effectuée par le PAM.
 - [appui_dnk] Je ne sais pas
 - Inclusion et diversité
 - Propositions identiques à l'égalité femmes-hommes plus haut
 - Approche sensible aux conflits
 - Propositions identiques à l'égalité femmes-hommes plus haut
 - Protection et redevabilité aux populations affectées
 - Propositions identiques à l'égalité femmes-hommes plus haut
- 20. Dans quelle mesure le soutien et les activités de renforcement des capacités que vous avez reçus pourraient-ils vous permettre de poursuivre les activités du PAM de manière autonome?
 - [likert_b_1] Tout à fait en mesure de poursuivre les activités
 - [likert_b_2] Plutôt en mesure de poursuivre les activités
 - [likert_b_3] Neutre
 - [likert_b_4] Plutôt pas en mesure de poursuivre les activités
 - [likert_b_5] Pas du tout en mesure de poursuivre les activités
 - [likert_b_dnk] Je ne sais pas
 - [likert_b_dwa] Je ne souhaite pas répondre
- 21. Pourriez-vous commenter votre réponse ci-dessus et donner des exemples positifs ou négatifs?
- 22. Au cours de la période 2020-2024, dans quelle mesure le PAM a-t-il respecté les délais prévus pour les livraisons de distributions de vivres aux partenaires?
 - [often_1] Toujours
 - [often_2] Généralement
 - [often_3] Environ la moitié du temps
 - [often_4] Rarement
 - [often_5] Jamais
 - [often_dnk] Je ne sais pas
 - [often_dwa] Je ne souhaite pas répondre

- 23. Au cours de la période 2020-2024, dans quelle mesure le PAM a-t-il respecté les délais prévus pour la distribution des transferts monétaires aux populations affectées?
 - Propositions identiques au respect des délais prévus plus haut
- 24. D'après vous, dans quelle mesure l'assistance du PAM (vivres) est-elle distribuée par les partenaires au moment opportun aux populations affectées?
 - Propositions identiques au respect des délais prévus plus haut
- 25. D'après vous, dans quelle mesure l'assistance du PAM (transferts monétaires) est-elle distribuée par les prestataires de services financiers au moment opportun aux populations affectées?
 - Propositions identiques au respect des délais prévus plus haut
- 26. Quels facteurs ont selon vous influencé la capacité du PAM et des partenaires à respecter les délais prévus pour la mise en œuvre des activités?
 - [factor_meteo] Conditions météorologiques
 - [factor_access] Accès sécurisé aux zones d'intervention
 - [factor_log] Contraintes logistiques
 - [factor_appro] Délais d'approvisionnement
 - [factor_financement] Disponibilité des financements
 - [factor_orga] Capacités organisationnelles internes
 - [factor_coordo] Coordination avec les différents acteurs présents dans la zone
 - [factor_autre] Autres (précisez)
 - [factor_dnk] Je ne sais pas
- Si autre, merci de préciser:
- 27. À la suite de ces questions, avez-vous des recommandations à formuler sur la mise en œuvre et le positionnement stratégique du PAM sur la période 2020-2024 à prendre en compte dans le cadre de cette évaluation?
- 28. Y a-t-il d'autres informations pertinentes et que vous souhaitez partager avec l'équipe d'évaluation concernant votre partenariat avec le PAM?
- Merci pour du temps accordé!
- Les résultats de l'évaluation seront communiqués dans les mois à venir sur le site web du PAM.
- Veuillez noter que Key Aid Consulting et l'IRAM se conforment au règlement général sur la protection des données (RGPD). Les informations fournies sont anonymes. Nous ne collectons pas votre nom ni des données permettant de vous identifier. Nous conserverons les données pendant un an après la fin de l'évaluation, après quoi elles seront définitivement supprimées.

Entretiens avec des personnes clés

Dix-huit trames spécifiques en fonction des interlocuteurs ont été développées. L'équipe d'évaluation présente ici l'outil le plus long, les autres étant relativement similaires.

- Quel est votre rôle au sein du PAM? Depuis combien de temps occupez-vous votre poste actuel?
- Selon vous, quel est le niveau de disponibilité et de qualité des données sur l'insécurité alimentaire et nutritionnelle et ses causes à l'échelle du pays et des zones couvertes par le PAM? Les données sont-elles complètes? Les données sont-elles disponibles aux moments où vous en avez besoin? (1.1.1a)
- Selon vous, est-ce que le PAM intervient auprès des populations dont les besoins en termes de sécurité alimentaire et nutritionnelle sont les plus importants à l'échelle du pays et des zones couvertes par le PAM (précisez la zone, p. ex. Bunia)? Pourquoi? (1.1.3.a)
- Dans quelle mesure le PAM fournit-il une assistance qui correspond aux besoins prioritaires des populations affectées par l'insécurité alimentaire et nutritionnelle? Avez-vous des pistes d'amélioration? (1.1.3.b)
- Dans quelle mesure le PAM intègre-t-il selon vous les thématiques du genre/de l'inclusivité, de la sensibilité aux conflits et de la cohésion sociale dans sa programmation? (1.1.4.c)
- Comment avez-vous impliqué le Gouvernement dans la conception du PSP? (1.2.1.a)
- Est-ce que le positionnement du PAM vous semble cohérent par rapport aux politiques, stratégies et plans nationaux? Y a-t-il des domaines dans lesquels la cohérence est insuffisante ou auxquels le

- PAM devrait apporter sa contribution? (1.2.1.d)
- Dans quelles mesures le PSP du PAM en RDC est-il aligné avec les orientations internes du PAM? Existe-t-il des composantes spécifiques du PSP pour lesquelles la cohérence reste à améliorer? (1.3.1.b)
- La conception et la mise en œuvre du PSP sont-elles propices à l'établissement de synergies entre les activités du PAM? Avez-vous des exemples positifs/négatifs à partager? (1.3.2.b)
- Liens entre l'urgence et la résilience, intégration de la nutrition, lien entre la production et l'alimentation scolaire, etc.
- Quel est l'avantage comparatif du PAM vis-à-vis du Gouvernement et des acteurs du système humanitaire et de développement? Comment le positionnement politique et stratégique du PAM a-t-il évolué au cours du PSP? (1.4.2.b)
- Dans quelles mesures les activités ont-elles pu cibler les personnes les plus vulnérables? Les zones les plus difficiles d'accès? Y a-t-il des groupes vulnérables ou certains groupes sociaux qui n'ont pas pu bénéficier des interventions? (2.1.1.c et 2.1.1.d)
- Comment avez-vous conçu vos stratégies de ciblage des personnes les plus vulnérables? Ces stratégies de ciblage sont-elles pertinentes? (2.1.2.a & 2.1.2.c)
- Comment déterminez-vous la durée et la composition de l'assistance en fonction de la vulnérabilité du ménage? Avez-vous des exemples d'arbitrage? (2.1.2.b)
- Quel est le niveau de contribution des parties prenantes externes (Gouvernement, CP, autres acteurs humanitaires) dans les décisions de ciblage et de priorisation? (2.1.2.d)
- Dans quelle mesure le PAM a-t-il été capable de fournir une assistance de qualité, selon les normes du secteur (p. ex., SPHERE)? Pourquoi? (2.2.1.c)
- Dans quelle mesure les interventions du PAM ont-elles eu selon vous l'effet escompté? (2.2.2.b)
- Quels sont les principaux facteurs internes et externes qui ont facilité ou entravé l'obtention de résultats, ainsi que la réalisation des changements escomptés? (2.2.2.c)
- Avez-vous connaissance d'effets positifs ou négatifs inattendus, liés à l'intervention du PAM? (2.2.4.a)
- Dans quelles mesures et comment les enjeux de protection ont-ils été pris en compte par le PAM et atténués? (2.3.1.a)
- Dans quelle mesure le PAM a-t-il mis en place des approches en matière de genre? Avez-vous des exemples?
 - Approches transformatrices en matière de genre et d'inclusion dans le cadre de la programmation résilience («gender-transformative») (2.3.3.c)
 - Réduction des risques de VBG dans les contextes d'urgence («gender-responsive») via les interventions du PAM (2.3.3.d)
 - Renforcement des capacités des PC dans le domaine du genre et de l'inclusion et VBG (2.3.3.e)
- Pour les répondants résilience: Comment l'environnement et le changement climatique ont-ils été pris en compte dans la programmation? (2.3.4.b)
- Pour les répondants résilience: Comment les enjeux de durabilité ont-ils été intégrés dans les interventions? Avez-vous des exemples de certaines activités du PAM qui perdureront selon vous une fois que le PAM se sera retiré? (2.4.1.a)
- Selon vous, les activités de résilience permettent-elles d'envisager une réduction des besoins humanitaires à moyen ou long terme? Pourquoi? (2.4.1.b)?
- Dans quelles mesures les activités ont-elles été mises en œuvre selon le calendrier prévu? Quelles activités ont été retardées? (3.1.1.a)
- Quels facteurs externes ont affecté la mise en œuvre des activités selon le calendrier prévu? (3.1.2.a)
- Quels facteurs internes ont affecté la mise en œuvre des activités selon le calendrier prévu? (3.1.2.a)
- Dans quelles mesures le PAM a-t-il été en mesure de mobiliser des ressources adéquates pour financer le PSP? Comment la stratégie de mobilisation des ressources a-t-elle évolué pour mieux répondre aux besoins? (4.1.1.b et 4.1.1.d)
- Comment jugez-vous le support du RBJ et du siège au BP durant le PSP? (4.3.1.b)

- Dans quelle mesure disposez-vous de données de qualité et de suivi-évaluation à temps pour orienter votre prise de décision? Pourquoi dites-vous cela (données incomplètes/manquantes, données de mauvaise qualité)? (4.4.1.c)
- Avez-vous des exemples d'initiatives innovantes ayant été mises en œuvre avec succès et ayant contribué aux résultats visés par le PSP? (4.4.3.b)
- Avez-vous d'autres éléments dont nous n'avons pas discuté et que vous souhaiteriez aborder?
- Quelles sont vos recommandations pour les futures interventions du PAM?

Annexe 6: Calendrier des activités de terrain

Tableau 2 — Calendrier des activités de terrain par membre de l'EE

Date	Clément Charlot	Hugo Chéné	Anne Berton	Jean Cézard	Samuel Niki Niki	Laurent Bujuriri	Dora Muhuku
samedi 1 juin 2024	Voyage	Voyage	Voyage	Voyage			
dimanche 2 juin 2024	Mise en Commun (Kinshasa)	Mise en Commun (Kinshasa)	Mise en Commun (Kinshasa)	Mise en Commun (Kinshasa)	Mise en Commun (Kinshasa)		
lundi 3 juin 2024	Kinshasa	Kinshasa	Kinshasa	Départ Beni	Kinshasa	Départ Beni	
mardi 4 juin 2024	Kinshasa	Départ Goma	Départ Kananga	Beni		Beni	
mercredi 5 juin 2024	Kinshasa	Départ Kalémie	Kananga	Beni		Beni	Départ Kalémie
jeudi 6 juin 2024	Kinshasa	Kalémie	Kananga	Beni		Beni	Kalémie
vendredi 7 juin 2024	Départ Bunia	Kalémie	Kananga	Départ Bunia		Départ Bunia	Kalémie
samedi 8 juin 2024	Mise en commun (Bunia)	Mise en commun (Kalémie)	Mise en commun (Kananga)	Mise en commun (Bunia)		Mise en commun (Bunia)	Mise en commun (Kalémie)
dimanche 9 juin 2024	Mise en commun (Bunia)	Mise en commun (Kalémie)	Mise en commun (Kananga)	Mise en commun (Bunia)		Mise en commun (Bunia)	Mise en commun (Kalémie)
lundi 10 juin 2024	Bunia	Kalémie	Kananga	Bunia	Départ Goma	Bunia	Kalémie
mardi 11 juin 2024	Bunia	Kalémie	Départ Goma, puis départ Bukavu (bateau)	Bunia	Départ Bukavu (bateau)	Bunia	Kalémie
mercredi 12 juin 2024	Départ Goma	Départ Goma	Bukavu	Bunia ou Départ Goma	Bukavu	Bunia	Départ Goma, puis départ Bukavu (bateau)
jeudi 13 juin 2024	Goma	Goma	Bukavu	Goma	Bukavu	Bunia	Bukavu

vendredi 14 juin 2024	Goma	Goma	Bukavu	Goma	Bukavu	Départ Goma	Bukavu
samedi 15 juin 2024	Mise en Commun (Goma)	Mise en Commun (Goma)	Mise en Commun (Goma)	Mise en Commun (Goma)	Mise en Commun (Goma)	Mise en Commun (Goma)	Mise en Commun (Goma)
dimanche 16 juin 2024	Mise en commun et vol CAA le soir de Goma à Kinshasa)	Mise en commun et vol CAA le soir de Goma à Kinshasa)	Mise en commun et vol CAA le soir de Goma à Kinshasa)	Mise en commun et vol CAA le soir de Goma à Kinshasa)	Mise en commun et vol CAA le soir de Goma à Kinshasa)	Mise en Commun (Goma)	Mise en Commun (Goma)
lundi 17 juin 2024	Kinshasa	Kinshasa	Kinshasa	Kinshasa	Kinshasa	Goma	Goma
mardi 18 juin 2024	Kinshasa	Kinshasa	Kinshasa	Kinshasa	Kinshasa	Goma	Goma
mercredi 19 juin 2024	Kinshasa + débriefing	Kinshasa + débriefing	Kinshasa + débriefing	Kinshasa + débriefing	Kinshasa + débriefing	Goma	Goma
jeudi 20 juin 2024	Voyage	Voyage	Voyage	Voyage	Départ Gbadolite		
vendredi 21 juin 2024					Gbadolite		
samedi 22 juin 2024					Gbadolite		
dimanche 23 juin 2024					Gbadolite		
lundi 24 juin 2024					Départ Kinshasa		

Source: EE

Annexe 7: Cartographie des constatations, des conclusions et des recommandations

Recommandation [par ordre numérique]	Conclusions [par numéro(s) de conclusion]	Constatations [par numéro de constatation]
Recommandation 1: Continuer d'affiner la priorisation géographique, des ménages et des modalités sur l'EDS 1	Conclusions 1, 2, 5	
1.1 Renforcer la stratégie interne de priorisation et de couverture des zones avec des besoins IPC 3 et 4 élevés, en tenant compte des différents chocs affectant la RDC, en coordination avec les partenaires et clusters pertinents.	Conclusion 2	Paragraphes 89, 93, 143, 161, 164, 165
1.2 Mieux documenter et expliquer les principes, les critères et les décisions de priorisation de zones, villages et sites d'intervention dans un rapport ⁹ .e	Conclusion 2	Paragraphes 51, 93, 161, 164, 165, 199
1.3 Renforcer, systématiser et formaliser les analyses sur la modalité CBT, sur la base d'études comparatives de faisabilité ¹⁰ et de pertinence ¹¹ des modalités, qui serviront à la prise de décision dans les zones d'intervention et au plaidoyer en faveur d'une flexibilité accrue quant aux modalités financées par les partenaires financiers du PAM.	Conclusion 5	Paragraphes 56, 193, 146, 152, 164 178, 185, 197, 198
1.4 Réviser, valider et disséminer la stratégie d'accès développée dans l'est au niveau national, afin d'uniformiser les comportements et de développer de bonnes pratiques et les capacités adéquates au niveau	Conclusion 1	Paragraphes 170, 171

⁹ Ce rapport déjà demandé par l'un des bailleurs de fonds du PAM pourra avoir une portée interne et externe.

¹⁰ Les critères de faisabilité incluent la fonctionnalité des marchés, la disponibilité d'un mécanisme de paiement et/ou d'un partenaire de services financiers, l'accès aux marchés et aux services financiers et les risques de protection transversaux.

¹¹ Les critères de pertinence incluent l'acceptation et la préférence communautaire et l'acceptation politique. À ces critères s'ajoutent dans le cas du PAM des considérations de chaîne d'approvisionnement, de coût de mise en œuvre et de péremption des aliments en stock.

Recommandation [par ordre numérique]	Conclusions [par numéro(s) de conclusion]	Constatations [par numéro de constatation]
des sous-bureaux ¹² , et appuyer sa mise en œuvre au niveau des BT par la mise en place de groupes de travail dédiés.		
Recommandation 2: Renforcer l'intégration entre les EDS 1 et EDS 2 et 3	Conclusions 3, 5, 6	
2.1 Sur la base des outils et des résultats disponibles, élaborer une stratégie de transition de l'urgence vers la résilience qui définit clairement les rôles du PAM et des parties prenantes dans le domaine de développement, en se basant sur les avantages comparatifs identifiés dans cette évaluation ainsi que les précédentes, et les leçons apprises du BP. Cette stratégie permettrait aussi de soutenir le plaidoyer conjoint auprès des bailleurs de fonds pour mobiliser des ressources adaptées à cette thématique.	Conclusion 3	Paragraphe 54, 55, 64, 72, 75, 76, 79, 80, 94, 105, 182, 183, 185
2.2 Soutenir le plaidoyer conjoint auprès des bailleurs de fonds pour mobiliser des ressources en vue d'une plus forte intégration des activités de nutrition dans les activités de distribution d'urgence et de résilience.	Conclusions 3, 6	Paragraphe 54, 85, 106, 211, 213, 221, 222
2.3 Renforcer le développement de processus et d'outils de conception, mise en œuvre et suivi en collaboration avec UNICEF et la FAO et éventuellement, dans le cadre des partenariats futurs, avec d'autres agences du SNU, ainsi que des acteurs clés tels que les institutions financières et les ONG internationales engagées dans le développement rural, la consolidation de la paix et l'égalité femmes-hommes.	Conclusion 5	Paragraphe 67, 185, 204, 221, 222
2.4 Mettre en place une approche coordonnée de CCS au niveau du BP, en élaborant et en mettant en œuvre un plan d'action CCS, avec des indicateurs clairs et mesurables pour le prochain PSP.	Conclusions 3, 6	Paragraphe 75, 76, 130, 131

¹² Une stratégie d'accès nationale validée par le BP apporterait une légitimité importante à la mise en œuvre de méthodologies d'accès humanitaire. Elle servirait de base et de guide pour les sous-bureaux et permettrait une meilleure adoption par chaque bureau afin d'accompagner les équipes du PAM dans leurs contacts et relations avec les populations et les autorités étatiques ou non étatiques. Cette validation appuierait l'adoption de bonnes pratiques par les équipes et permettrait par la capitalisation de faire évoluer cette stratégie, en se basant sur des éléments concrets et transposables aux équipes. Une stratégie d'accès nationale permettrait une uniformisation de l'intervention du PAM en RDC, en formulant des éléments de langage et des comportements à adopter par les équipes, tous secteurs confondus.

Recommandation [par ordre numérique]	Conclusions [par numéro(s) de conclusion]	Constatations [par numéro de constatation]
Recommandation 3: Renforcer la gestion et l'utilisation des données pour la prise de décision	Conclusions 4, 5	
3.1 Renforcer l'analyse comparative et la triangulation des données AAP, M&E et PSEA. Rendre les analyses disponibles plus rapidement afin de faciliter la prise de décision, en révisant les processus d'analyse de données ainsi que les rôles et responsabilités associés.	Conclusions 4, 5	Paragraphe 77, 78, 157, 158, 206, 238, 239, 240
3.2 Renforcer l'information auprès des ménages assistés sur les dates de distribution, les modalités, les critères de ciblage et, plus généralement, la consultation des ménages lors de la conception et de la mise en œuvre des activités.	Conclusions 4, 5	Paragraphe 56, 148, 152, 153, 154, 155
3.3 Traduction des résultats des analyses de genre en plans d'action réalistes et alimentant des stratégies CCSC contextualisées.	Conclusion 4	Paragraphe 137, 138, 139, 141
Recommandation 4: Accentuer les partenariats stratégiques indispensables à l'atteinte des objectifs	Conclusion 3, 6	
4.1 En collaboration avec le siège ou le Bureau régional, en lien avec la politique de localisation du PAM, établir des accords pluriannuels avec les principaux PC, en particulier pour les programmes de résilience, en les adaptant chaque année en fonction des ressources budgétaires disponibles, tout en intégrant systématiquement des activités de renforcement des capacités et l'implication des partenaires dans la conception et la mise en œuvre des programmes.	Conclusion 6	Paragraphe 192, 194, 226, 229, 230
4.2 Établir des modalités contractuelles plus flexibles et agiles pour permettre aux organisations de la société civile de participer aux objectifs programmatiques et transversaux, notamment en matière d'égalité des genres, d'inclusion et d'AAP, pour une meilleure prise en compte dans le cadre des activités du PAM.	Conclusion 3, 6	Paragraphe 138, 176, 189, 230

Recommandation [par ordre numérique]	Conclusions [par numéro(s) de conclusion]	Constatations [par numéro de constatation]
Recommandation 5: Clarifier le positionnement du PAM en matière de coordination	Conclusion 1	
5.1 Conduire une évaluation au niveau global ou, au moins, une revue interne au niveau de la RDC, sur la pertinence et l'efficacité du cluster Logistique afin de mieux préciser sa stratégie.	Conclusion 1	Paragraphe 84, 125, 126
5.2 En responsabilité partagée avec la TEC au siège et le BR, étudier la possibilité et les modalités de partage des données personnelles des bénéficiaires (disponibles sur SCOPE) avec les autres acteurs humanitaires, qui seraient en mesure de démontrer et de respecter les normes de protection de données. Cela permettrait le ciblage et la distribution d'une assistance multisectorielle aux ménages affectés.	Conclusion 1	Paragraphe 82, 200, 223, 235
5.3 Considérer parmi les priorités, le financement de l'UNHAS pour le prochain PSP, tout particulièrement avec le retrait de la MONUSCO, en accentuant les efforts de financement et en permettant la levée de fonds directe pour l'UNHAS RDC plutôt que le passage via les fonds communs gérés par Rome.	Conclusion 1	Paragraphe 83, 125, 172, 173,

Annexe 8: Liste des personnes interrogées

Pour protéger l'anonymat des personnes interrogées, seule la ventilation des répondants par type d'activité de collecte de données est présentée ci-dessous.

Groupes de discussion communautaires

Tableau 3 — Ventilation des GDC par sous-bureau

Sous-bureau	Nombre de GDC	Nombre de participants	Hommes	Femmes	Hommes (%)	Femmes (%)	Personnes handicapées	Personnes handicapées (%)
Goma	12	104	46	58	44 %	56 %	3	3 %
Béni	8	63	30	33	48 %	52 %	0	0 %
Bunia	14	121	49	72	40 %	60 %	5	4 %
Bukavu	6	62	15	47	24 %	76 %	0	0 %
Gbadolite	4	39	22	17	56 %	44 %	1	3 %
Kalémie	9	82	22	60	27 %	73 %	0	0 %
Kananga	6	68	22	46	32 %	68 %	0	0 %
TOTAL	59	539	206	333	38 %	62 %	9	2 %

Source: EE

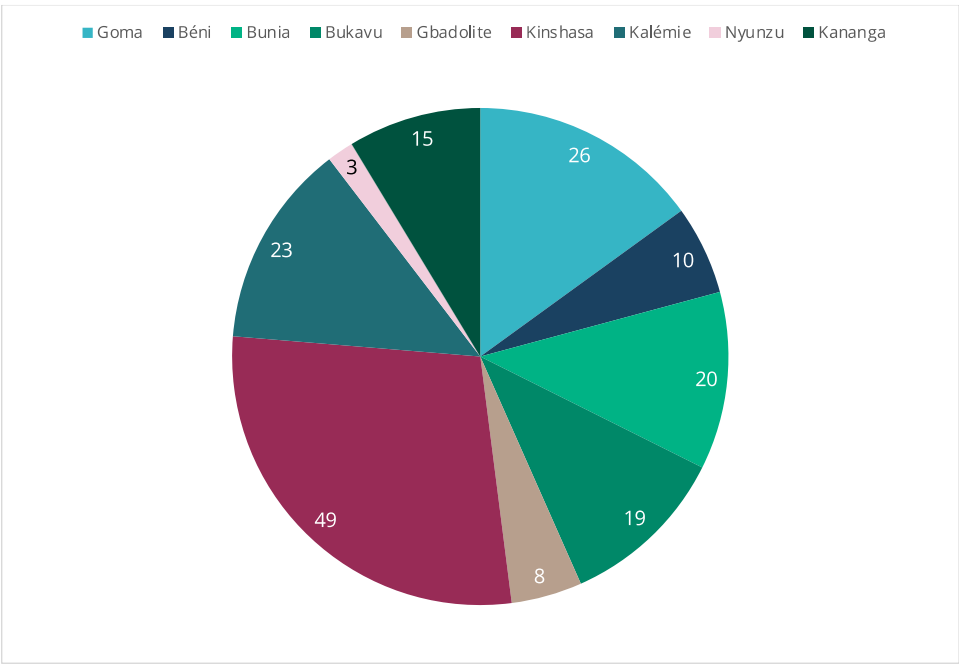
Tableau 4 — Ventilation des GDC par activité

Type de GDC	Nb de GDC	%
Activités de distribution/URT1/urgence:	33	56 %
GDC avec les bénéficiaires (hommes)	14	24 %
GDC avec les bénéficiaires (femmes)	17	29 %
GDC avec les bénéficiaires (mixte) (à ne pas prioriser)	2	3 %
Activités de cantine scolaire:	2	3 %
GDC avec les parents des bénéficiaires	2	3 %
Activités de nutrition:	9	15 %
GDC avec les patients VIH et des activités de nutrition	1	2 %
GDC avec les patients des activités de nutrition	8	14 %
Activités de résilience:	15	25 %
GDC avec les bénéficiaires (membres des organisations paysannes [OP])	8	14 %
GDC avec des membres de la communauté non membres des OP sélectionnées (non bénéficiaires)	3	5 %
GDC sur les changements significatifs spécifiques au genre	4	7 %
TOTAL	59	100 %

Source: EE

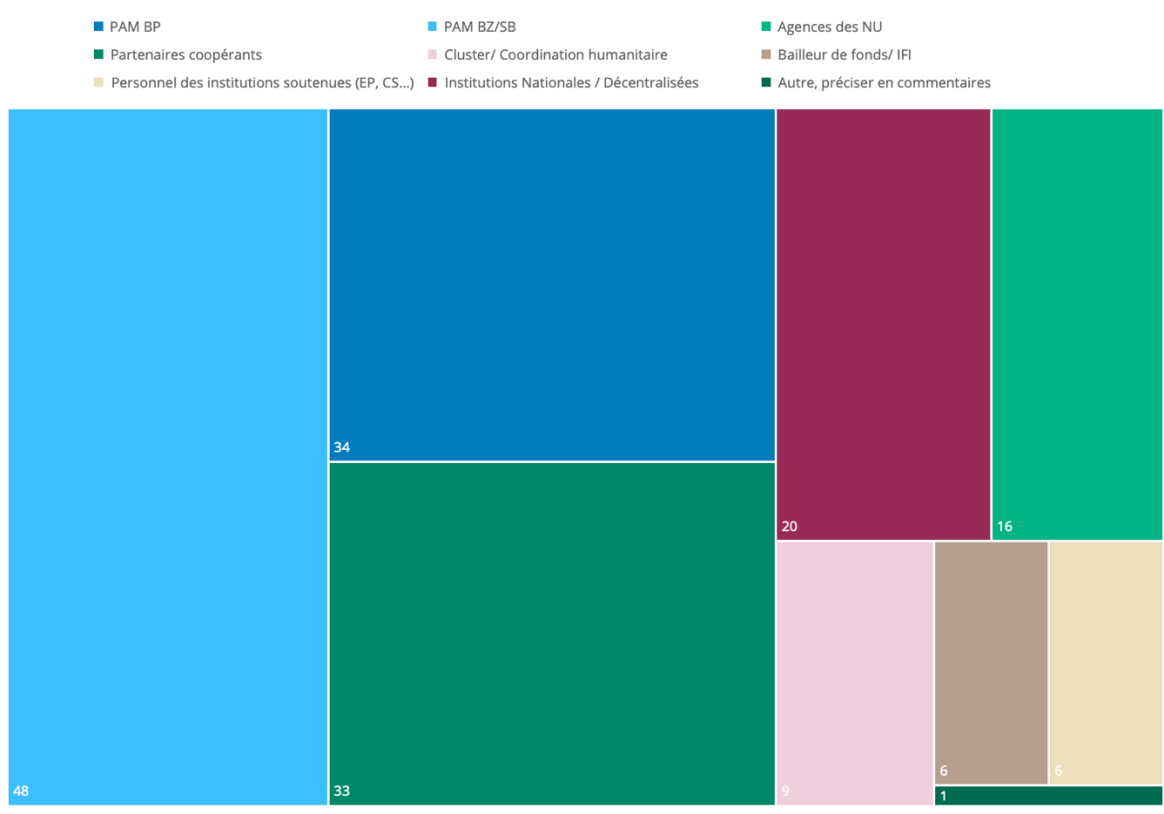
Entretiens avec des personnes clés

Figure 1 — Répartition des répondants des entretiens par bureau de terrain



Source: EE

Figure 2 — Répartition des répondants des entretiens par type d'organisation



Source: EE

Annexe 9: Bibliographie

Bureau du Coordonnateur résident. Février 2021. *Rapport de la revue annuelle 2020 du Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable (UNSDCF 2020-2024)*.

CAAP-T. 2021. *Analyse des conflits et sensibilisation à la cohésion sociale, à la bonne gouvernance et au genre dans le cadre du projet de stabilisation des zones post-conflit prioritaires*.

Cluster CCCM. 2024. *Personnes déplacées internes dans les sites gérés et suivis par le CCCM en RDC*.

Cluster Protection. 2024. *Rapport annuel 2023*.

GNAFC et FSN Network. 2023. *Rapport mondial sur les crises alimentaires*.

Gouvernement RDC. 2020. *Rapport d'Examen National Volontaire des Objectifs de Développement Durable*.

Gouvernement RDC. 2019. *Plan National Stratégique Développement (2019-2023)*.

HI. 2021. *Prise en compte des personnes handicapées dans la réponse humanitaire en RDC - Enquête CAP multisectorielle couplée avec les Questions du Washington Group*.

iMMAP/DFS. 2021. *COVID-19 - Analyse de situation - Type de crise : Épidémique*.

INS. Mars 2021. *Annuaire statistique RDC 2020*.

IPC. 2024. *Analyse IPC de la malnutrition aiguë | Juillet 2023 - Juin 2024*.

IPC. 2023. *RDC - Aperçu de l'insécurité alimentaire aiguë de l'IPC | juillet 2023 – juin 2024*.

IPC. 2021. *DRC: Acute Food Insecurity and Acute Malnutrition Situation September 2021 - August 2022*.

Liégeois. M. et M. Luntumbue. [s. d.]. *Défis et enjeux du plan de retrait de la MONUSCO*.

Ministère de l'agriculture. 2022. *Politique de l'Agriculture Durable de la République Démocratique du Congo*.

MSP/PRONANUT. 2024. *Synthèse de la situation nutritionnelle en RDC*.

OCHA. 2024. *Plan de Réponse Humanitaire - République Démocratique du Congo 2024*.

OCHA. 2023. *Aperçu des besoins humanitaires - République Démocratique du Congo 2024*.

OCHA. 2021. *Plan de Réponse Humanitaire - République Démocratique du Congo 2021*.

OMS. 2023. *Rapport sur le paludisme dans le monde 2023*.

ONU. 2022. *Bilan commun de pays (CCA)*.

PAM. Mai 2024. *Évaluation du plan stratégique de pays du PAM pour la République Démocratique du Congo 2021-2025: Rapport de démarrage. VOL II -ANNEXES*.

PAM. 2024. *Programme Strategy 2024-2025*.

PAM. 2024. *UNHAS - Présentation RDC du 30 avril 2024*.

PAM. 2023. *POS - sécurité aviation*.

PAM. 2023. *Intervention du PAM en RDC (Aperçu)*.

PAM. 2023. *STRATÉGIE D'ACCÈS 2023-2025 - Est de la RDC*.

PAM. 2023. *Stratégie d'engagement communautaire du PAM pour la redevabilité envers les personnes affectées 2021-2026*.

PAM. 2023. *Rapport annuel de pays (ACR)*.

PAM. 2023. *Évaluation du projet de renforcement de la résilience et des systèmes de vie durables des petits exploitants agricoles du Tanganyika*.

PAM. 2023. *Mission d'appui engagement communautaire*.

PAM. 2023. *Présentation partielle des résultats de l'enquête ANJE Ruzizi et Lemera*.

PAM. 2023. *Audit interne des opérations du PAM en RDC*.

PAM. 2023. *Supply Chain Management Unit - Work Plan 2023*.

PAM. 2022. *Révision n°1 du PSP de la RDC (2021-2024) et augmentation du budget correspondant*.

PAM. 2022. *Assistance alimentaire : Que se passe-t-il quand l'assistance en cash s'arrête?*

PAM. 2022. *Country capacity strengthening policy update*.

PAM. 2022. *Rapport d'activité de formation CCSC SBCC, Tanganyika*.

PAM. 2022. *Politique Genre du PAM 2022*.

PAM. 2022. *Rapport de Mission - Évaluation qualitative Dibaya*.

PAM. Avril 2022. *Orientation de l'outil FGD Genre du facilitateur*.

PAM. 2022. *Rapport annuel de pays (ACR)*.

PAM. Janvier 2022. *Rapport succinct de l'évaluation de la riposte du PAM à la pandémie de COVID-19*.

PAM. 2022. *Cadre d'intervention du plan stratégique CCSC*.

PAM. 2022. *Matrice de suivi des recommandations*.

PAM. 2021. *Plan d'action sur la redevabilité envers les populations affectées*.

PAM. 2021. *Plan stratégique du PAM pour 2022-2025*.

PAM. 2021. *Rapport annuel de pays (ACR)*.

PAM. 2021. *Ligne de visée du PSP 2021-24*.

PAM. 2020. *Évaluation décentralisée sur l'alimentation scolaire en urgence (2015-2019) : Rapport de la République Démocratique du Congo*.

PAM. 2020. *Évaluation du Plan stratégique de pays provisoire de la République Démocratique du Congo (2018-2020)*.

PAM. 2020. *Plan stratégique de pays 2021-2024 pour la RDC*.

PAM. 2020. *Audit interne des opérations du PAM en RDC*.

PAM. [s. d.]. *Catalogue des services logistiques à la demande*.

PAM. [s. d.]. *Suivi des recommandations*.

PAM/MINEDUCATION. Mars 2022. *Rapport de l'atelier cantine scolaire*.

PNUD. 2016. *Contextualisation et priorisation des Objectifs de Développement Durable (ODD) en République Démocratique du Congo: Rapport national*.

PNUD, OPHDI. 2022. *Global Multidimensional Poverty Index 2022*.

PRONANUT. 2023. *Surveillance nutritionnelle et suivi des alertes précoces Avril-Juin*.

UNDP. 2024. *Human Development Report 2023/2024*.

UNHCR. 2024. *Statistiques mensuelles des réfugiés et demandeurs d'asile*.

UNHCR. 2024. *RDC: Violences basées sur le genre*.

WFP. 2024. *Update on WFP's role in the collective humanitarian response (2023)*.

WFP. 2024. *Minimum standards for gender mainstreaming - DRC*.

WFP. 2024. *Food diversion analysis N°1 Ituri, Nord Kivu and Sud Kivu*.

WFP. 2024. *Risk management committee meeting*.

WFP. 2024. *Global assurance standards*.

WFP. 2024. *Tanganyika Programme Strategy 2024-2027*.

WFP. 2023. *Climate crisis and action in DRC*.

WFP. 2023. *WFP response in Ituri, North Kivu and South Kivu*.

WFP. 2023. *Analysis of policy gaps*.

WFP. 2023. *DRC Staffing Dashboard as of 30/09/2023*.

WFP. 2023. *Scale Up Programme Strategy*.

WFP. 2023. *WFP Global Operational Response Plan 2023 - Update #8*.

WFP. 2023. *Evaluation of WFP's Policy on Country Strategic Plans*.

WFP. 2023. *Corporate Scale-Up Activation Decision Memorandum for the WFP Emergency Response to the Emergency in Eastern DRC (North Kivu, South Kivu, Ituri)*.

WFP. 2023. *Scoping Study Social Protection in the DRC – Entry points and recommendations*.

WFP. 2023. *The Cost of Inadequate Assistance in the DRC*.

WFP. 2023. *Mid-term review of The Democratic Republic of Congo: An internal review of WFP's Country Strategic Plan*.

WFP. 2023. *WFP Cash Policy: Harnessing the power of money to help people survive and thrive*.

WFP. 2022. *Ration Size & Economies of Scale Pilot - research protocol*.

WFP. 2022. *Peacebuilding evaluation workshop*.

WFP. 2022. *Evaluation Synthesis of WFP's Performance Measurement and Monitoring 2018-2021*.

WFP. 2021. *Scaling up Access to Energy for WFP beneficiaries and supported schools in the DRC*.

WFP. 2021. *Strategy for Support to Social Protection*.

WFP. 2020. *Partnership Action Plan DEMOCRATIC REPUBLIC OF CONGO*.

WFP. 2020. *Democratic Republic of the Congo country strategic plan (2021-2024)*.

WFP. 2020. *Towards conflict-sensitive programming in DRC conflict analyses and recommendations on how to AVOID fueling conflicts and contribute to peace and conflict transformation*.

WFP. 2020. *Final report towards conflict sensitive programming in DRC*.

WFP. 2020. *Strategic Evaluation of WFP's Capacity to Respond to Emergencies Evaluation Report: Volume I*.

WFP. [s. d.]. *Country Strategic Plan Revision: Democratic Republic of Congo Country Strategic Plan, revision 02*.

WFP. [s. d.]. *Guidance Note for Climate Change Adaptation & Disaster Risk Reduction*.

Annexe 11: Indicateurs contextuels de la RDC

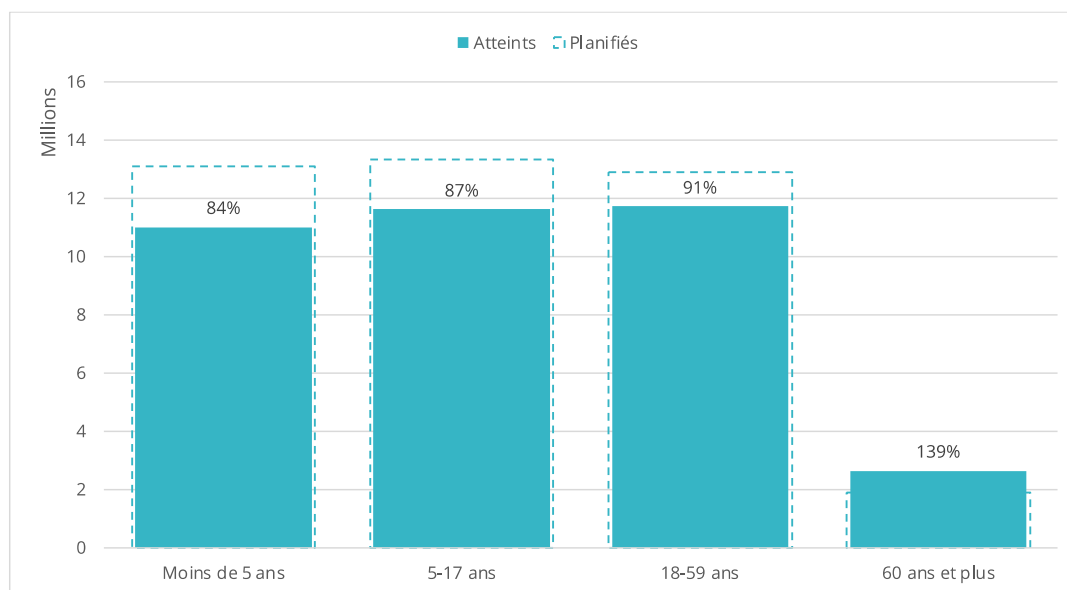
Thème	Indicateurs	Résultats pour la RDC	Source
Démographie	i) Population totale ventilée par sexe et groupe d'âge	Population totale: 102,3 millions	Banque mondiale (2023) (consulté le 30 juillet 2024)
		Femmes: 51,5 millions (50 %)	
		Hommes: 50,7 millions (50 %)	
		[0-14 ans]: 47,6 millions (47 %)	
		[15-64 ans]: 51,7 millions (51 %)	
		[65 ans et plus]: 3,0 millions (3 %)	
	ii) Espérance de vie	60 ans	Banque mondiale (2022) (consulté le 30 juillet 2024)
	iii) Taux de fécondité	6,1 enfants/femme	Banque mondiale (2022) (consulté le 30 juillet 2024)
	iv) Taux de natalité chez les adolescentes	Une femme sur quatre de 20 à 24 ans a eu un enfant avant 18 ans	OCHA. 2023. <i>Aperçu des besoins humanitaires RDC 2024</i> .
Indicateurs macroéconomiques	Taux de pauvreté multidimensionnelle	65 %	PNUD, OPHDI. 2022. <i>Global Multidimensional Poverty Index 2022</i> .
	Ratio de la population pauvre disposant de moins de 1,90 \$ par jour (2011 PPA) (% de la population)	78,9 %	Banque mondiale (2020) (consulté le 30 juillet 2024)
	Coefficient de Gini	44,7	Banque mondiale (2020) (consulté le 30 juillet 2024)

Thème	Indicateurs	Résultats pour la RDC	Source
Sécurité alimentaire et nutritionnelle	Niveau d'insécurité alimentaire	25,4 millions dont 21,8 millions (P3) 3,5 millions (P4)	Integrated Food Security Phase Classification. 2023. <i>Democratic Republic of the Congo: Acute Food Insecurity Situation for July - December 2023 and Projection for January - June 2024</i>
	Malnutrition aiguë	1,1 million de FEFA MAM: 2,1 millions d'enfants MAS: 802 000 enfants	OCHA. 2023. <i>Aperçu des besoins humanitaires RDC 2024</i> .
	Retard de croissance ventilé par sexe	40,3 %	PAM (2022) (consulté le 10 septembre 2024)
	Émaciation ventilée par sexe	6,4 %	PAM (2022) (consulté le 10 septembre 2024)
Agriculture	Rendement des céréales (kg par hectare)	816 kg/hectare	Banque mondiale (2022) (consulté le 30 juillet 2024)
	Productivité des petits exploitants agricoles	<i>Non disponible</i>	N/A
	Pourcentage de l'agriculture dans le PIB	17,4 %	Banque mondiale (2023) (consulté le 30 juillet 2024)
Éducation	Taux d'alphabétisation	81 %	Banque mondiale (2022) (consulté le 30 juillet 2024)
	Taux d'achèvement de l'enseignement primaire	Total: 83 % Femmes: 79 % Hommes: 86 %	Banque mondiale (2021) (consulté le 30 juillet 2024)
	Taux de scolarisation primaire par sexe	Total: 69 % Femmes: 66 % Hommes: 86 %	Banque mondiale (2014) (consulté le 30 juillet 2024)
	Niveau d'éducation, achèvement du deuxième cycle des études secondaires au minimum, population de 25 ans et plus (%)	Total: 25,2 %	Banque mondiale (2018) (consulté le 30 juillet 2024)

Annexe 12: Données complémentaires

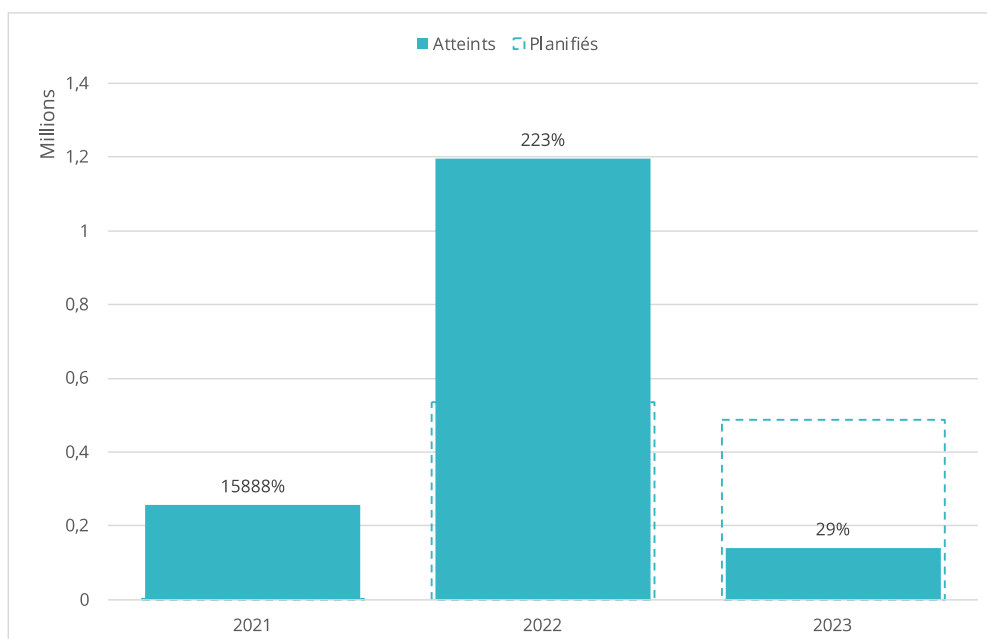
Données sur les bénéficiaires

Figure 3 — Nombre de bénéficiaires planifiés et atteints par âge



Source: COMET

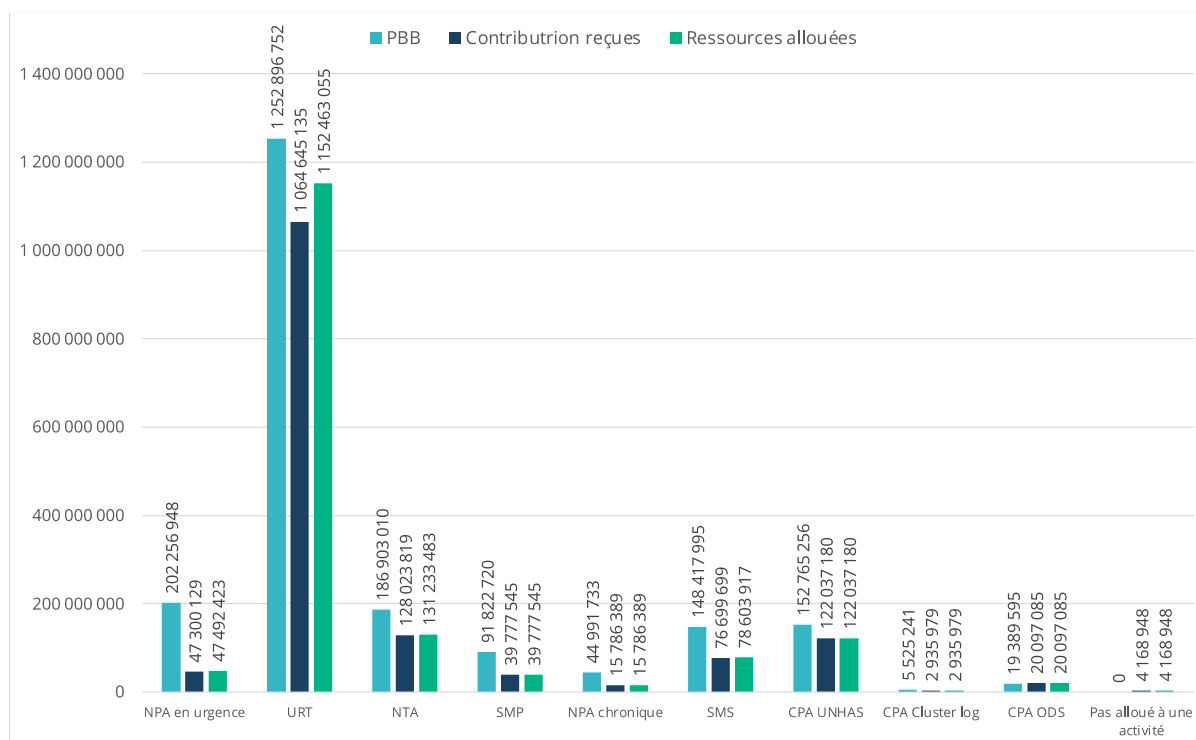
Figure 4 — Nombre de bénéficiaires du renforcement des capacités planifiés et atteints par année



Source: COMET

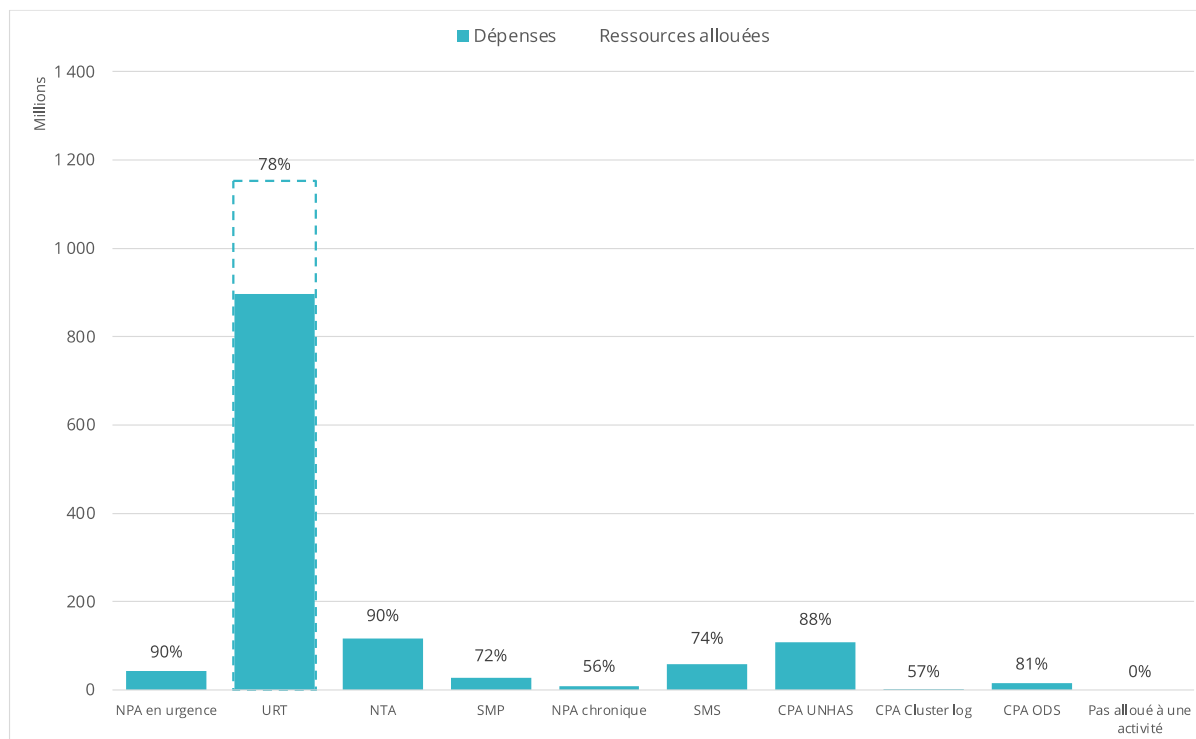
Données financières

Figure 5 — Financements prévus (PBB), contributions reçues et ressources allouées par activité



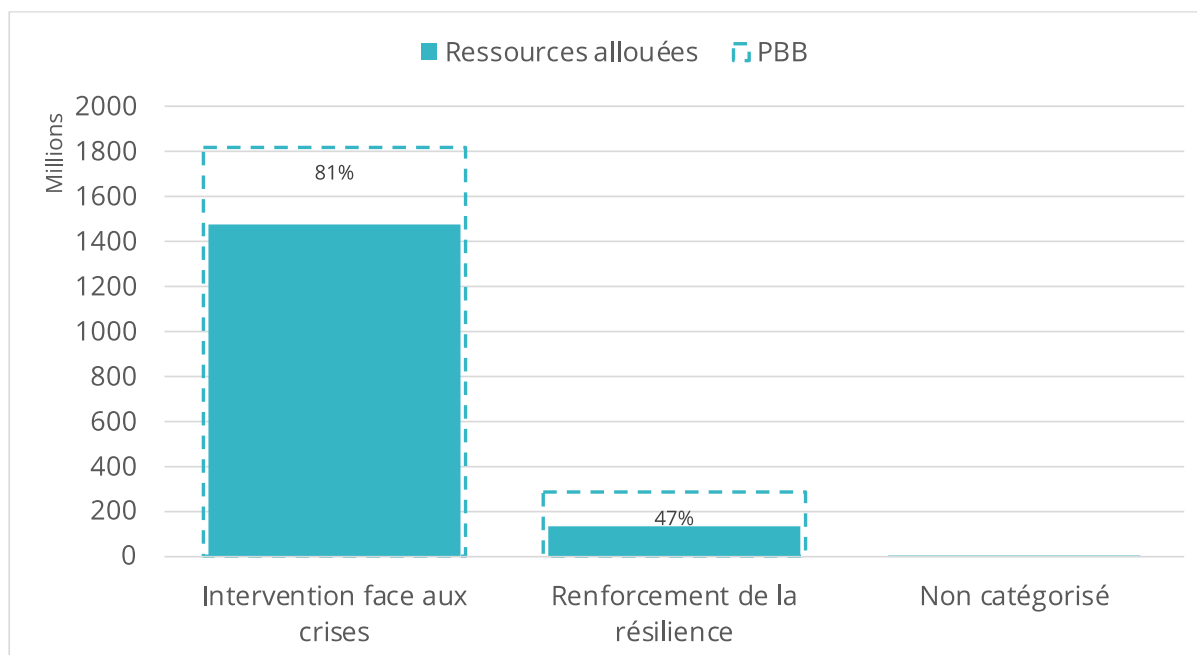
Source: Cumulative fin overview 30.6.24

Figure 6 — Dépenses et ressources allouées par activité



Source: Cumulative fin overview 30.6.24

Figure 7 — Financements prévus (PBB) et ressources allouées (PMEO) par domaine d'action



Source: Cumulative fin overview 30.6.24)

Tableau 5 – Présentation générale du PBB, du PMEO et des dépenses par activité et par année

Année	Activité	PBB	PEO	Dépenses	% PMEO/PBB	% dépenses/PMEO
2021	1	210 348 062,53	205 464 996,77	192 444 753,34	98 %	94 %
	2	47 385 706,01	31 237 310,99	21 971 180,96	66 %	70 %
	3	57 093 091,01	22 476 632,52	15 264 192,86	39 %	68 %
	4	14 843 350,28	10 280 610,22	6 323 157,87	69 %	62 %
	5	9 960 712,33	3 651 633,56	2 333 442,39	37 %	64 %
	6	27 415 514,73	26 059 439,13	19 269 340,16	95 %	74 %
	7	37 931 204,65	31 861 227,62	28 052 206,01	84 %	88 %
	8	1 328 077,76	1 285 599,47	761 210,66	97 %	59 %
	9	4 807 271,50	3 945 087,35	3 456 777,56	82 %	88 %
2022	1	344 668 048,27	222 290 998,36	213 238 405,61	64 %	96 %
	2	52 980 734,46	39 757 767,18	30 002 074,59	75 %	75 %
	3	52 768 191,20	13 085 286,31	10 623 827,81	25 %	81 %
	4	19 738 169,83	11 283 357,93	9 065 863,45	57 %	80 %
	5	11 632 551,33	4 916 076,53	2 513 279,71	42 %	51 %
	6	36 544 878,74	23 049 290,44	12 781 191,53	63 %	55 %

	7	38 094 806,89	31 298 137,11	26 258 590,13	82 %	84 %
	8	1 361 682,40	690 399,72	725 041,38	51 %	105 %
	9	4 832 311,95	5 163 958,50	5 871 965,82	107 %	114 %
2023	1	348 258 932,44	372 384 307,97	322 984 960,88	107 %	87 %
	2	47 717 835,76	34 679 352,34	29 487 729,61	73 %	85 %
	3	47 738 471,86	9 318 070,72	6 735 871,86	20 %	72 %
	4	24 581 550,14	12 597 120,52	8 768 517,23	51 %	70 %
	5	11 676 171,02	7 010 743,90	2 813 989,20	60 %	40 %
	6	40 417 083,67	26 034 188,53	22 467 809,47	64 %	86 %
	7	38 272 771,00	38 605 017,86	34 766 957,93	101 %	90 %
	8	1 398 048,02	314 599,72	214 566,69	23 %	68 %
	9	4 859 856,45	4 991 856,45	5 212 111,97	103 %	104 %
2024	1	349 621 708,84	418 756 679,00	144 751 324,28	120 %	35 %
	2	38 818 733,36	30 048 449,85	15 670 833,71	77 %	52 %
	3	44 657 193,96	5 884 230,01	3 991 713,24	13 %	68 %
	4	32 659 649,76	10 373 783,74	2 862 373,00	32 %	28 %
	5	11 722 298,56	5 816 915,12	942 062,39	50 %	16 %
	6	44 040 517,91	20 387 058,24	3 670 338,91	46 %	18 %

	7	38 466 473,22	36 107 303,10	18 343 862,36	94 %	51 %
	8	1 437 432,72	1 535 277,00	15 971,59	107 %	-1 %
	9	4 890 155,39	5 955 015,51	1 776 941,00	122 %	30 %
TOTAL		2 104 969 249,95	1 728 597 779,29	1 226 402 493,98	S.O.	S.O.

Source: CSP CPB_Plan_vs_Actuals_Report 4.7.24

Analyses coût-efficience

Tableau 6 - Nombre de bénéficiaires

	2021	2022	2023	2024
Act. 1	4 043 405	3 799 078	4 009 318	0
> Act. 1 vivres	2 635 609	2 389 207	2 044 074	0
> Act. 1 espèces	1 407 796	1 409 871	1 965 244	0
Act. 2	1 185 542	1 093 801	942 125	0
Act. 3	653 302	698 594	227 520	0
Act. 4	264 621	246 532	244 971	0
Act. 5	13 551	141 500	224 666	0
Act. 6	102 222	14 644	155 507	0
Act. 7				
Act. 8				
Act. 9				

Source: CPB_Plan_vs_Actuals_Report, COMET, Summary_comparison_Actuals_vs_NBP,_Partnership_and_FRN_v2.0

Tableau 7 - Valeur de transfert par ménage

	2021	2022	2023	2024
Act. 1	28 \$	29 \$	49 \$	#DIV/0!
> Act. 1 vivres	16 \$	20 \$	53 \$	
> Act. 1 espèces	51 \$	45 \$	44 \$	
Act. 2	7 \$	9 \$	17 \$	#DIV/0!
Act. 3	11 \$	3	13 \$	#DIV/0!
Act. 4	13 \$	11 \$	16 \$	#DIV/0!
Act. 5	53 \$	7 \$	5 \$	#DIV/0!
Act. 6	42 \$	28 \$	28 \$	#DIV/0!
Act. 7				
Act. 8				
Act. 9				

Source: CPB_Plan_vs_Actuals_Report, COMET, Summary_comparison_Actuals_vs_NBP,_Partnership_and_FRN_v2.0

Tableau 8 - Coût direct de mise en œuvre par bénéficiaire

	2021	2022	2023	2024
Act. 1	19 \$	26 \$	32 \$	#DIV/0!
> Act. 1 vivres	22 \$	32 \$	48 \$	
> Act. 1 espèces	14 \$	17 \$	15 \$	
Act. 2	11 \$	19 \$	15 \$	#DIV/0!
Act. 3	13 \$	12 \$	16 \$	#DIV/0!
Act. 4	11 \$	26 \$	19 \$	#DIV/0!
Act. 5	120 \$	11 \$	8 \$	#DIV/0!
Act. 6	147 \$	846 \$	116 \$	#DIV/0!
Act. 7				
Act. 8				
Act. 9				

Source: CPB_Plan_vs_Actuals_Report, COMET, Summary_comparison_Actuals_vs_NBP_Partnership_and_FRN_v2.0

Tableau 9 - Coût total par bénéficiaire

	2021	2022	2023	2024
Act. 1	50 \$	59 \$	85 \$	#DIV/0!
> Act. 1 vivres	42 \$	57 \$	110 \$	
> Act. 1 espèces	75 \$	76 \$	69 \$	
Act. 2	19 \$	29 \$	33 \$	#DIV/0!
Act. 3	24 \$	16 \$	31 \$	#DIV/0!
Act. 4	25 \$	39 \$	38 \$	#DIV/0!
Act. 5	180 \$	19 \$	13 \$	#DIV/0!
Act. 6	197 \$	923 \$	152 \$	#DIV/0!
Act. 7				
Act. 8				
Act. 9				

Source: CPB_Plan_vs_Actuals_Report, COMET, Summary_comparison_Actuals_vs_NBP_Partnership_and_FRN_v2.0

Atteinte des indicateurs de performance

Activité	Spécification	2021	2022	2023
Toutes	# — Indicateur rapporté	445	397	476
	% — Indicateur atteint	74 %	67 %	68 %
URT	# — Indicateur rapporté	83	70	143
	% — Indicateur atteint	65 %	43 %	66 %
NPA	# — Indicateur rapporté	46	42	31
	% — Indicateur atteint	65 %	58 %	37 %
NTA	# — Indicateur rapporté	282	265	207
	% — Indicateur atteint	93 %	94 %	81 %
SMP	# — Indicateur rapporté	10	10	4
	% — Indicateur atteint	0 %	40 %	50 %
SAMS	# — Indicateur rapporté	22	8	90
	% — Indicateur atteint	89 %	67 %	87 %
CPA	# — Indicateur rapporté	2	2	1
	% — Indicateur atteint	50 %	100 %	100 %

Numéro d'activité	Code d'activité	Indicateur d'effet	Province	Groupe cible	Modalité	Cible 2021	Valeur atteinte 2021	Cible 2022	Valeur atteinte 2022	Cible 2023	Valeur atteinte 2023
1	URT	Indice de stratégies de subsistance basées sur la consommation (moyenne)	Haut-Katanga	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 12,58	10,98				
			Haut-Katanga	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres	< 15,55	14,92	< 14,92	21,59		
			Ituri	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 26,15	14,39	< 14,39	10,55	< 13,35	8,79
			Ituri	Réfugiés	Espèces	< 13,5	10,91	< 10,91	8,85		
			Kasaï	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 24,06	15,73	< 15,73	13,74	< 19,08	15,98
			Kasaï Central	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 17,89	20,18	< 17,89	11,46		
			Kasaï Oriental	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 15,8	13,8	< 13,8	7,8		
			Kasaï Oriental	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres	< 16,55	15,9	< 15,9	6,58	< 16,55	8,95
			Nord-Kivu	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 22	10,5	< 10,5	13,93	< 22	18,57
			Nord-Kivu	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres	< 15,05	15,5	< 15,05	20,47	< 15,05	17,49
			Nord-Ubangi	Réfugiés	Espèces	< 12,13	7,47	< 7,47	11,32	< 8,88	7,88

			Sud-Kivu	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres					< 31,3	13,19
			Sud-Kivu	Réfugiés	Espèces	< 21,9	23,44	< 21,9	23,76	< 23,44	16,46
			Sud-Ubangi	Réfugiés	Espèces	< 14,04	11,5	< 11,5	11,7	< 9,45	8,91
			Tanganyika	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 12,95	17,11	< 12,95	14,66		
			Tanganyika	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres	< 13,61	17	< 13,61	16,56	< 25,68	19,49
		Pourcentage de ménages avec un score de consommation alimentaire bas	Haut- Katanga	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 68,5	60,5				
			Haut- Katanga	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres	< 67,9	15	< 15	23,42		
			Ituri	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 37,8	11,6	< 37,8	37,31	< 37,31	54,6
			Ituri	Réfugiés	Espèces	< 53,2	38,4	< 11,6	38,78		
			Kasaï	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 30,6	38,9	< 30,6	18		
			Kasaï	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres					< 9,79	55
			Kasaï Central	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 75,7	18,3	< 40,6	42,26		

			Kasaï Central	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 75,7	40,6				
			Kasaï Oriental	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 68	59,6	< 59,6	21,7		
			Kasaï Oriental	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres	< 82,5	73,8	< 73,8	2,11	< 82,5	17,4
			Nord-Kivu	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 71,6	23,4	< 23,4	39,86	< 71,6	30,4
			Nord-Kivu	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres	< 76,9	4,8	< 4,8	38,78	< 66,5	34,9
			Nord-Ubangi	Réfugiés	Espèces	< 34,8	17	< 17	45,8	< 45,8	10,9
			Sud-Kivu	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres					< 92,66	14,86
			Sud-Kivu	Réfugiés	Espèces	< 44,6	47,2	< 43,6	47,2	< 47,2	64,2
			Sud-Kivu	Réfugiés	Espèces	< 52,2	44,6	< 43,6	47,2		
			Sud-Ubangi	Réfugiés	Espèces	< 16,7	41,9	< 16,7	23,9	< 23,9	15,04
			Tanganyika	Déplacés/ résidents/ retournés	Espèces	< 69,3	50,3	< 50,3	15,6		
			Tanganyika	Déplacés/ résidents/ retournés	Vivres	< 62,8	29,3	< 29,3	73,1	< 62,8	51,99
2	NTA	Taux d'abandon du traitement de la	Haut-Katanga	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0,06		

		malnutrition aiguë modérée	Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0		
			Ituri	Enfants	Vivres	< 15	0,27	< 15	0,2		
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0,19		
			Kasaï	Enfants	Vivres	< 15	0,3	< 15	0,3		
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0,16		
			Kasaï Central	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0,33		
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0,21		
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0,05		
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0,06		
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres	< 15	0,14	< 15	0,49		
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0,03		
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres	< 15	0,03	< 15	0,71		

			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0,04	< 15	2,73		
			Tanganyika	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0		
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0		
		Taux de mortalité du traitement de la malnutrition aiguë modérée	Haut-Katanga	Enfants	Vivres	< 3	0	< 3	0,1		
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 3	0	< 3	0		
			Ituri	Enfants	Vivres	< 3	0	< 3	0		
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 3	0	< 3	0,01		
			Kasaï	Enfants	Vivres	< 3	0,01	< 3	0		
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 3	0	< 3	0		
			Kasaï Central	Enfants	Vivres	< 3	0	< 3	0,01		
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 3	0	< 3	0		
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres	< 3	0	< 3	0		

			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 3	0	< 3	0		
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres	< 3	0	< 3	0		
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 3	0	< 3	0,01		
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres	< 3	0,02	< 3	0,02		
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 3	0,01	< 3	0,01		
			Tanganyika	Enfants	Vivres	< 3	0	< 3	0		
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 3	0	< 3	0		
		Taux de non-réponse au traitement de la malnutrition aiguë modérée	Haut-Katanga	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0,57		
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0		
			Ituri	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0,08		
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0,03		
			Kasaï	Enfants	Vivres	< 15	0,22	< 15	0,23		
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0,38	< 15	0,13		

			Kasaï Central	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0,8		
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0,19		
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0,81		
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0,79		
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres	< 15	0,02	< 15	0,03		
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0		
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres	< 15	0,04	< 15	7,65		
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0,04	< 15	0,51		
			Tanganyika	Enfants	Vivres	< 15	0	< 15	0		
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	< 15	0	< 15	0		
		Taux de guérison du traitement de la malnutrition aiguë modérée	Haut-Katanga	Enfants	Vivres	> 75	100	> 75	99,33		98,24
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 75	100	> 75	100		100
			Ituri	Enfants	Vivres	> 75	99,73	> 75	99,71		

		Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 75	99,73	> 75	99,76		
		Kasaï	Enfants	Vivres	> 75	99,47	> 75	99,35		
		Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 75	99,62	> 75	99,71		
		Kasaï Central	Enfants	Vivres	> 75	100	> 75	98,85		99,18
		Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 75	99,6	> 75	99,6		
		Kasaï Oriental	Enfants	Vivres	> 75	100	> 75	99,14		99,17
		Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 75	98,55	> 75	99,15		
		Nord-Kivu	Enfants	Vivres	> 75	99,32	> 75	90,4		
		Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 75	99,92	> 75	99,96		
		Sud-Kivu	Enfants	Vivres	> 75	99,9	> 75	91,8		
		Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 75	99,85	> 75	96,75		
		Tanganyika	Enfants	Vivres	> 75	100	> 75	100		99,61

			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 75	100	> 75	100		99,99
		Taux d'abandon du traitement de la malnutrition aiguë modérée	Haut- Katanga	Enfants	Vivres		0		0,06		0
			Haut- Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Ituri	Enfants	Vivres		0,27		0,2		6,76
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,19		1,45
			Kasaï	Enfants	Vivres		0,3		0,3		0,29
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,16		0,19
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0,33		0,15
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,21		0,12
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0,05		0,09
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,06		0
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0,14		0,49		0,32

			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,3		0,07
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0,03		0,71		2,26
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0,04		2,73		2,25
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		0
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0,01
		Taux d'abandon du traitement de la malnutrition aiguë modérée/Nombre d'abandons	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0		0
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Ituri	Enfants	Vivres		0		0		1775
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		517
			Kasaï	Enfants	Vivres		0		0		83
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		51
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0		59

			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		23
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		16
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		116
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		16
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		52668
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		1190
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		0
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		2
		Taux d'abandon du traitement de la malnutrition aiguë modérée/Nombre de sorties	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0		2238
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		3081

		Ituri	Enfants	Vivres		0		0		26260
		Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		35670
		Kasai	Enfants	Vivres		0		0		28728
		Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		27005
		Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0		39587
		Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		19372
		Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		17332
		Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		7634
		Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		36187
		Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		22608
		Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		1190

			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		52896
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		41395
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		24407
		Taux de mortalité du traitement de la malnutrition aiguë modérée	Haut- Katanga	Enfants	Vivres		0		0,1		0
			Haut- Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Ituri	Enfants	Vivres		0		0		0
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,01		0
			Kasaï	Enfants	Vivres		0,01		0		0,02
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0,01		0,01
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		0,01

			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		0,02
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,01		0
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0,02		0,02		0,01
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0,01		0,01		0,01
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		0
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
		Taux de mortalité du traitement de la malnutrition aiguë modérée/Nombre de décès	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0		0
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Ituri	Enfants	Vivres		0		0		0
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Kasaï	Enfants	Vivres		0		0		6

			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0		4
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		2
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		7
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		5
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		4
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		0
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0

			Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0		4909
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		3081
			Ituri	Enfants	Vivres		0		0		26260
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		35670
			Kasaï	Enfants	Vivres		0		0		28728
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		27005
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0		39587
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		19372
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		17332
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		7634
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		36187

			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		22608
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		52668
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		52896
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		41395
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		20407
		Taux de non-réponse au traitement de la malnutrition aiguë modérée	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0,57		1,76
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Ituri	Enfants	Vivres		0		0,08		0,26
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,03		0
			Kasaï	Enfants	Vivres		0,22		0,23		0,22
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0,38		0,13		0,07
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0,8		0,67

			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,19		0
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0,81		0,73
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0,79		0,94
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0,02		0,03		0,15
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0,03
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0,04		7,65		4,2
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0,04		0,51		6,25
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		0,39
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
		Taux de non-réponse au traitement de la malnutrition aiguë modérée/Nombre de sorties	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0		4909
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		3081
			Ituri	Enfants	Vivres		0		0		26260

		Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		35670
		Kasaï	Enfants	Vivres		0		0		28728
		Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		27005
		Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0		39587
		Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		19372
		Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		17332
		Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		7634
		Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		36187
		Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		22608
		Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		52668
		Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		52896

			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		41395
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		24407
		Taux de non-réponse au traitement de la malnutrition aiguë modérée/Nombre de non-répondants au traitement	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0		86
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Ituri	Enfants	Vivres		0		0		68
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Kasaï	Enfants	Vivres		0		0		63
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		19
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0		265
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		127

			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		72
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		54
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		7
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		2212
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		3306
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		161
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		0
		Taux de guérison du traitement de la malnutrition aiguë modérée	Ituri	Enfants	Vivres		99,73		99,71		92,98
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		99,73		99,76		98,55
			Kasaï	Enfants	Vivres		99,47		99,35		99,47
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		99,71		99,62		99,73

			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		99,6		99,6		99,88
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		99,2		90,4		99,52
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		99,92		99,96		99,9
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		99,9		91,8		99,47
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		99,85		96,75		91,49
		Taux de guérison du traitement de la malnutrition aiguë modérée/Nombre de sorties	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0		4823
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		3081
			Ituri	Enfants	Vivres		0		0		24417
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		35153
			Kasaï	Enfants	Vivres		0		0		28576
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		26932
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0		39262

			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		19349
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		17188
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		7562
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		36013
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		22585
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		49260
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		48395
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		41234
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		24405
		Taux de guérison du traitement de la malnutrition aiguë modérée/Nombre de personnes guéries	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		0		0		4909
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		3081

		Ituri	Enfants	Vivres		0		0		26260
		Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		35670
		Kasaï	Enfants	Vivres		0		0		28728
		Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		27005
		Kasaï Central	Enfants	Vivres		0		0		39587
		Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		19372
		Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		0		0		17332
		Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		7633
		Nord-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		36187
		Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		22608
		Sud-Kivu	Enfants	Vivres		0		0		49522

			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		52896
			Tanganyika	Enfants	Vivres		0		0		41395
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		0		0		24407
		Nombre de politiques, programmes et composantes des systèmes nationaux de sécurité alimentaire et de nutrition améliorés grâce au renforcement des capacités du PAM (nouveau)		Tous	Renforcement des capacités	= 3	3	= 3	3		
		Nombre de politiques, stratégies, programmes et autres composantes du système national contribuant à l'objectif Faim zéro et aux autres ODD, améliorés grâce au renforcement des capacités du PAM		Tous	Renforcement des capacités	= 3	3			= 3	
		Pourcentage de cas de malnutrition aiguë modérée atteints par les services de traitement (couverture)	Haut-Katanga	Enfants	Vivres		100			> 50	97,8
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		29,6			> 50	62,8

		Ituri	Enfants	Vivres		100		> 50	94,3
		Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		100		> 50	100
		Kasaï	Enfants	Vivres		95,6		> 50	32,8
		Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		25,2		> 50	34,25
		Kasaï Central	Enfants	Vivres		30,1		> 50	89,6
		Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		44,8		> 50	57,64
		Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		31,3		> 50	52,5
		Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		15,7		> 50	33,81
		Nord-Kivu	Enfants	Vivres		100		> 50	100
		Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		100		> 50	64,04
		Sud-Kivu	Enfants	Vivres		98,8		> 50	100

			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		56,9			> 50	93,97
			Tanganyika	Enfants	Vivres		100			> 50	100
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		46,3			> 50	88,51
		Proportion de la population éligible participant au programme (couverture)	Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 50	29,6	≥ 66	52		
			Ituri	Enfants	Vivres	> 50	100	> 50	100		
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 50	100	≥ 66	100		
			Kasaï	Enfants	Vivres	> 50	95,6	> 63,3	100		
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 50	25,2	≥ 66	39		
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		30,1	> 50	100		
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 50	44,8	≥ 66	53		
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres	> 50	31,3	≥ 66	100		

			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 50	15,7	≥ 66	37		
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres	> 50	100	≥ 66	100		
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 50	100	≥ 66	70		
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres	> 50	98,8	≥ 66	86,9		
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 50	56,9	≥ 66	100		
			Tanganyika	Enfants	Vivres	> 50	100	≥ 66	86		
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 50	46,3	≥ 66	35		
3	NPA	Diversité alimentaire minimale – Femmes	Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 20	22,6	> 22,6	25,8		
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 3,4	46,6	> 3,4	32,8		
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 14,5	14,5	> 14,5	44,1		
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 42,5	32,2	> 42,5	41,2		

			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 11,9	16,9	> 11,9	23,1		
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 46,1	45,3	> 46,1	31,1		
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 18,9	52,8	> 18,9	51,5		
		Diversité alimentaire minimale 6-23 mois (MDD)	Kasaï	Enfants 6-23 mois	Vivres					≥ 24,68	50,43
			Kasaï Central	Enfants 6-23 mois	Vivres					≥ 39,09	24,55
			Kasaï Oriental	Enfants 6-23 mois	Vivres					≥ 53,2	44,9
			Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 11,4	41,6				
			Kasaï	Enfants 6-23 mois	Vivres					≥ 30,59	26,22
			Kasaï Central	Enfants 6-23 mois	Vivres					≥ 35,4	23,95
			Kasaï Oriental	Enfants 6-23 mois	Vivres					≥ 32,4	13,3
		Pourcentage de cas de malnutrition aiguë modérée atteints par les services de traitement (couverture)	Kasaï	Enfants	Vivres	≥ 50	63,3				
		Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant une	Ituri	Enfants 6-23 mois	Vivres	> 18,5	28,3	> 28,3	33,1		
			Kasaï	Enfants 6-23 mois	Vivres	> 12,7	18,4	> 12,7	18,8	≥ 14,6	18,83

		alimentation minimale acceptable	Kasaï Central	Enfants 6-23 mois	Vivres	≥ 13,3	1,7	≥ 13,3	30	≥ 18,58	5,69
			Kasaï Oriental	Enfants 6-23 mois	Vivres	> 11,7	3,2	> 11,7	22,3	≥ 21,4	10,2
			Nord-Kivu	Enfants 6-23 mois	Vivres	> 17,8	15,6	> 17,8	45		
			Sud-Kivu	Enfants 6-23 mois	Vivres	≥ 33,2	27,8	≥ 33,2	43,8		
			Tanganyika	Enfants 6-23 mois	Vivres	≥ 23,3	19	≥ 23,3	39,9		
		Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (adhérence)	Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 66	18,7				
			Ituri	Enfants	Vivres	> 66	92,7	> 92,7	56,3		
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 66	96,5	> 96,5	55		
			Kasaï	Enfants	Vivres	> 66	70,3	> 66	78,6	> 78,6	80,5
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	≥ 66	71,9	≥ 66	74		
			Kasaï Central	Enfants	Vivres	> 66	53	> 66	67,1	> 67,1	74,55
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres	> 66	76,1	> 76,1	72,7	> 72,7	92,26
			Tanganyika	Enfants	Vivres	> 66	90,5	> 66	59,9	> 66	52,1

			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 66	85,6	> 85,6	59,8		
		Proportion de la population éligible atteinte par le programme de prévention de la malnutrition (couverture)	Haut-Katanga	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		29,6	≥ 66	52		
			Ituri	Enfants	Vivres		100		100	> 50	58,5
			Ituri	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		100	≥ 66	100		
			Kasaï	Enfants	Vivres		95,6		100	> 63,3	86,3
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		25,2	≥ 66	39		
			Kasaï Central	Enfants	Vivres		30,1		100	> 50	58,4
			Kasaï Central	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		44,8	≥ 66	53		
			Kasaï Oriental	Enfants	Vivres		31,3		100	≥ 66	44,1
			Kasaï Oriental	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		15,7	≥ 66	37		
			Nord-Kivu	Enfants	Vivres		100		100	> 66	9

			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		100		70	≥ 66	9,13
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres		98,8		86,9	≥ 66	47
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		56,9		100	≥ 66	17,71
			Tanganyika	Enfants	Vivres		100		86	≥ 66	52,1
			Tanganyika	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres		46,3	≥ 66	35	≥ 66	52,1
		Proportion de la population éligible participant au programme (couverture)	Kasaï	Enfants	Vivres	≥ 50	63,3	≥ 66	20		
			Kasaï	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	≥ 50	48,9	≥ 50	20		
	4	Taux de rétention/Taux d'abandon (nouveau)/Taux d'abandon	Kasaï Central	Enfants	Vivres	< 3	11,7	< 3	12,25		
			Nord-Kivu	Tous	Vivres	< 8,4	11,8	< 8,4	6,13		
			Tanganyika	Enfants	Vivres	< 0,11	9,5	< 0,11	6,16		
		Taux de rétention/Taux d'abandon (nouveau)/Taux de rétention	Kasaï Central	Enfants	Vivres	> 97	88,3	> 97	87,75		
			Nord-Kivu	Tous	Vivres	> 91,6	87,5	> 91,6	93,87		
			Tanganyika	Enfants	Vivres	> 99,89	90,5	> 99,89	93,84		
		Taux de rétention, par niveau scolaire/Taux de rétention	Kasaï Central	Enfants	Vivres	> 97	88,3	> 97	91,5	> 91,5	90,6
			Nord-Kivu	Tous	Vivres	> 91,6	87,5	> 92	93,87	> 93,87	95
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres	> 86,25	86,25	> 86,25	90,42	> 90,42	90,29
			Tanganyika	Enfants	Vivres	> 99,89	90,5	> 99,89	93,84	> 93,84	94,4

5	NPA	Diversité alimentaire minimale – Femmes	Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres	> 12,3	15,4	> 15,4	31,1	
		Diversité alimentaire minimale 6-23 mois (MDD)	Nord-Kivu	Enfants	Vivres				≥ 34,68	49,6
		Fréquence minimale des repas 6-23 mois (MMF)	Nord-Kivu	Enfants	Vivres				≥ 51,82	36,5
		Proportion d'enfants âgés de 6 à 23 mois recevant une alimentation minimale acceptable	Nord-Kivu	Enfants	Vivres				≥ 22,99	20,4
		Proportion de la population cible participant à un nombre suffisant de distributions (adhérence)	Sud-Kivu	Enfants	Vivres	≥ 66	81,5	≥ 81,5	89,4	
		Proportion de la population éligible atteinte par le programme de prévention de la malnutrition (couverture)	Nord-Kivu	Enfants	Vivres				≥ 70	100
			Nord-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres				≥ 70	38,8
			Sud-Kivu	Enfants	Vivres				= 70	45
			Sud-Kivu	Femmes enceintes, femmes allaitantes	Vivres				≥ 70	14,2
6	SAMS	Pourcentage de la population dans les	Nord-Ubangi	Petits producteurs	Espèces					81,6

		communautés ciblées rapportant des bénéfices d'une base d'actifs de subsistance améliorée	Sud-Ubangi	Petits producteurs	Espèces		97,77		90,8		91,1
		Pourcentage de la population dans les communautés ciblées rapportant un accès physique amélioré aux marchés et/ou aux services de base	Nord-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						93,7
			Sud-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						89,7
			Tanganyika	Petits producteurs	Espèces						77,5
		Pourcentage de la population dans les communautés ciblées rapportant un environnement naturel amélioré	Nord-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						35,1
			Sud-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						84,8
			Tanganyika	Petits producteurs	Espèces						64
		Pourcentage de la population dans les communautés ciblées rapportant une augmentation ou une diversification de la production	Nord-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						97,6
			Sud-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						92,1
			Tanganyika	Petits producteurs	Espèces						84,4
		Pourcentage de la population dans les communautés ciblées rapportant une capacité améliorée à gérer et maintenir les actifs de subsistance domestiques et communautaires	Nord-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						96,6
			Sud-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						97,2
			Tanganyika	Petits producteurs	Espèces						90,1

		Pourcentage de la population dans les communautés ciblées rapportant une capacité restaurée à accéder et/ou à utiliser les fonctionnalités des actifs de base en temps de reprise après crise	Nord-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						95,6
			Sud-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						97,6
			Tanganyika	Petits producteurs	Espèces						60
		Pourcentage de la population dans les communautés ciblées rapportant une meilleure protection contre les chocs naturels soudains	Nord-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						54,1
			Sud-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						85,9
			Tanganyika	Petits producteurs	Espèces						69,2
		Proportion de la population dans les communautés ciblées (%) rapportant un potentiel agricole amélioré grâce à une disponibilité accrue en eau et/ou à la fertilité du sol	Nord-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						65,4
			Sud-Ubangi	Petits producteurs	Espèces						87,6
			Tanganyika	Petits producteurs	Espèces						74,6

Atteinte des indicateurs de produits

Activité	Spécification	2020	2021	2022	2023
Toutes	# — Indicateur rapporté	61	27	51	33
	% — Indicateur atteint	39 %	56 %	47 %	67 %
URT	# — Indicateur rapporté	10	7	7	5
	% — Indicateur atteint	50 %	86 %	43 %	40 %
NPA	# — Indicateur rapporté	3	6	6	2
	% — Indicateur atteint	0 %	50 %	33 %	50 %
NTA	# — Indicateur rapporté	3	6	6	7
	% — Indicateur atteint	0 %	50 %	50 %	100 %
SMP	# — Indicateur rapporté	-	4	4	9
	% — Indicateur atteint	-	50 %	25 %	56 %
SAMS	# — Indicateur rapporté	31	-	26	6
	% — Indicateur atteint	32 %	-	54 %	56 %
CPA	# — Indicateur rapporté	14	4	2	4
	% — Indicateur atteint	64 %	25 %	50 %	50 %

Annexe 13: Théorie du changement

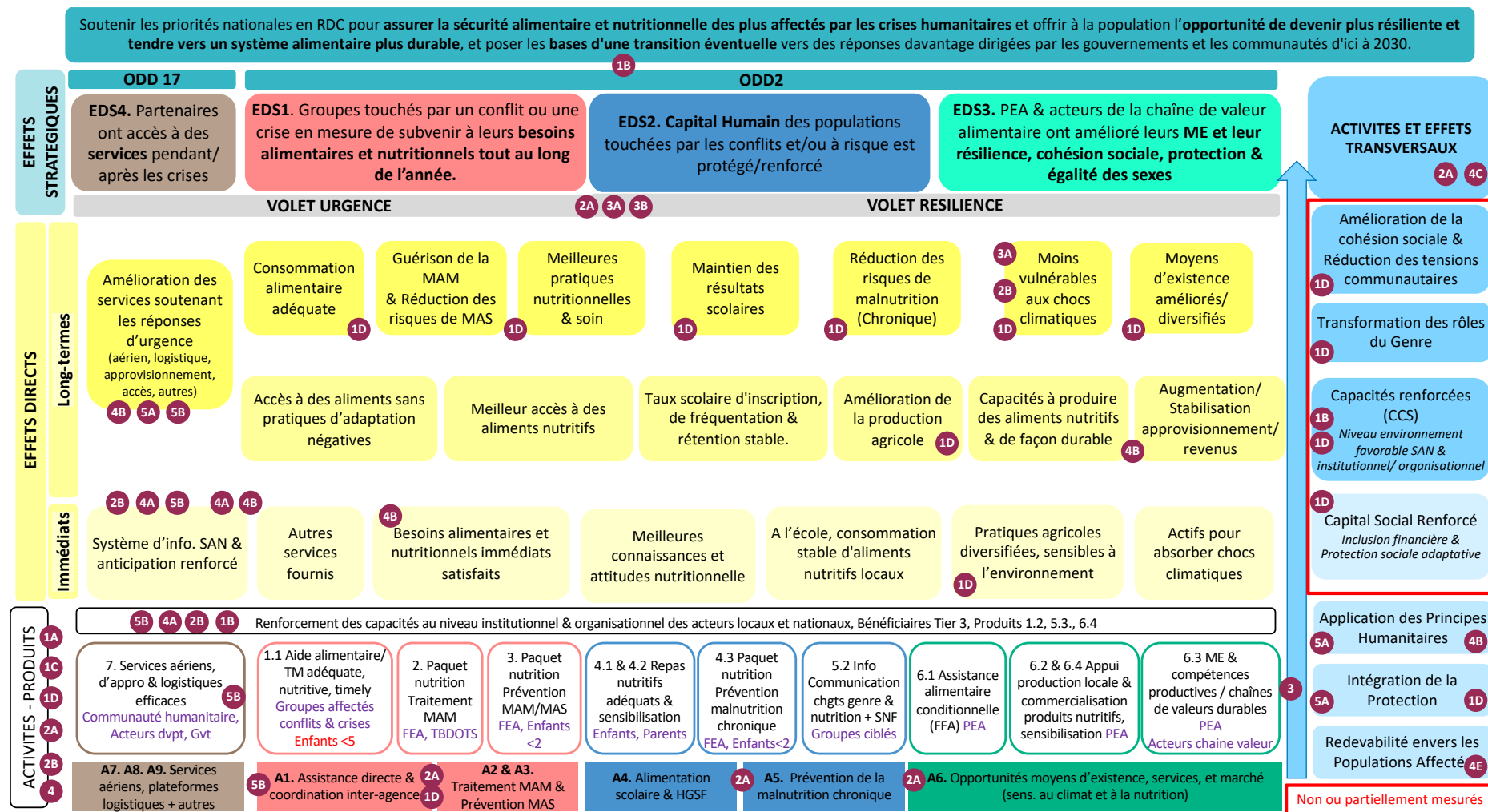
L'élaboration de la théorie du changement révisée s'est appuyée sur la documentation disponible au niveau du BP en termes de réflexion basée sur des théories du changement, à savoir: i) la TdC élaborée dans le cadre de l'évaluation décentralisée de l'alimentation scolaire en situation d'urgence (2020)¹³ présentée ci-après, ii) la TdC conjointe aux programmes de résilience FAO-PAM-UNICEF développée en 2022¹⁴ présentée ci-après, iii) les éléments de la TdC inscrits dans le PSP et les documents associés, iv) les éléments de la TdC relatifs à l'analyse sur l'intégration des combattants et l'établissement de la paix dans le Kasai (2020)¹⁵.

La TdC a ensuite été présentée et validée pendant la phase de démarrage, lors d'un atelier qui a essentiellement eu pour objectif de valider les hypothèses sous-jacentes. Les éléments spécifiques au contexte de la RDC ont également été présentés et validés, ainsi que les approches et les catalyseurs mis en place par le PAM à l'appui des hypothèses.

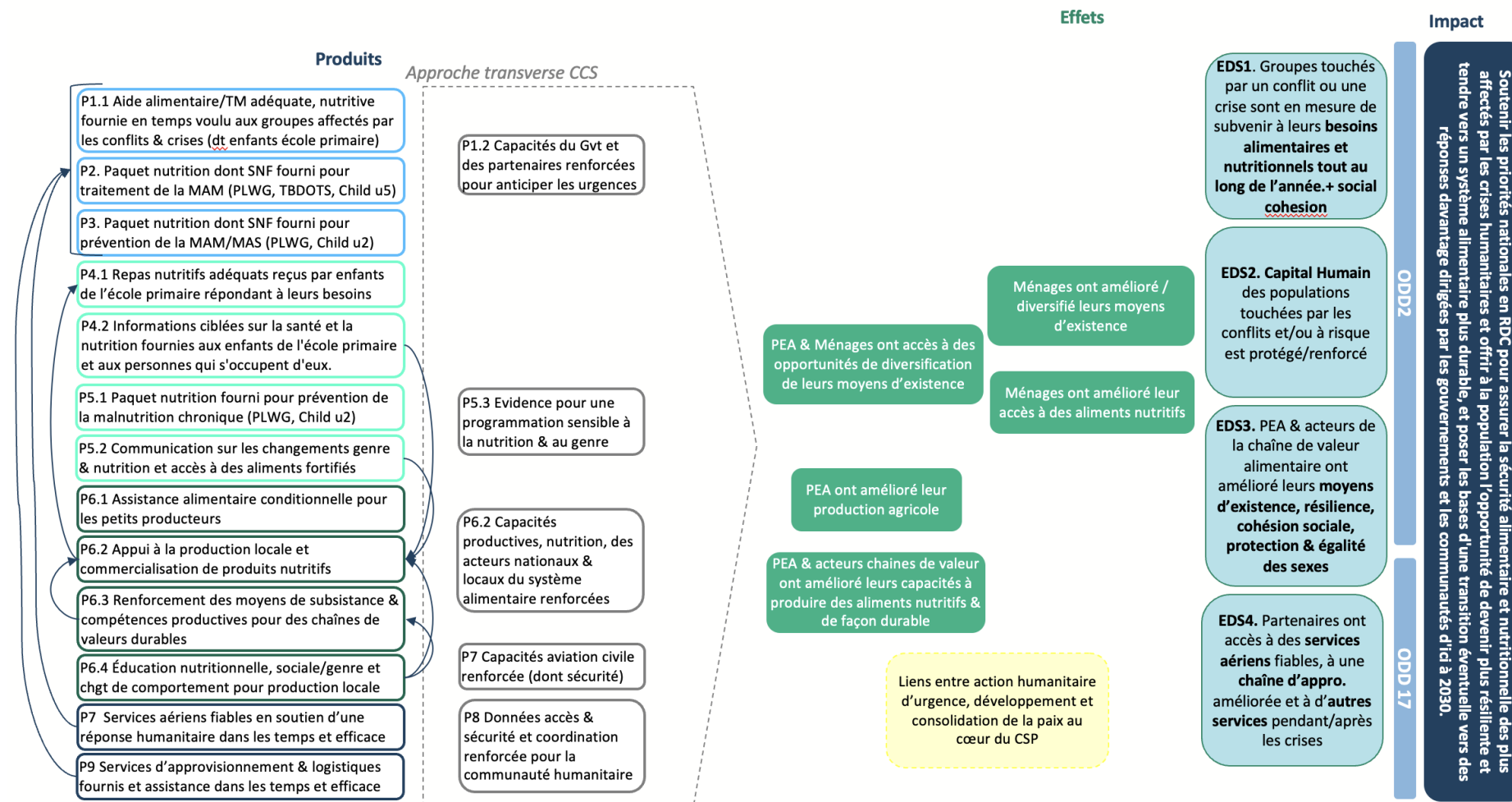
¹³ PAM. 2020. *Decentralized Evaluation - Evaluation Series on Emergency School Feeding in the Democratic Republic of Congo, Lebanon, Niger and Syria*.

¹⁴ PAM. RDC 2022. TdC Résilience.

¹⁵ Transition International. 2020. *Programmatic response framework for the reintegration of the disengaged or surrendered combatants and broader peacebuilding in their wider communities in Kasai. DRC*.



Source: Équipe d'évaluation, sur la base de la documentation consultée et de l'atelier de validation de la TdC organisé pendant la phase de démarrage.



PSP de la RDC — Hypothèses sous-jacentes de la théorie du changement

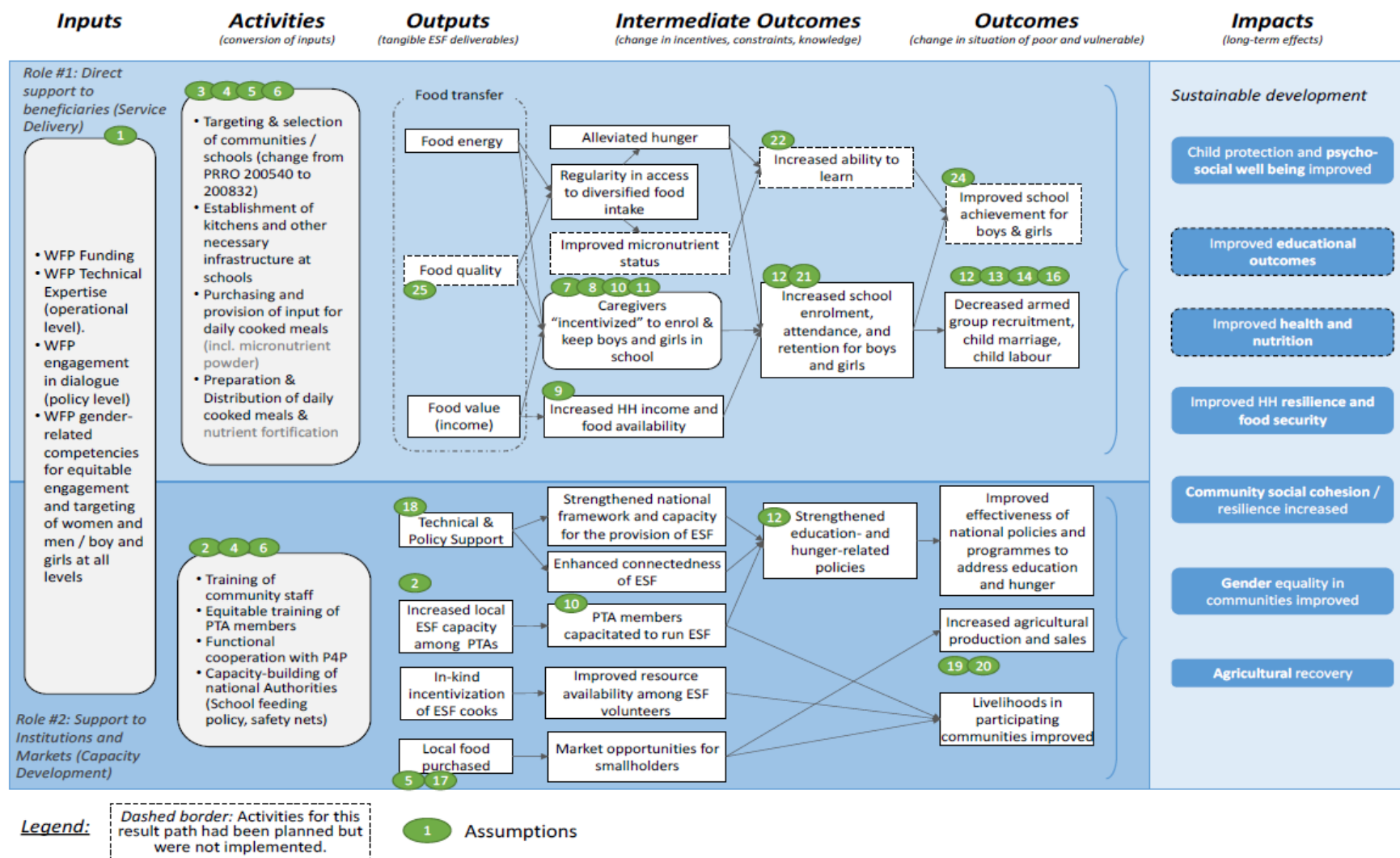
Dimensions	Hypothèses sous-jacentes du PSP	Approches mobilisées par le BP à l'appui des hypothèses, selon les échanges pendant la phase de démarrage ¹⁶	Matrice d'évaluation
1. Alignement du PAM et partenariats	1.A Le cadre stratégique du PAM est basé sur une compréhension partagée de la valeur ajoutée du PAM dans les domaines d'intervention, et répond aux besoins des groupes ciblés.	▪ Mise à l'échelle de l'approche de ciblage basée sur la vulnérabilité opérationnelle des réfugiés de la RCA, du Burundi et du Soudan du Sud et amélioration de la qualité du ciblage ▪ Planification et plaidoyer conjoint avec les autres agences du SNU	1.2.1, 1.4.2
	1.B Les acteurs du Gouvernement à plusieurs niveaux sont prêts à s'engager dans des discussions sur la transition des responsabilités pour les réponses aux crises (d'ici à 2030) et le PAM définit les priorités appropriées permettant de renforcer leurs capacités à répondre aux crises, y compris par le développement de politiques adaptées et la mobilisation de ressources.	▪ Coordination, préparation aux situations d'urgence et soutien au système national de gestion de l'information sur la SAN	2.2.3, 2.4.2
	1.C Les partenaires coopérants et locaux possèdent les capacités pour soutenir une mise en œuvre des activités du PAM selon ses normes mondiales et leur traduction en POS du BP.	▪ Partenariats avec les acteurs locaux plus durables et à long terme ▪ Formation des partenaires coopérants sur les lignes directrices et cadres stratégiques et opérationnels du PAM, y compris la POS du ciblage et les instructions en matière de redevabilité envers les populations affectées (AAP)	2.4.2 2.1.2.
	1.D Des partenariats fructueux sont mis en place et perdurent, avec de fortes complémentarités programmatiques.	▪ Partenariats stratégiques et triangulation Sud-Sud en soutien aux programmations Alimentation scolaire, Nutrition, Résilience et Redevabilité envers les populations affectées	2.2.2, 2.2.3 4.2

¹⁶ Sur la base d'une revue du CSP, des ACR et des entretiens menés pendant la phase de démarrage.

Dimensions	Hypothèses sous-jacentes du PSP	Approches mobilisées par le BP à l'appui des hypothèses, selon les échanges pendant la phase de démarrage ¹⁶	Matrice d'évaluation
		- Stratégie de transferts monétaires commune du PAM, de l'UNICEF et du HCR - Continuité des services de traitement de la malnutrition	
2. Contributions, gestion des ressources	2.A Les contributions sont opportunes, prévisibles, flexibles et d'une durée plus longue pour favoriser une mise en œuvre ayant davantage d'effets sur les causes structurelles. Les contributions ne sont pas uniquement orientées vers des réponses directes à la crise et permettent un soutien des activités de résilience et de prévention de la malnutrition chronique (EDS 2 et 3).	Programmation pluriannuelle et durée d'assistance plus longue (3 à 6 mois)	3.3.1 4.1.1, 4.2.1
	2.B L'ampleur et la nature des chocs futurs sont anticipées et prises en compte dans la mobilisation des ressources.	Coordination, préparation aux situations d'urgence et soutien au système national de gestion de l'information sur la SAN	1.4.1
3. Intégration réponse d'urgence/résilience	3.A L'intégration des volets urgence et résilience contribue à la réduction des besoins à moyen et long terme et soutient l'atteinte des résultats transversaux.	- Pilote de protection sociale adaptative: 1^{er} programme de transferts monétaires en milieu urbain à Kinshasa avec le MINAS en vue de soutenir le développement d'une plateforme nationale de protection sociale adaptée aux chocs - Intégration de la nutrition dans l'ensemble des EDS	2.2.2, 2.4.1 4.4.3
	3.B L'intégration des activités de résilience renforce les interactions positives entre effets et les rend plus durables.	- Maintenir de liens forts entre les piliers 2 et 3 (EDS 2 et EDS 3) et programmes de résilience conjoints étendus (partenariat FAO/UNICEF étendu, initiative I4S MONUSCO) - Intégration de la nutrition dans l'ensemble des EDS	2.4.1 4.4.3
4. Capacité organisationnelle du PAM	4.A Disponibilité et utilisation de données et de preuves crédibles pour alimenter la prise de décision, le ciblage, la conception de programme et l'adaptation de la programmation.	- Extension de l'approche de ciblage basée sur la vulnérabilité opérationnelle des réfugiés de la RCA, du Burundi et du Soudan du Sud et amélioration de la qualité du ciblage - Renforcement de la capacité des institutions étatiques pour l'appui aux enquêtes	1.1.2, 1.4.1 4.4.1

Dimensions	Hypothèses sous-jacentes du PSP	Approches mobilisées par le BP à l'appui des hypothèses, selon les échanges pendant la phase de démarrage ¹⁶	Matrice d'évaluation
		▪ Extension des enquêtes de sécurité alimentaire à tout le pays	
	4.B Les modalités, les systèmes et les compétences du PAM permettent une mise en œuvre à grande échelle, agile, intégrée et efficace.	▪ <i>Corporate Scale Up</i> ▪ Gestion de la chaîne d'approvisionnement pour une mise en œuvre orientée vers les besoins des populations affectées	3.1.3, 3.3.1 4.1.1, 4.4.2, 4.4.3, 4.4.4
	4.C Les capacités internes du PAM permettent une prise en compte des aspects transversaux dans les volets urgence et résilience (CCS, protection, redevabilité, genre, sensibilité aux conflits, principes humanitaires).	▪ Unités programme du BP et des sous-bureaux restructurés pour la mise en œuvre du PSP ▪ Développement d'une approche sensible aux conflits en mobilisant les capacités de Search for Common Ground ▪ Approche sensible au genre, inclusion et protection	2.3.2 4.4.2
	4.D Le système de suivi-évaluation du PAM favorise une gestion des ressources orientées vers les résultats, et permet d'ajuster la programmation et de donner de la visibilité aux actions du PAM.	▪ Renforcement des unités RAM du BP et des sous-bureaux avec une structure séparée du programme	4.4.1
	4.E Les risques de fraudes et de corruption sont jugulés, notamment grâce à un renforcement des mesures de conformité et au mécanisme de plaintes et de retour d'information (CFM)	▪ Efforts investis pour une meilleure gestion des risques et un contrôle interne, avec notamment la mise en place de POS pour l'ensemble des activités (processus appuyé par BHA)	3.4.1
5. Autres facteurs clés externes	5.A Les défis d'accès et de sécurité sont dépassés pour accéder aux populations vulnérables.	▪ Facilitation de l'accès aux zones les plus reculées/non sécurisées	2.1.3 4,2
	5.B Les mécanismes de coordination externes (clusters, intensification) créent un environnement propice à la réponse aux urgences.	▪ <i>Corporate Scale Up</i> ▪ Mise à disposition de services communs uniques et Gestion solide de la chaîne d'approvisionnement ▪ Renforcement des effectifs du cluster Sécurité alimentaire	2.1.3, 2.2.2, 2.2.3 4.3.2

Théorie du changement pour l'alimentation scolaire d'urgence en RDC (2020)



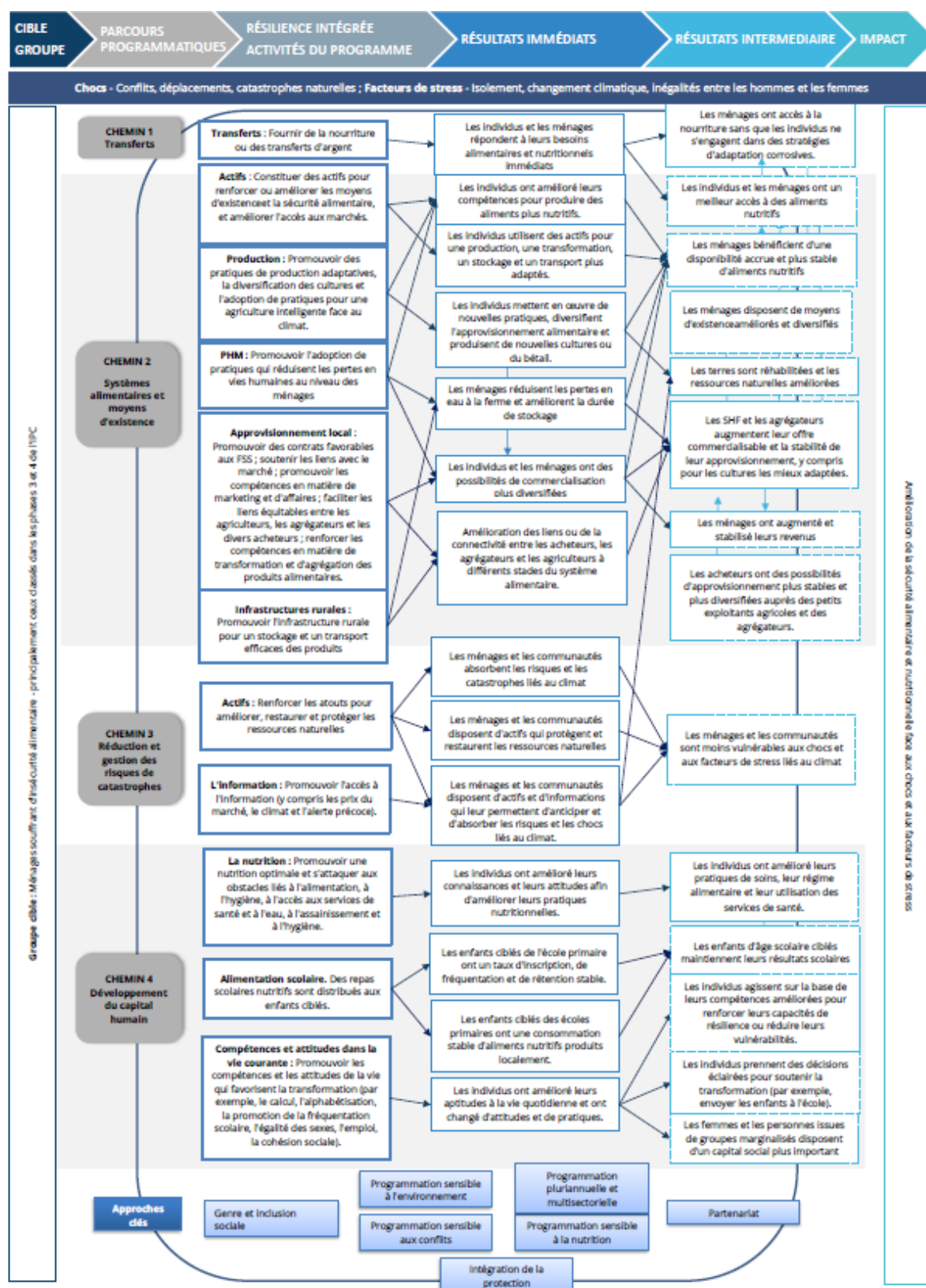
Source: PAM. 2020. Évaluation décentralisée sur l'alimentation scolaire en urgence (2015-2019): Rapport de la République Démocratique du Congo.

Hypothèses sous-jacentes à la théorie du changement

1. Sufficient Funds are available on time (*cross-EQ*)
2. Qualified and motivated local community staff are available (*EQ 6 – sustainability, connectedness*)
3. WFP-CO has the technical capacity to design, development, implement and MEL the SF activities (*cross-EQ*)
4. WFP-CO has the Logistical capacity to procure and provide high quality input in a timely manner (*cross-EQ*)
5. No pipeline breaks (due to insecurity, other issues) (*cross-EQ*)
6. Funding for surveys and assessments adequate (*cross-EQ*)
7. Caregivers aware of school feeding (*EQ3 – effectiveness, EQ 6 – sustainability, connectedness*)
8. Schools are functioning and are equitably accessible for boys and girls (*EQ 3 - effectiveness*)
9. Children eat their meals (*EQ 3 – effectiveness*)
10. Schools and local communities are supportive of SF (*EQ 6 – sustainability, connectedness*)
11. Sufficient security allowing children to attend school (*EQ 3 – effectiveness, connectedness*)
12. Partners complement ESF activities with gender-equitable provision of services, incl. psycho-social support (*EQ 1 – Appropriateness of ESF; EQ 6 – sustainability*)
13. Higher school attendance reduces early marriage and adolescent pregnancies (*EQ 5 – additional benefits*)
14. Higher school attendance makes recruitment of children by militias less likely (*EQ 5 – additional benefits*)
15. Government adopts and implements gender-equitable safety nets policy / social protection policies that include ESF (*EQ 6 – sustainability, connectedness*)
16. Caregivers / children choose school over harmful coping mechanisms (avoid school enrolment and attendance of children, early marriage) (*EQ 5 – additional benefits*)
17. P4P (Purchase for Progress) capacity for supporting / collaborating with ESF (*EQ 5 – household / economic effects*)
18. Capacity development of local and central authorities possible (*EQ 6 – sustainability, connectedness*)
19. Smallholder producers respond positively to increased market opportunities (*EQ 5 – household / economic effects*)
20. ESF programs can ensure future purchases in the short- and medium-term
21. School meals decrease negative coping mechanisms (*EQ 5 – additional benefits*)
22. Community leaders support change of values and gender-related norms
23. Hunger and micro-nutrient deficiencies result in decreased learning capacities
24. Educational inputs and services are still available / being delivered (teachers, educational support services, books, curricula, etc.)
25. Vegetables for the school meals are brought in regularly by members of the community; School gardens are able to provide fresh vegetables for school meals.

Source: PAM. 2020. Évaluation décentralisée sur l'alimentation scolaire en urgence (2015-19): Rapport de la République Démocratique du Congo

Théorie du changement: programmation conjointe résilience (2022)



Source: PAM, UNICEF, FAO. 2022. Élaboration d'une théorie du changement et d'un cadre logique commun pour la programmation de résilience.

Annexe 14: Comparaison assistance PAM / personnes IPC3+¹⁷

Provinces	2020			2021			2022			2023		
	IPC3+	Atteints PAM	% PAM/ IPC3+	IPC3+	Atteints PAM	% PAM/ IPC3+	IPC3+	Atteints PAM	% PAM/ IPC3+	IPC3+	Atteints PAM	% PAM/ IPC3+
Bas Uélé	26 869	122	0%	367 934	-	N/A	274 242	-	N/A	346 521	-	N/A
Equateur	176 788	285	0%	308 210	-	N/A	565 446	-	N/A	367 845	-	N/A
Haut-Uele	315 801	27 683	9%	590 093	27 697	5%	515 347	29 334	6%	401 303	28 301	7%
Haut-Katanga	728 883	89 867	12%	894 337	123 590	14%	430 442	141 252	33%	810 147	60 222	7%
Haut-Lomami	743 991	-	N/A	894 511	-	N/A	675 280	-	N/A	1 114 925	-	N/A
Ituri	2 629 051	298 344	11%	2 885 242	222 142	8%	1 265 423	365 481	29%	1 518 573	501 293	33%
Kasai	1 632 441	283 385	17%	1 927 561	202 490	11%	950 835	231 713	24%	919 601	110 468	12%
Kasai Central	2 103 224	80 076	4%	2 509 657	117 196	5%	1 833 655	135 041	7%	1 194 407	89 927	8%
Kasai Oriental	1 682 822	-	N/A	2 077 320	-	N/A	1 239 538	-	N/A	757 451	-	N/A
Kinshasa	762 138	-	N/A	1 530 531	81 968	5%	2 392 103	84 248	4%	2 034 578	40 371	2%
Kongo Central	134 587	-	N/A	628 146	-	N/A	1 084 944	-	N/A	1 051 986	-	N/A
Kwango	N/A	-	N/A	951 709	-	N/A	652 823	-	N/A	724 407	-	N/A
Kwilu	N/A	-	N/A	827 361	-	N/A	1 475 938	-	N/A	1 188 963	-	N/A
Lomami	687 680	-	N/A	449 932	-	N/A	615 626	-	0%	449 747	-	N/A
Lualaba	520 523	-	N/A	452 984	-	N/A	517 302	-	N/A	447 325	-	N/A
Mai-Ndombe	N/A	-	N/A	201 297	-	N/A	488 759	-	N/A	661 169	-	N/A
Maniema	287 162	24 308	8%	926 694	-	N/A	977 952	-	0%	622 518	5 977	1%
Mongala	343 331	-	N/A	322 599	-	N/A	659 774	-	N/A	418 638	-	N/A
Nord-Kivu	3 016 151	201 071	7%	3 188 224	432 300	14%	3 065 023	389 970	13%	2 736 223	1 024 461	37%
Nord-Ubangi	274 500	32 014	12%	352 914	68 667	19%	493 116	28 609	6%	453 482	58 683	13%
Sankuru	680 909	-	N/A	544 358	-	N/A	704 564	-	N/A	533 566	-	N/A
Sud-Kivu	2 383 731	240 361	10%	1 616 458	167 165	10%	1 811 526	204 964	11%	1 172 413	265 896	23%
Sud-Ubangi	577 572	29 576	5%	711 564	28 529	4%	896 273	25 157	3%	804 960	30 791	4%
Tanganyika	1 424 179	289 643	20%	1 260 206	227 293	18%	1 726 758	165 879	10%	1 406 010	126 160	9%
Tshopo	251 475	-	N/A	415 929	-	N/A	540 979	-	N/A	553 028	-	N/A
Tshuapa	450 905	-	N/A	426 564	-	N/A	575 720	-	N/A	720 449	-	N/A

Source: ACR 2020-23 et IPC. 2020. République Démocratique du Congo: Situation d'insécurité alimentaire aiguë, juillet-décembre 2020 et projection janvier-juin 2021, IPC. 2021. République Démocratique du Congo: Situation d'insécurité alimentaire aiguë, février-juillet 2021 et projection août-décembre 2021, IPC. 2022. République Démocratique du Congo: Situation d'insécurité alimentaire aiguë, juillet-décembre 2022 et projection janvier-juin 2023, IPC. 2023. République Démocratique du Congo: Mise à jour de la projection d'insécurité alimentaire aiguë, janvier-juin 2023

¹⁷ Les données sur les personnes assistées par province sont une estimation et ont été calculées en prenant la valeur maximale pour chaque province et en additionnant les bénéficiaires des transferts monétaires et de la distribution de vivres. D'après le fichier: Summary_comparison_Actuals_vs_NBP_Partnership_and_FRN_v2.0_données PAM

Annexe 15: Analyse de la mise en œuvre des recommandations de l'évaluation du PSPP

Recommandation	Niveau de mise en œuvre	Commentaire
1. Perfectionner les capacités d'intervention d'urgence du PAM, notamment en élargissant le champ des études de la sécurité alimentaire, en raccourcissant les délais de mise en œuvre des interventions et en optant pour des modalités d'assistance alimentaire mieux adaptées aux besoins des bénéficiaires.	Satisfaisant	
1.1. Contribuer à l'action menée pour élargir l'application du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire à l'ensemble du pays en facilitant la réalisation d'études de la sécurité alimentaire dans les zones qui n'en font pas l'objet actuellement.	Mise en œuvre complète	Des progrès significatifs ont été réalisés pour étendre la couverture des analyses IPC à l'ensemble du pays. De récents cycles d'analyse IPC ont couvert 26 provinces pour un total de 186 zones, dont 145 territoires, 41 zones urbaines et 24 communes de Kinshasa. Le BP y a contribué à travers la mise à disposition des données EFSA et mVAM qui ont couvert tous les territoires et les grandes villes du pays.
1.2. Raccourcir les délais de mise en œuvre des opérations du PAM en sensibilisant les bailleurs de fonds à l'importance de la mise à disposition rapide et de l'allocation plus flexible de fonds et de contributions en nature, et en renforçant les effectifs et les moyens à leur disposition proportionnellement à l'envergure accrue des interventions.	À renforcer	Le BP a envisagé des mesures significatives, telles que l'analyse des compétences et la consolidation d'un plan de formation. Mais la contribution à une réduction des délais de mise en œuvre n'est pas encore effective. La révision des effectifs, qui est essentielle pour aligner les ressources humaines sur les besoins opérationnels, est encore en cours. Les changements importants déjà apportés au niveau du personnel comprennent notamment le recrutement de deux agents de niveau P3, dont un en charge du secteur privé et un autre en charge des institutions financières internationales. Bien que des initiatives pertinentes aient été prises, des actions supplémentaires sont nécessaires pour aller plus loin dans le processus et atteindre une mise en œuvre complète et efficace de cette recommandation.

1.3. Préférer à des cycles de distribution de vivres et de transferts monétaires d'une durée indifférenciée, l'ajustement de la durée de ces cycles en fonction des besoins des personnes recevant une assistance.	Mise en œuvre complète	Le BP a pris des mesures concrètes et stratégiques pour ajuster la durée des cycles d'assistance en fonction des besoins des bénéficiaires. Le passage à un cycle de six mois et l'adaptation saisonnière des rations témoignent d'une approche proactive et réactive aux défis de la sécurité alimentaire. De plus, la révision régulière des niveaux d'urgence permet une flexibilité et une réactivité accrues face aux crises.
1.4. Envisager d'accroître l'utilisation des mécanismes de transferts monétaires en partenariat avec des entités du secteur privé dans des domaines comme les transferts par téléphonie mobile, en sélectionnant ces entités sur la base d'un examen approfondi de leurs capacités.	Mise en œuvre complète	Le BP a démontré un engagement clair et efficace envers l'accroissement de l'utilisation des mécanismes de transferts monétaires en établissant des partenariats avec le secteur privé (TMB, Vodacom) et en développant des initiatives innovantes, notamment les transferts monétaires urbains.
2. Tirer parti de la compétence particulière du PAM dans des domaines autres que l'assistance humanitaire pour appuyer les partenaires actifs au titre des composantes développement et consolidation de la paix de l'approche dite du triple nexus.	Moyen	
2.1. Développer la programmation conjointe avec la FAO, l'OMS, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale, en particulier pour des formes d'assistance assorties de conditions et le recours plus fréquent aux achats effectués auprès d'organisations d'agriculteurs.	Aucune mise en œuvre	Dans le domaine de la résilience, des efforts sont encore nécessaires pour s'engager dans des partenariats stratégiques avec d'autres acteurs majeurs comme le FIDA et la Banque mondiale et pour renforcer les capacités des producteurs en vue des achats locaux de vivres répondant aux standards requis.
2.2. En partenariat avec l'UNICEF, intensifier l'action menée pour prévenir la malnutrition aiguë et chronique.	Mise en œuvre complète	Le BP a démontré un engagement fort et structuré pour intensifier les actions de prévention de la malnutrition aiguë et chronique en établissant des partenariats solides avec l'UNICEF et le Gouvernement à travers le PRONANUT. Les efforts entrepris peuvent s'observer à travers la mise en place de mémorandums d'accord, l'augmentation des initiatives conjointes et la cartographie des interventions.

2.3. Renforcer le partenariat conclu avec le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), avec pour objectif d'apporter un appui aux jeunes garçons et filles vulnérables en renforçant leur capacité à gérer les grossesses et à éviter les maladies sexuellement transmissibles.	Aucune mise en œuvre	Aucune collaboration pertinente notée dans ce sens par l'EE.
2.4. En collaboration avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, appuyer les interventions axées sur diverses possibilités de génération de revenus pour les réfugiés.	Mise en œuvre complète	Le BP a démontré un engagement fort et concret pour soutenir les interventions visant l'autonomisation économique des réfugiés, en étroite collaboration avec le HCR. L'application du ciblage basé sur la vulnérabilité témoigne d'une volonté de contribuer efficacement à l'autonomisation des réfugiés. Des témoignages encourageants ont été faits dans ce sens par les réfugiés ayant bénéficié de l'assistance du PAM dans le Sud-Ubangi. Cependant, une autonomisation durable des réfugiés nécessite des améliorations tant au niveau de la durée que de la portée (nombre de sites et de bénéficiaires ciblés) de l'appui fourni à cette catégorie des bénéficiaires.
2.5. Continuer d'apporter un appui aux activités de consolidation de la paix sur le modèle expérimenté dans la province du Tanganyika.	À renforcer	La mise à l'échelle du modèle expérimenté au Tanganyika n'a pas encore été véritablement concrétisée, bien que des intentions ont été mentionnées notamment pour les Kasais. Les spécificités de chaque zone indiquent qu'il est nécessaire de mener des analyses approfondies pour identifier les causes des conflits locaux, afin d'assurer une intégration efficace des interventions de promotion de la paix avec les autres composantes du nexus humanitaire-développement-paix. Cette approche est essentielle pour garantir que les actions entreprises répondent aux besoins spécifiques des communautés tout en favorisant la cohésion sociale et la durabilité des résultats obtenus.
3. Œuvrer de manière plus stratégique auprès des donateurs, du Gouvernement et des partenaires coopérants.	Faible	

3.1. Exploiter la position centrale occupée par le PAM dans le système d'aide humanitaire en République démocratique du Congo pour plaider auprès des bailleurs de fonds en faveur d'un accroissement des financements qu'ils allouent au renforcement des capacités et de la résilience.	Aucune mise en œuvre	Le BP n'a pas encore été en mesure d'obtenir un accroissement remarquable des financements destinés à la promotion de la résilience et au renforcement des capacités. En ce qui concerne la résilience, clarifier son rôle dans ce secteur et établir des partenariats stratégiques avec d'autres acteurs clés du développement rural pourraient renforcer son positionnement stratégique et élargir ses opportunités de financement. Pour ce qui est du renforcement des capacités, le BP devrait mieux structurer son approche en définissant des résultats attendus clairs et mesurables, ainsi qu'en planifiant les ressources nécessaires et en les utilisant dans ses efforts de mobilisation des ressources auprès des bailleurs de fonds.
3.2. Consolider le partenariat du PAM avec le Gouvernement, notamment à l'échelon provincial, grâce à un renforcement ciblé des capacités dans le domaine de la formulation et de la mise en œuvre des politiques et des stratégies, en encourageant le Gouvernement à montrer la voie et à s'impliquer davantage en tant que partie prenante, le cas échéant.	À renforcer	Bien que des actions aient été entreprises, notamment en termes d'appui au renforcement des capacités en vue du développement des politiques et du renforcement des systèmes au niveau national (PNDA, PRONANUT et MINAS notamment), aucune initiative pertinente n'a été observée dans ce sens au niveau provincial.
3.3. Élaborer des accords à long terme avec certains partenaires coopérants œuvrant dans des secteurs et des zones géographiques pertinents, sur la base d'une présélection d'organisations présentant les caractéristiques voulues et d'accords de partenariat à long terme.	Aucune mise en œuvre	Les partenaires coopérants sont toujours engagés à travers des accords de partenariat sur le terrain (FLA) à court terme et non alignés sur la durée des projets y compris dans le cadre des interventions de résilience.
3.4. Lorsque des FLA sont signés avec des partenaires coopérants, organiser des sessions de planification en interne afin de définir des échéances pour les activités et les versements. Veiller en outre à ce que les équipes financières des partenaires coopérants reçoivent un appui plus poussé pour ce qui est de la communication d'informations financières et relatives aux dépenses.	À renforcer	Le BP s'est engagé dans une approche collaborative adéquate impliquant des planifications concertées et le renforcement des capacités des partenaires coopérants, pour une mise en œuvre efficace des accords tant au plan financier que programmatique. Cependant, le non-respect des échéances par le PAM demeure un défi sur lequel le BP doit continuer à concentrer ses efforts.

4. Renforcer les systèmes de suivi et d'évaluation, ainsi que de gestion et de contrôle internes, pour réduire les risques auxquels les opérations sont exposées, en accroissant les moyens alloués aux fonctions de contrôle interne, en particulier les systèmes grâce auxquels sont produites et utilisées des informations et des données factuelles, et en déterminant des attentes communes pour ce qui est de la couverture du suivi, des activités de collecte de données, de la périodicité du suivi et de l'échantillonnage.	Moyen	
4.1. Renforcer les capacités des ressources humaines pour les première et deuxième lignes de défense, en dispensant une formation appropriée au personnel qui exerce des responsabilités liées aux systèmes de gestion et aux contrôles internes et en recrutant davantage de spécialistes du respect de la conformité.	À renforcer	Bien que le PAM ait entrepris des actions visant à former le personnel et à améliorer la gestion logistique, la limitation des effectifs demeure un obstacle significatif à la mise en œuvre complète de la recommandation. Les efforts de formation et de suivi sont en cours, mais le nombre insuffisant de personnels dédiés au contrôle interne persiste.
4.2. S'employer à simplifier et à mieux intégrer les plateformes de communication de l'information et les bases de données et mettre au point des tableaux de bord qui facilitent l'accès à l'information.	À renforcer	Le PAM a fait des progrès significatifs consistant à publier des tableaux de bord consolidés, à intégrer des données dans DOTS et à améliorer la réconciliation COMET-LESS. Cependant, certaines initiatives prévues ont été reportées en raison de priorités concurrentes et de contraintes de financement. Ainsi, bien que quelques avancées aient été réalisées, des efforts supplémentaires sont nécessaires pour une mise en œuvre complète et pérenne de cette recommandation. Le PAM doit s'assurer que le financement et les priorités sont alignés pour permettre l'achèvement de toutes les améliorations prévues.

4.3. Veiller à l'intégration des données entre le système d'appui à la gestion logistique et l'outil de suivi et d'évaluation des bureaux de pays (COMET), afin d'améliorer le suivi de la performance, l'identification des lacunes et les mesures correctives qu'il est possible de prendre.	À renforcer	Bien que le PAM ait réalisé des progrès significatifs dans l'intégration des données entre les systèmes logistiques et COMET, et que des fonctionnalités essentielles aient été mises en place, certaines améliorations restent en suspens en raison de priorités concurrentes et de contraintes de financement. Les efforts pour améliorer le suivi de la performance et identifier les lacunes sont en cours, mais des actions supplémentaires sont nécessaires pour garantir une intégration complète et efficace des systèmes. Le PAM doit continuer à prioriser ces initiatives pour maximiser l'efficacité de la gestion des données et le suivi des performances.
4.4. Charger l'équipe de suivi et d'évaluation de réaliser plus d'évaluations décentralisées, qui facilitent le recueil d'informations relatives aux meilleures pratiques et aident à produire des connaissances relatives aux atouts et aux faiblesses des opérations, et lui fournir les ressources nécessaires.	Mise en œuvre complète	Évaluations décentralisées pertinentes réalisées: évaluation de l'impact du projet de renforcement de la résilience dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu en collaboration avec la FAO et l'UNICEF; évaluation des activités d'alimentation scolaire; évaluation à mi-parcours du Plan stratégique de pays (PSP) ayant permis d'identifier les atouts et les faiblesses du programme ainsi que des mesures correctives nécessaires, dont certaines ont été intégrées dans l'extension du PSP en 2024.
5. Regrouper dans un cadre unique correspondant aux «risques pour les populations» la protection, les risques d'exclusion, la protection de l'environnement, la prise en compte des conflits et la responsabilité à l'égard des populations touchées, de telle sorte que ces divers risques reçoivent le même degré d'attention que ceux qui pèsent sur les opérations. Tirer éventuellement parti des activités menées au siège en rapport avec les garanties sociales et environnementales.	Moyen	
5.1. Créer un cadre unique regroupant les risques pesant sur les populations, qui intègre protection, cohésion sociale, durabilité environnementale et inclusivité au stade de l'exécution des programmes, en association avec l'assurance d'un degré de responsabilité plus effectif à l'égard des populations touchées.	À renforcer	Bien que le PAM ait fortement progressé dans l'analyse des conflits et l'identification des risques de sensibilité aux conflits, l'intégration complète de ces éléments dans un cadre unique de gestion des risques est encore en cours. Les évaluations sont essentielles pour établir une base solide, mais des efforts supplémentaires seront nécessaires pour garantir que tous les aspects de la protection, de la cohésion sociale, de la durabilité environnementale et de l'inclusivité soient pleinement intégrés dans les programmes. Le suivi continu des risques et l'adaptation des interventions seront indispensables pour une mise en œuvre efficace de cette recommandation.

5.2. Analyser les risques pesant sur les populations avant l'exécution des programmes et intégrer ces risques dans les évaluations post-activité et dans les systèmes de données, au moyen d'une analyse systématique des possibilités et des enjeux émergents découlant de la mise en œuvre.	À renforcer	Bien que le PAM ait pris des mesures significatives pour analyser les risques et développer des outils d'analyse contextuelle, l'intégration complète de ces éléments dans les systèmes de données et les examens d'activité est encore en cours. Les initiatives mises en place montrent une volonté d'améliorer la gestion des risques, mais des efforts supplémentaires seront nécessaires pour garantir que tous les risques pertinents soient systématiquement pris en compte avant le lancement des programmes et intégrés dans les évaluations post-activité.
5.3. Améliorer le ciblage et, si nécessaire, adapter les interventions de telle sorte que les plus vulnérables, notamment les personnes malades ou handicapées, ne soient pas exclus de l'assistance fournie par le PAM.	Mise en œuvre complète	Le BP a démontré un engagement fort pour améliorer le ciblage de ses interventions en mettant à jour ses directives de manière à mieux prendre en compte les personnes les plus vulnérables (POS et directives sur la RDC mises à jour au T4 de 2020). L'intégration de critères quantitatifs et qualitatifs, ainsi que l'encouragement de la participation des groupes vulnérables, témoignent d'une approche inclusive et adaptée aux réalités du terrain.
5.4. Réduire l'empreinte environnementale des opérations du PAM et appuyer les initiatives qui aident à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à rendre l'utilisation de l'eau plus efficace et à mieux protéger les forêts et les terres.	À renforcer	Bien que Le PAM se soit engagé à s'aligner sur les stratégies nationales, et à soutenir les efforts de promotion de l'agriculture durable au niveau national, l'intégration de la protection de l'environnement dans ses programmes n'est pas encore systématique et reste assez limitée.
5.5. Renforcer l'exercice de la responsabilité à l'égard des populations touchées en leur présentant les risques existants et les possibilités offertes d'une manière culturellement acceptable. Élargir le champ de la communication d'informations pour inclure des données qualitatives sur la problématique femmes-hommes et la prise en compte des conflits. Communiquer davantage avec les bénéficiaires au sujet des critères de ciblage, du montant des ressources financières disponibles, ainsi que des modalités et du calendrier des prestations d'assistance.	À renforcer	Le BP a démontré un fort engagement en faveur de la redevabilité envers les populations affectées, en renforçant les mécanismes de retour d'information et en intégrant des analyses de genre et de sensibilité aux conflits. Cependant, des lacunes subsistent dans le traitement des plaintes et l'engagement communautaire reste fragmenté, avec des informations souvent inadaptées aux besoins des groupes vulnérables et une participation limitée dans le cadre des interventions d'urgence. Le BP doit encore renforcer ses mécanismes de redevabilité et favoriser une participation significative des communautés.

6. Mettre davantage l'accent sur la problématique femmes-hommes en accordant une attention plus soutenue aux préoccupations propres aux femmes, aux hommes, aux garçons et aux filles dans les groupes de population plus vulnérables et faire un meilleur usage des possibilités offertes par les programmes.	Moyen	
6.1. Prendre systématiquement en considération les besoins spécifiques des femmes et des filles en fonction de la situation dans laquelle est menée chaque intervention.	À renforcer	Les analyses de genre ne sont pas systématiques dans tous les projets bien que des indicateurs sexospécifiques soient incorporés dans les cadres de suivi des projets. Des efforts de plaidoyer sont encore nécessaires auprès des bailleurs de fonds pour une meilleure intégration du genre dans les propositions des projets.
6.2. S'efforcer de remédier non seulement aux aspects visibles des inégalités entre les sexes, mais aussi à leurs causes sous-jacentes, sociales et culturelles.	Mise en œuvre complète	Le BP a démontré sa volonté de renforcer son approche en matière de promotion du genre, en intégrant dans certains projets les problématiques sociales et culturelles qui alimentent les inégalités de genre. Il s'est également engagé à soutenir l'augmentation du nombre de femmes occupant des postes de leadership au sein des organisations paysannes et autres groupes communautaires bénéficiaires. Il devra maintenant s'assurer que cette approche transformative soit systématiquement appliquée dans tous les projets ou, du moins, dans un plus grand nombre.
6.3. Pour faciliter l'activité visée dans la recommandation 6.2, renforcer les partenariats stratégiques du PAM avec le Ministère du genre, de la famille et de l'enfant et d'autres organismes des Nations Unies, comme le FNUAP et l'Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.	À renforcer	Partenariat avec le Ministère du genre, de la famille et de l'enfant observable dans beaucoup de zones sur terrain, mais il reste marqué par l'inadéquation des ressources. Par contre, pas de partenariats visibles sur terrain avec le FNUAP ou ONU Femmes.
6.4. Allouer des ressources financières spécifiques aux activités intéressant en particulier la problématique femmes-hommes, y compris à l'échelon des bureaux de terrain.	À renforcer	Des efforts de plaidoyer sont encore nécessaires auprès des bailleurs de fonds pour une meilleure intégration dans les propositions.

Bureau de l'évaluation

Programme alimentaire mondial

Via Cesare Giulio Viola 68/70

00148 Rome, Italie

Tél. : +39 06 65131

wfp.org/independent-evaluation